LE GÉNÉRAL ROSAS

QUESTION DE LA PLATA

M. GHEVALTER DE SAINT-ROBERT.

PARIS

GERDES EDITEUR.

1848.

LA QUESTION

DE LA PLATA.



PARIS. — IMPRIMERIE GERDÈS, 10, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.



men visitas.

LE GÉNÉRAL ROSAS

ET LA

QUESTION DE LA PLATA

PAR

(M.) CHEVALIER, DE SAINT-ROBERT.

PARIS

GERDÈS, ÉDITEUR, 10, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

1848.

OUESTION DE LA PLATA

MU CHERNIER OF BRIEF-ROSERY.



temps en lutte sur les rives de la Plata. Un expesé rapide des pramières e lunes traversées par les provinces amentines sufffira pour faire enverencest apprécier les événements de l'epours actuelle (1).

(1) Les despuelts and les redelless de l'indicionalisée aux manges au virtue de l'indicionalisée au de la communitée de la faction par par l'indicionalisée à l'autre de l'indicionalisée à l'autre de l'indicionalisée à l'autre de la faction de la faction

De toutes les questions américaines qui ont fixé, dans ces dernières années, l'attention de l'Europe, il n'en est aucune qui ait aussi longtemps occupé les esprits et qui soit cependant restée plus confuse que la question de la Plata. Les débats contradictoires de la presse et de la tribune, impuissants à l'expliquer, n'ont fait, au contraire, que fortifier l'incertitude en soulevant incessamment des doutes nouveaux. Presque toujours travestie sous un habile arrangement de faits erronés, ou bien réduite à une simple querelle d'ambitions ou d'intérêts de localité, qui ne conservait, aux yeux de l'Europe, qu'une valeur contestable, la question n'a jamais été posée dans les termes et avec les proportions que lui assigne une investigation sérieuse. Nous la dégagerons donc de tous les faits subalternes qui ont dissimulé jusqu'ici des faits beaucoup plus graves, pour essayer de lui rendre toute son importance et de la présenter sous son véritable jour. Mais, avant de résumer cette question, nous devons jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire du pays et dire quels principes sont depuis longtemps en lutte sur les rives de la Plata. Un exposé rapide des premières phases traversées par les provinces argentines suffira pour faire exactement apprécier les événements de l'époque actuelle (1).

(1) Les documents sur la révolution de l'indépendance sont très-incomplets. Nous avons dû souvent recourir, pour la partie historique de ce travail, à des recherches fort remarquables, publiées dans ce pays par MM. André Lamas, Domingo Sarmiento et Wright, écrivains américains d'un haut mérite.



LE GÉNÉRAL ROSAS

KT LA

QUESTION DE LA PLATA.

I.

CARACTÉRE DE LA RÉVOLUTION DE 1810. — MOUVEMENT DES IDÉES DANS LES PROVINCES DE LA PLATA APRÈS L'INDÉPENDANCE. — LES UNITAIRES ET LES FÉDÉRAUX. — RIVADAVIA ET DORREGO.

La révolution américaine s'est accomplie partout sous la même impulsion; dans le nord comme dans le sud, elle a eu pour origine le mouvement des idées européennes. Mais ce mouvement ne pouvait produire dans les deux Amériques des résultats semblables. Les idées nouvelles qui venaient tout à coup remuer le Nouveau-Monde y rencontraient, en effet, deux sociétés distinctes, constituées sur des bases absolument opposées, et par cela même diversement préparées au coup qui allait les atteindre. De là cette grande différence que l'on remarque entre la révolution de l'Amérique anglaise et celle de l'Amérique espagnole.

Les colonies anglaises, nées de l'émigration, issues par conséquent du jury, de l'esprit communal et de toutes les institutions du protestantisme britannique, avaient une organisation commerciale et industrielle. La société, essentiellement démocratique et marchande, y vivait d'elle-même, c'est-à-dire, de l'exercice de ses droits, de son intelligence et de l'emploi des richesses qu'elle avait acquises; elle n'avait rien à redouter d'une séparation. Unie à la métropole par des liens purement officiels, le jour où ces liens se brisèrent, elle resta debout et organisée comme auparavant. La révolution, quoique faite par les masses, se réduisit à un changement de formules qui n'atteignait que les hautes régions du gouvernement. Le lendemain, la colonie anglaise était remplacée par une jeune nation américaine pleine de force, d'intelligence et de vitalité.

Le contraire a eu lieu pour les colonies espagnoles.

De tout temps la cour d'Espagne avait travaillé à séparer ses sujets d'Amérique des autres peuples, à leur inspirer la haine, le mépris de l'étranger, à les isoler, pour ainsi dire, du reste du monde. Ses lois transatlantiques n'étaient qu'une application plus rigoureuse encore du système d'épuration suivi sur le continent contre les Arabes, les Juifs et tout ce qui n'était pas uniquement Espagnol. Là résidait le secret de sa politique coloniale. Aussi la population, courbée, dès le premier jour, sous cette domination qui la condamnait à l'immobilité la plus absolue, était-elle restée passive et sans liberté de pensée ni d'action. Soumise à la double autorité royale et religieuse, de qui tout émanait, ses habitudes et son éducation s'étaient aisément pliées sous ce dualisme inflexible et modelées à ses exigences. Une révolution pouvait donc difficilement naître d'un peuple ainsi façonné, vivant sans travail industriel, sans besoins, sans désirs. Mais, si ce peuple restait étranger au mouvement qui ébranlait alors l'Europe, il y avait au-dessus de lui quelques hommes plus éclairés, exaltés par les idées nouvelles, et qui rèvaient depuis longtemps un affranchissement au profit de leurs projets d'ambition. Ce furent ces hommes qui firent la révolution. Après avoir obtenu de la métropole les moyens de dominer le pays, ils commencèrent à y ruiner sourdement l'autorité royale, qu'ils paraissaient défendre, et préparèrent ainsi peu à peu le grand acte qui allait bientôt enlever un monde à l'Espagne. Quand cet acte s'accomplit, tout s'écroula dans l'Amérique espagnole. L'édifice social, qui ne reposait que sur le trône et l'autel, s'affaissa de lui-même dès que le pouvoir monarchique et l'influence sacerdotale disparurent. Les idées d'indépendance et de liberté, auxquelles la masse était restée jusqu'alors impénétrable, firent violemment irruption. Le pays se trouva bouleversé de fond en comble, aux prises avec une anarchie dont aucune organisation territoriale ne faisait le contre-poids, et que rien ne pouvait arrêter.

Cependant, si l'acte d'indépendance fut, dès le premier jour, un fait

accompli dans les provinces de la Plata qui faisaient partie de la viceroyauté de Buenos-Ayres, la révolution ne s'y acheva que lentement.
La longue coutume coloniale n'avait pas laissé de pousser de profondes racines et de former une sorte de digue contre l'invasion des
doctrines européennes. Des tendances hostiles à ces doctrines se manifestèrent aussitôt. Les unes émanaient du parti absolutiste et rétrograde, dépositaire des traditions séculaires de la colonie; les autres
d'hommes qui, tout en se séparant de l'Espagne, refusaient d'en abdiquer entièrement les souvenirs, et n'acceptaient qu'une partie du programme tracé par la révolution. Dès lors la guerre civile était inévitable. La transformation d'un peuple ne s'opère pas d'ailleurs sans
convulsions et sans luttes: les luttes commencèrent de part et d'autre
avec une ardeur égale.

Cette résistance que rencontrait la révolution la fit aussitôt militaire et conquérante. Dès le principe, les hommes du mouvement s'étaient armés des théories nouvelles pour battre les traditions antiques, et ces théories étaient devenues dans leurs mains une véritable machine de guerre qu'ils jetaient incessamment au fond de la société pour la soulever. Bientôt la force qui avait été, depuis la conquête, l'unique moyen de gouvernement, fut l'unique moyen de propagande et de conviction. Elle intervint partout, et resta la puissance décisive entre les hommes comme entre les doctrines.

Ce premier état de lutte et d'anarchie dura dix ans. Pendant cet intervalle, c'est-à-dire de 1810 à 1820, il n'y eut, à proprement parler, aucun gouvernement sérieusement établi. Si la pensée de l'indépendance était l'âme de toutes les manifestations, le sentiment de la guerre dominait trop encore le pays pour qu'on pût s'entendre sur aucun plan. Le pouvoir central était sans force et en hostilité permanente avec les prétentions locales qui s'élevaient de toutes parts. Les essais d'organisation tentés dans les provinces n'étaient que le résultat passager de quelques ambitions personnelles. Dans ces luttes quotidiennes entre les chefs de parti, le triomphateur du jour effaçait ordinairement l'œuvre de la veille et commençait à combattre le lendemain pour son propre compte et ses propres idées. Au milieu de cette oligarchie, chacun se jetait, au nom de la liberté conquise, dans les spéculations les plus impossibles. Il n'y avait pas d'erreur, pas d'utopie gouvernementale qui ne trouvât à l'instant une voix pour la proclamer et des bras pour la défendre.

Il est aisé de concevoir par là le vertige que devaient produire la philosophie du xviii siècle et les doctrines de la France républicaine, introduites sans préparation dans une colonie espagnole, colonie issue d'un peuple chez lequel l'inquisition existait encore au début de ce siècle. Aussi cette introduction avait - elle excité un enthousiasme

universel. Voltaire et Rousseau volaient de main en main, les esprits s'exaltaient à la lecture du Dictionnaire philosophique et du Contrat social; Mably et Raynal étaient devenus les oracles de la presse, Robespierre et la Convention ses modèles. Au milieu du délire qui s'était emparé de la société argentine, tous ceux qui avaient salué avec ardeur l'ère nouvelle qui se préparait pour le pays voulaient travailler personnellement à consommer l'œuvre de l'indépendance. Ce fut en vain que le parti rétrograde essaya de lutter contre cet entraînement. Il n'aurait pu l'emporter que par un retour au système colonial, et ce retour était désormais impossible. La révolution fut partout victorieuse, et son triomphe ouvrit une large voie à l'anarchie, qui atteignit en 4820 son dernier degré de violence. Dans cette confusion générale, le pouvoir central avait disparu pour céder la place aux organisations provinciales. De toutes parts les chefs s'agitaient pour dominer, et les luttes personnelles se multipliaient sans résultat. Les gouverneurs de Buenos-Ayres ne se comptaient plus par mois ni par semaines, mais par jour et par heure. Tel était l'état de cemalheureux pays, quand surgit enfin une administration qui devait lui donner quelques jours de repos.

A cette époque paraît sur la scène l'un des hommes les plus marquants qu'ait produits l'indépendance : nous voulons parler de Bernardino Rivadavia. Quoique l'histoire ne lui ait point encore assigné la place qui lui est due et que sa vie se soit éteinte récemment sans bruit et dans l'obscurité, Rivadavia est, sans contredit, l'une des figures les plus remarquables et à la fois les plus intéressantes de la révolution sud-américaine. On trouve dans cette révolution des génies plus audacieux, des intelligences peut-être plus complètes; on y chercherait vainement un caractère plus noble, plus pur, plus désintéressé. Au milieu des brillantes illustrations presque exclusivement militaires qui ont signalé cette époque, on rencontre, comme une heureuse exception, cet esprit sage et législateur, opposant la paix à la guerre, la modération à la violence, l'ordre à l'anarchie.

Élevé à l'école européenne, ardemment épris des constitutions modernes, Rivadavia était revenu dans son pays avec l'idée d'y fonder un gouvernement modèle, supérieur encore à ceux qu'il avait vus sur le continent. Ce que la France républicaine n'avait pu faire, ce que l'aristocratie anglaise se refusait à tenter, ce que les États-Unis du Nord cherchaient encore laborieusement, il voulait le réaliser pour Buenos-Ayres. Jamais plus magnifique programme ne fut rêvé pour l'émancipation d'un peuple. A l'intolérance religieuse du régime colonial il substituait la liberté des cultes, à l'isolement du passé des relations avec tous les peuples; avec l'aide des Européens, il fondait une presse libérale pour éclairer le pays, et des chaires publiques pour y répandre les lettres et les sciences; il donnait des colonies au désert, des navires aux rivières, une banque nationale à l'industrie; enfin, il appelait généreusement les étrangers à venir peupler le vaste territoire de la république et à coopérer à cette œuvre immense qui devait ouvrir au commerce et à la civilisation de l'Europe l'une des plus belles contrées du Nouveau-Monde. Mais ce programme, nous le répétons, était un rêve, et il ne pouvait se réaliser au point où en étaient les choses. Lorsqu'on en commença l'exécution, le pays ne se trouvait pas apte à le recevoir; les esprits n'étaient ni assez éclairés, ni assez calmes.

Néanmoins un gouvernement qui comptait à sa tête un homme comme Rivadavia devait apporter de salutaires modifications à l'état de la république. Avec ce gouvernement, sorti des entrailles mêmes de l'anarchie, le calme reparut dans Buenos-Ayres. Le pouvoir, qui ne s'appuyait que sur la force de ses principes, mit peu à peu un terme au désordre en jetant un voile sur le passé, en amnistiant les partis et en réorganisant les administrations. Ce nouvel ordre de choses, si favorable à Buenos-Ayres, ne tarda pas à se faire sentir au dehors, et les populations de l'intérieur, exploitées jusque-là par les chefs turbulents de la campagne, retrouvèrent enfin quelque repos. A ce moment, d'ailleurs, les esprits étaient fatigués de cette violente anarchie et, dans toutes les classes, on éprouvait le besoin d'une situation meilleure. Pour y arriver, le gouvernement avait adopté un plan fort sage. Sans en appeler d'abord à un congrès, sans précipiter aucune organisation générale, il voulait laisser chaque province s'organiser d'abord elle-même, afin que la constitution qui viendrait plus tard trouvât l'ordre établi et n'eût qu'à le régulariser. Les choses continuèrent ainsi jusqu'en 1829, et il est permis de dire que, si ce plan avait été suivi longtemps, la république argentine serait aujourd'hui riche et florissante. A cette époque, en effet, Buenos-Ayres possédait, dans un système légal, une des organisations les plus complètes et les plus avancées, modelée à la fois sur celle des États-Unis et sur la constitution anglaise. Mais les événements devaient bientôt changer cet heureux état de choses et tout remettre en question.

Au commencement de 1826 éclata, entre Buenos-Ayres et le Brésil, la guerre qui finit par l'indépendance de l'État oriental, dont Montevideo est aujourd'hui la capitale. Cette guerre, qui venait réveiller l'esprit militaire si puissamment développé par la révolution, fut toute populaire. Chacun y prit part avec ardeur, croyant voir déjà menacées les tibertés si chèrement conquises. A cette occasion, l'on changea l'organisation générale de la république. Rivadavia fut élevé à la présidence, et le congrès lui demanda de donner une constitution au pays. On effaçait ainsi les gouvernements provinciaux, qui conduisaient au système fédératif, pour y substituer un gouvernement d'unité. Ce fut alors, à proprement parler, que parurent les unitaires et les fédéraux.

Ces deux fractions dissidentes, qui se produisirent dans le congrès et qui devaient plus tard jeter des teintes si sombres sur le tableau des événements, n'avaient pas une origine nouvelle. Elles sortaient des partis hostiles qui s'étaient manifestés dès les premiers jours de la révolution; seulement elles résumaient les deux principales théories gouvernementales qui avaient survécu à toutes les doctrines exagérées ou extravagantes prêchées dans le principe. Aujourd'hui, ces mots unitaires et fédéraux, bien qu'ils servent souvent encore de ralliement aux populations armées qui combattent sur les rives de la Plata, n'ont plus aucune signification logique; mais, à cette époque, ils représentaient deux systèmes de gouvernement et deux partis bien distincts.

Le parti des unitaires, à la tête duquel était Rivadavia, se composait de tous les hommes formés à son école, enthousiastes de ses idées, et, comme lui, impatients de réaliser le magnifique programme qu'il traçait au pays. Ce parti était plutôt civil, si nous pouvons nous exprimer ainsi, en ce qu'il était plus particulièrement l'expression de la ville, c'est-à-dire de la classe de citoyens la plus éclairée, la plus avancée dans l'exercice de la liberté et des habitudes de l'Europe. Il voulait un gouvernement central ayant Buenos-Ayres pour siège, et une administration générale réglant uniformément toute la république. Le parti fédéral, qui avait pour chef le colonel Dorrego, était au contraire un parti plutôt militaire, en ce qu'il représentait surtout la campagne. Composé principalement des chefs de l'intérieur (caudillos), il insistait pour les organisations provinciales. Il est facile de voir que chacun des deux partis suivait dans ses principes la pente naturelle de ses intérêts, et que, de part et d'autre, les convictions devaient être inflexibles. Aussi ne put-on s'entendre. Quand le congrès donna la constitution de 1827, les provinces dominées par les fédéraux la refusèrent, trouvant que leurs droits n'y étaient pas assez respectés. Rivadavia se démit alors de la présidence. Le congrès accepta sa démission, et lui donna pour successeur Vicente Lopez. Mais bientôt le congrès luimême, rencontrant une opposition constante dans les provinces, se sépara. Le nouveau président, Lopez, tomba avec lui, et le gouvernement central disparut une secondefois. Une simple junte se rétablit à Buenos-Ayres, et nomma Dorrego gouverneur de la province. Le parti fédéral triomphait.

L'abdication de Rivadavia et la chute de son parti marquent une date fatale dans l'histoire des provinces de la Plata. L'on voit en effet s'arrêter tout à coup cette civilisation naissante si rapidement développée à Buenos-Ayres, et qui déjà rayonnait à travers les Pampas jusque dans les villes les plus reculées du vaste territoire de la république, Avec le départ du sage législateur, commence pour le pays cette malheureuse période décroissante qui devait bientôt le faire violemment

retourner aux premiers temps d'ignorance et de barbarie. A l'époque dont nous nous occupons, Buenos-Ayres présentait un tableau digne d'attention et plein d'intérêt. L'administration si libérale des unitaires avait jeté la jeunesse argentine dans le mouvement politique et littéraire de l'Europe, et surtout de la France. Le collége des sciences morales et les institutions publiques fondées par Rivadavia avaient fait naître dans les esprits des tendances nouvelles et d'ardentes aspirations vers le progrès. Déjà l'on revenait des premières croyances exagérées de la révolution. Les intelligences s'éveillaient, de sages idées d'organisation se répandaient; on s'associait pour jeter dans la république des bases de gouvernement plus sérieuses et plus durables. Le salon littéraire de Buenos-Ayres fut la première manifestation de cet esprit nouveau. C'est de là que sortit ce groupe de jeunes hommes distingués que nous voyons plus tard tenter courageusement une réaction contre la barbarie triomphante, et qui aujourd'hui, proscrits et disséminés sur les deux continents, restent comme les derniers dépositaires de la

jeune civilisation argentine.

L'administration de Dorrego ne fut pas heureuse et ne résolut aucune des questions qui divisaient la république. Constamment entravée par les difficultés mêmes que lui suscitait l'application de ses principes, elle ne fit au contraire que démontrer l'impuissance du système fédératif. Les quelques hommes de la ville qui tenaient au parti fédéral virent bientôt que le moment n'était pas éloigné où Buenos-Ayres succomberait sous les provinces. Ils ne tardèrent pas à reconnaître la raison prophétique qui inspirait Rivadavia, lorsqu'il faisait dire au congrès : « Donnons volontairement aux populations ce qu'elles vien-« draient nous réclamer un jour les armes à la main. » La résistance extérieure que Dorrego avait employée comme instrument d'opposition contre ses adversaires, et à la tête de laquelle il avait eu l'imprudence de mettre un chef de la campagne, commençait à se montrer menaçante. Dorrego voulut alors se rapprocher des unitaires qu'il avait renversés, et les appeler à conjurer le danger commun; mais ceux-ci refusèrent. L'approche du général Lavalle, qui ramenait l'armée après la paix conclue avec le Brésil, leur faisait entrevoir une révolution nouvelle. Enivrés par l'espoir de voir briller pour eux un autre jour de triomphe, ils ne comprirent pas que Dorrego et la fraction éclairée des fédéraux, effrayés de leur propre ouvrage, venaient se rallier à eux; ils ne virent pas les périls de la situation. Réduit à lutter seul avec son parti, Dorrego prit la campagne. Mais, quelques jours après, Lavalle l'écrasait dans les champs de Navarro et le faisait fusiller, « accomplissant ce sacrifice pour la tran-« quillité du peuple de Buenos-Ayres, » sacrifice inutile, hâtons-nous de le dire, qui enlevait à la république un citoyen illustre et donnait

un odieux signal de vengeances réactionnaires. Ce dernier retour des unitaires au pouvoir, qui commençait par un acte aussi déplorable, fut de courte durée. Après plusieurs victoires remportées sur les chefs soulevés des provinces, Lavalle succombe à son tour et se voit obligé de

transiger avec eux.

Nous entrons ici dans une nouvelle phase de la question qui nous occupe. Ce n'est plus cette fois la querelle de deux partis se disputant le pouvoir, ni la rivalité de deux systèmes de gouvernement. Le cadre s'élargit pour faire place à des événements plus graves. C'est la lutte qui éclate entre la ville et la campagne; c'est la jeune civilisation de Buenos-Ayres qui se trouve en face de la barbarie sauvage des pampas. Cette lutte ouvre l'histoire actuelle des provinces de la Plata, triste et lugubre période à laquelle dix-huit ans de guerres, de proscriptions, de meurtres et de crimes de toute sorte, n'ont pu mettre encore un terme.

H.

LA CAMPAGNE DANS LES PROVINCES ARGENTINES. — LES GAUCHOS DES PAMPAS,

— LE GÉNÉRAL ROSAS. — GOUVERNEMENTS DE BALCARCE ET DE

VIAMONT. — ARRIVÉE DU GÉNÉRAL ROSAS AU POUVOUR.

Pour bien comprendre les événements qui suivent, et quelle réaction allait bouleverser la république argentine, il est nécessaire de se transporter au milieu de la campagne, et d'arrêter un instant les yeux sur les hommes dont un chef redoutable devait bientôt personnisser le

De tout temps, la race sud-américaine a présenté deux faces bien distinctes, deux sociétés rivales et incompatibles : la ville et la campagne. Nulle part autant que dans les provinces argentines, ces deux sociétés ne vivaient plus profondément séparées par tous les éléments qui les constituaient. L'une, presque exclusivement espagnole, résumait l'élément étranger, c'est-à-dire, l'Europe et les habitudes de la civilisation; l'autre, au contraire, représentait l'élément indigène, c'est-à-dire, la barbarie avec toutes les coutumes de la vie primitive. Les populations des pampas ont une physionomie particulière et dont on chercherait vainement l'analogue ailleurs. Tout en retrouvant chez elles les instincts et les facultés que le désert développe partout chez l'homme, on n'y rencontre aucun des traits distinctifs des peuples pasteurs ou guerriers. La tribu arabe qui habite ou erre dans les solitudes

de l'Asie n'est qu'une fraction de la grande société musulmane qui peuple les villes; elle touche à elle par tous les points, elle a les mêmes croyances, la même obéissance aux dogmes religieux, et conserve partout la même organisation traditionnelle. Rien de semblable dans les pampas.

Au sein de ces plaines immenses qui s'étendent de Salta aux Cordilières, c'est-à-dire sur un espace de plus de sept cents lieues, il n'y a ni castes, ni tribus, ni croyances, ni même, à proprement parler, de nationalité. Il n'y a que des estancias (fermes) éparses çà et là, qui forment autant de petites républiques vivant isolément, et presque toujours séparées entre elles par le désert. Seul au milieu des siens, dont il est le maître absolu, l'estanciero reste complétement en dehors d'une société quelconque, et n'a d'autre loi que la force, d'autres règles que celles qu'il impose, d'autres traditions domestiques que son caprice. Les rares incursions des partis indiens ou l'approche du tigre qui rôde le soir autour de son habitation viennent seules le troubler quelquefois dans son domaine. Ses enfants et ses peons, gauchos comme lui, vivent de la même vie, c'est-à-dire sans travail agricole et sans désirs. Ils n'ont à se préoccuper que de marquer et d'abattre, à certaines époques, les troupeaux de bœufs et de moutons qui composent la fortune de l'estanciero et satisfont aux besoins communs. Exclusivement carnivore, le gaucho ne vit que de viande et d'eau; le pain et les boissons spiritueuses lui sont inconnus aussi bien que les plus simples choses de la vie sociale. Dans un pays dont l'unique richesse repose sur l'incessante destruction de troupeaux innombrables, il est aisé de comprendre que les occupations sanglantes qui en résultent effacent promptement chez l'homme le sentiment de la pitié, et le laissent bientôt indifférent devant tous les actes de cruauté. Cette facilité à répandre le sang, cette férocité froide et brutale, forment le trait le plus saillant du caractère gaucho.

La première chose que touche le gaucho en venant au monde c'est un couteau; ce qui frappe d'abord ses yeux, c'est la vue du sang et des chairs palpitantes. Dès son bas âge, aussitôt qu'il marche, on l'enseigne à s'approcher adroitement des animaux pour leur couper les jarrets et les tuer s'il en a la force. Son enfance n'a pas d'autres jeux, et il s'y livre avec ardeur, avec applaudissements de sa famille. Devenu grand, il prend part alors aux travaux de l'estancia, les seuls qu'il soit appelé à connaître, et il y concentre toute son intelligence. Seulement il est armé désormais d'un large coutelas qui ne le quitte plus dans aucun instant de la vie (1). C'est une sorte d'appendice ajouté à son bras et qu'il

⁽¹⁾ Le Gaucho qui se met en voyage, et qui, en arrivant à son but, après quinze ou vingt lieues, s'aperçoit qu'il a oublié son couteau, retourne invariablement le chercher.

emploie toujours, en toute circonstance, avec une adresse remarquable. Ce coutelas qui lui a servi le matin à égorger un bœuf ou à dépecer un tigre, l'aide dans la journée à prendre sa nourriture et le soir à couper les pieux de sa tente de cuir, ou bien encore à réparer sa selle ou sa mandoline. Souvent aussi le couteau est pour le gaucho un argument dont il appuie son avis dans les discussions. Au milieu d'un entretien fort paisible en apparence, l'arme redoutable brille tout à coup dans la main des interlocuteurs, les ponchos (manteaux) se roulent autour du bras, et le combat s'engage. Bientôt de profondes blessures sillonnent les visages, le sang coule en abondance; quelquefois l'un des adversaires tombe sans vie; mais personne n'a songé à interrompre la lutte, et la conversation reprend après, sans que l'incident ait ému personne, pas même les femmes qui l'ont froidement contemplé. On conçoit aisément quels caractères naissent de pareilles mœurs domestiques. Aussi cette éducation sauvage de l'estancia produit-elle chez le gaucho une insouciance complète de la vie, en le familiarisant de bonne heure avec la mort violente, soit qu'il la donne ou qu'il la reçoive. Lorsqu'il dirige son couteau sur un homme avec la même indifférence que sur un bœuf, l'idée de crime qui s'attache partout à l'homicide n'existe pas pour lui : en tuant il cède autant à l'habitude qu'à son tempérament farouche.

Si, par hasard, un meurtre de ce genre se commet assez près d'une ville pour qu'il y ait à craindre les poursuites de la justice, chacun s'empresse de favoriser la fuite du coupable. Le meilleur cheval est pour lui, et il part, certain de trouver partout où il ira les sympathies de tous. Alors, avec cet instinct merveilleux commun aux races sauvages, il n'hésite pas à s'aventurer dans les plaines immenses des pampas. Seul au milieu d'un désert sans limites et dont l'œil se fatigue à sonder les profondeurs, il s'avance sans inquiétude, suivant le cours des astres, écoutant les vents, interrogeant tous les bruits qui frappent son oreille, et il arrive à son but sans jamais s'égarer. Le lasso roulé au cou de son cheval, les bolas suspendues à la selle et l'inséparable couteau suffisent à le rassurer contre tous les dangers, même contre la rencontre du tigre. Quand il a faim, il choisit un bœuf dans les troupeaux qui couvrent la plaine, le poursuit, le lace, l'égorge, en coupe un morceau qu'il mange cuit ou crû, et se remet en route pour recommencer le lendemain.

Du reste, si le meurtre est un incident vulgaire dans la vie du gaucho, il devient souvent pour lui une occasion de sortir de l'obscurité et de conquérir un renom parmi les siens. Quand il s'est fait remarquer dans ces combats singuliers par son audace et son adresse, il ne tarde pas à voir des compagnons se réunir à lui, et bientôt il se trouve à la tête d'un parti considérable. Alors, selon l'expression locale, il tient la campagne, se met en lutte ouverte avec les lois et acquiert en peu de temps une célébrité qui rallie la foule autour de lui.

Or, la majeure partie des caudillos qui avaient pris part aux événements de la révolution ne devaient leur élévation qu'à des circonstances semblables. A la tête de nombreux gauchos qu'ils ramassaient dans les estancia, et dont ils exaltaient les instincts dangereux, ils parcouraient le pays en maîtres, et envahissaient les villes, semant partout sur leur passage la terreur et la désolation. Le système fédératif, en sanctionnant les organisations provinciales, n'avait fait que favoriser la dangereuse ambition de ces chefs et accroître plus encore leur influence dans la campagne. Lorsque Dorrego et les fédéraux de Buenos-Ayres, qui s'étaient un moment appuyés sur eux, avaient tenté de les arrêter, déjà il était trop tard. Avec leurs partisans, qui formaient des corps considérables, ces chefs disposaient de la force matérielle des provinces, et désormais le gouvernement était hors d'état de les soumettre. Grandis dans l'ignorance et les habitudes sauvages, procédant toujours par la violence, hostiles par nature aux choses de la vie civilisée, ils s'avancaient contre Buenos-Ayres pour y détruire le dernier obstacle à leur triomphe. Tels étaient les hommes qui formaient le parti de la campagne et auxquels la défaite de Lavalle laissait le sort de la république.

Parmi ces hommes, il y en avait un que son caractère appelait à conquérir rapidement la première place, et chez lequel la nature avait développé à un haut degré toutes les qualités propres à frapper l'esprit des masses et à les dominer. Merveilleusement doué pour tous les exercices du corps, au milieu desquels se passe la vie de l'habitant des plaines, personne ne s'élançait avec plus d'audace sur un cheval indompté, aucune lance n'était plus prompte et plus sûre que la sienne, jamais le lasso et les bolas n'avaient tournoyé dans des mains plus habiles; nul, en un mot, ne possédait aussi complétement toutes les supériorités physiques qui grandissent aux yeux de la foule. Cet homme était Juan Manuel Rosas.

Propriétaire d'une estancia dont il avait fait par son intelligence et sa sévérité un établissement modèle, et appelé ensuite par les plus riches propriétaires de la province de Buenos-Ayres à administrer leurs biens, Manuel Rosas n'avait pas tardé à exercer une puissante influence et à dominer tout ce qui l'entourait. Au milieu de ces populations ignorantes, disposées par instinct à s'armer en toute occasion pour suivre le chef qui les mène, il ne lui fut pas difficile de se créer bientôt un parti considérable. Nommé successivement officier, puis colonel, il lui fallut peu de temps pour arriver au premier rang. Lorsque les fédéraux de Buenos-Ayres commirent la faute de chercher un appui au dehors, ce fut sur lui qu'on jeta les yeux; il devint commandant de la campagne.

Une fois investi d'un pouvoir absolu et qui restait sans contrôle, Manuel Rosas ne cacha plus ses projets. La discorde régnait dans Buenos-Ayres, le gouvernement était sans vigueur, et Lavalle, réduit aux débris de son parti, se trouvait dans l'impuissance de continuer une lutte inégale. Le commandant de la campagne réunit alors les forces des provinces environnantes, dont il disposait, et s'approcha de la ville. Obligé de céder, comme on l'a vu plus haut, Lavalle partit, non sans avoir signé toutefois une convention qui assurait la libre élection d'un gouvernement provisoire. Mais cette convention ne pouvait être qu'illusoire en présence d'une armée triomphante. Rosas ne s'y arrêta pas; il entra dans la ville, rétablit la salle des représentants antérieure à la révolution unitaire de 1828, et se fit proclamer gouverneur.

Soit qu'il voulût effacer le souvenir de son arrivée au pouvoir par une violation de la foi publique, soit qu'il cherchât à rallier à lui les hommes de tous les partis, Rosas affecta, dès le début, de montrer de la modération. Ses premiers actes témoignèrent de quelque justice. Mais un gouvernement tel que celui qu'il voulait consacrer dans sa personne ne pouvait s'accorder longtemps avec une administration régulière. Comme il avait avant tout besoin d'une autorité sans limites, il sollicita bientôt des pouvoirs extraordinaires. Ce premier essai de dictature ne réussit pas. Quoiqu'il ait toujours fait preuve d'une remarquable connaissance des hommes de son pays et des situations, Rosas se trompa dans cette circonstance. Le moment était mal choisi, et sa demande de pouvoirs extraordinaires rencontra une opposition unanime. A cette époque, en effet, Buenos-Ayres jouissait encore du bénéfice des institutions fondées si laborieusement dans les dix années précédentes, et, tout imparfaites qu'elles étaient, ces institutions n'avaient pas laissé de développer dans le peuple un profond sentiment de l'indépendance qu'il avait conquise et le besoin de la défendre contre tout renouvellement de tyrannie. Repoussé dans cette tentative, qui venait ainsi heurter violemment tous les esprits, Rosas vit que l'heure n'était pas venue. Il comprit qu'au lieu de lutter ouvertemeut contre les institutions du pays, il valait mieux les détruire une à une, et qu'en attaquant séparément les divers éléments de la résistance, il la briserait un jour sans efforts. Pour cela, il fallait d'abord s'assurer mieux encore la domination de la campagne, de manière à disposer d'une force matérielle que rien ne pût désormais contre-balancer. Il résolut, en conséquence, de s'éloigner momentanément. Après avoir remis le pouvoir à Ramon Balcarce, il partit, en 1832, à la tête de l'armée, pour marcher contre les Indiens du Sud, dont il fallait, disait-il, réprimer l'audace et les incursions fréquentes.

L'administration de Balcarce représentait cette fraction du parti fédéral qui résistait encore dans la ville au débordement de la campagne. Prévoyant le danger qui menaçait l'indépendance publique, elle voulut de nouveau rallier les anciens unitaires et appeler tous les citoyens pour le soutien de la cause commune. Conciliante et modérée, elle tâcha d'amener la fusion de toutes les opinions, en rendant au peuple l'exercice le plus étendu des droits légaux. Mais son action fut bientôt impuissante. Ses efforts étaient paralysés par une opposition sourde qui venait du dehors et se manifestait chaque jour d'une manière plus redoutable. Tout cédait à un pouvoir occulte qui entretenait une division permanente dans la ville et suscitait incessamment des difficultés à tous les actes du gouvernement. Ce pouvoir était dans les mains de Rosas. Le commandant de la campagne, après avoir guerroyé quelque temps contre des tribus inoffensives et terminé promptement son expédition, s'était rapproché de Buenos-Ayres et reparaissait plus fort et plus menaçant que jamais. En effet, son armée, qui constituait presque toute la force organisée du pays, s'était considérablement grossie par l'incorporation de nombreux Indiens, et des milliers de gauches, accourus de toutes parts à la voix de leurs chefs, étaient venus se joindre à elle et se ranger sous la bannière de la campagne.

Balcarce ne put résister; il fut renversé, et le général Viamont lui succéda. Néanmoins cette modification dans le gouvernement ne changea rien à l'état des choses. La nouvelle administration, qui se prononçait comme la précédente pour l'organisation régulière du pays, rencontrait les mêmes obstacles. Resté au milieu de son armée, Rosas s'était déclaré en conspiration permanente contre le gouvernement. De son camp, il correspondait avec les partisans qu'il avait dans la ville, semait la discorde au sein de la représentation nationale et fomentait des troubles que rien ne pouvait apaiser. Bientôt tout gouvernement devint impossible. L'anarchie était à son comble; des partis de gauchos armés venaient jusque dans Buenos-Ayres, parcouraient les rues en poussant des vociférations et attaquaient ouvertement les citoyens. Des meurtres se commettaient impunément en plein jour; l'autorité était sans force et sans aucun moyen de répression. Maître dès lors d'un terrain que personne ne pouvait lui disputer, et quand chacun tremblait pour sa vie, Rosas contraignit la province de Buenos-Ayres à nommer successivement cinq gouverneurs; mais ceux-ci refusèrent; il ne se trouvait pas un citoyen qui osât s'investir de la première charge de l'État, en présence de faits aussi scandaleux. Ce fut alors que le commandant de la campagne, se présentant comme une nécessité et comme le seul homme capable de mettre fin à ce déplorable état de choses, se fit élire gouverneur, à la condition que son mandat durerait cinq ans au lieu de trois, et qu'il l'exercerait non point seulement avec les pouvoirs extraordinaires qu'on lui avait d'abord refusés, mais avec « la somme du pouvoir public. » Cette fois il avait bien détruit tous les obstacles à son ambition, et il restait le seul arbitre des destinées du pays. L'heure avait sonné pour la civilisation argentine et pour les libertés de la jeune république.

Chose singulière! ce retour de Rosas au pouvoir, qui ne s'opérait qu'au prix des garanties publiques et de l'abandon complet de tous les droits conquis, fut salué d'une approbation presque unanime. Les unitaires qui s'étaient abstenus dans la lutte le voyaient avec indifférence, et les citoyens paisibles le désiraient comme un terme à l'anarchie qui régnait depuis deux ans. Telle était la lassitude des esprits, que l'on transigeait volontiers, surtout pour retrouver un peu de calme et de repos.

Nous allons voir quelle sorte de tranquillité achetait Buenos-Ayres en se remettant aux mains d'un gaucho, et quel avenir cette dictature préparait au pays. Pour cela nous suivrons rapidement le général Rosas dans l'œuvre qu'il a entreprise, et nous expliquerons les moyens à l'aide desquels il a fondé son pouvoir, édifice élevé avec une rare audace, consolidé avec une patience invincible, et qui constitue sans contredit l'un des plus étranges gouvernements dont l'histoire moderne offre l'exemple.

III.

LA DICTATURE DU GÉNÉRAL ROSAS. — SES MOYENS DE GOUVERNEMENT. — BLOCUS DE BUENOS-AYRES PAR LA FRANCE EN 1838. — PAIX DE 1840. — INVASION DE LA RÉPUBLIQUE-ORIENTALE PAR L'ARMÉE ARGENTINE.

Tous les hommes qui ont visité les provinces de la Plata et écrit sur le général Rosas ont parlé de son énergie, de sa patience, de son adresse, de sa cruauté; mais il y a en lui quelque chose qui domine plus encore et qui nous paraît être le trait saillant de son caractère : c'est une science du mensonge et une habileté à l'exploiter qui n'ont jamais été égalées. On se ferait difficilement une idée du degré auquel cette faculté est développée chez le dictateur de Buenos-Ayres. L'explication de son long pouvoir est uniquement dans ce moyen d'action, employé toujours et partout avec une persévérance admirable.

Les actes de son gouvernement sont-ils dénoncés à l'indignation de l'Europe, il n'hésite pas à les nier effrontément à ceux-là même qui en ont été les témoins; une accusation est-elle portée contre lui, il la retourne aussitôt contre ses adversaires et les poursuit sans relâche devant le monde entier, au moyen de ses journaux en trois langues dont il inonde le continent américain, et que ses agents colportent et font reproduire partout en Europe. Servi en outre par une opiniâtreté qui défie tous les obstacles, rien ne saurait le faire dévier du but qu'il s'est tracé; sans aucun scrupule sur les moyens, il sait que le temps et la patience feront le reste.

A cet égard, Rosas ne s'est jamais démenti un seul instant. Au moment où il consacre dans sa personne un gouvernement essentiellement unitaire, en effaçant la dernière trace de fédération, il contraint, sous peine de mort, toute la population à crier : « Vive la fédération ! « Le jour où il substitue sa volonté à tous les codes de la république, il se fait saluer du titre de « Restaurateur des lois. » Tandis que son portrait, encensé publiquement dans les églises, reçoit par son ordre les honneurs divins, il appelle les vengeances célestes sur les impies unitaires qui offensent chaque jour le Tout-Puissant. Quand, enfin, il lâche en plein jour dans les rues de Buenos-Ayres des bandes d'assassins qui égorgent la population, il ne trouve pas assez de larmes pour déplorer cette « malheureuse effervescence populaire » qui fait saigner son cœur paternel. Nous ne croyons pas que l'audace et l'hypocrisie aient jamais atteint ce degré d'impudence. C'est ainsi que l'Europe a fini par prendre complétement le change sur les événemens de ce malheureux pays, et qu'elle s'est habituée à considérer comme le représentant de la paix, comme le protecteur de l'ordre, du commerce et de la civilisation, l'homme qui n'a cessé d'être depuis dix-huit ans dans la Plata un élément de guerres sanglantes, de crimes et de violences de toute sorte.

Ainsi que nous l'avons dit, Rosas, investi d'un pouvoir dictatorial et sans limites, constituait un gouvernement unitaire; mais, comme il avait vaincu avec les fédéraux, il se fit fédéral. Seulement, le mot pouvant tromper les chefs de la campagne et leur faire supposer qu'il était encore question d'une fédération des provinces, qui laisserait dans leurs mains l'autorité locale, il leur en expliqua bientôt la signification telle qu'il l'entendait. Le plus redoutable des caudillos, le général Quiroga, appelé le tigre des pampas, est envoyé en mission pour pacifier les provinces du nord; à son retour, des soldats apostés l'égorgent sur la route. Quelques jours après, la Gazette officielle de Buenos-Ayres annonçait, selon l'usage, « que le général avait été traîtreusement assassiné par les sauvages unitaires (4).» La mort de Quiroga, par laquelle Ro-

⁽¹⁾ Les unitaires, comme on l'a vu, représentaient la classe de citoyens la plus instruite et la plus civilisée; mais, un journal de Montevideo ayant appelé Rosas sauvage, le dictateur, suivant son invariable habitude, s'empara aussitôt de l'épithète pour la retourner contre ses ennemis, et depuis lors il n'a cessé de l'attacher à leur nom. « Répétez le mot, écrivait-il au gouverneur de Santa-Fé, répétez-le toujours, jusqu'à satiété; je sais ce que je dis. »

sas se débarrassait, il faut le reconnaître, d'un bandit qui ne lui cédait qu'en habileté, ouvrait la liste de proscription qu'il avait dressée contre les chefs de la campagne. En peu de temps, le fer ou le poison eurent fait successivement disparaître tous ces chefs, et effacé de la surface des provinces les derniers éléments d'opposition. Mais ce n'était là qu'un prélude aux enseignements qu'allait bientôt recevoir le pays. Parmi les nombreuses institutions étranges qui subsistent encore aujourd'hui à Buenos-Ayres, il en est une qui a eu plusieurs fois un certain retentissement, et dont tout le mérite revient à Rosas. Comme elle vaut la peine

qu'on la connaisse, nous l'expliquerons en peu de mots.

C'était bien quelque chose que d'anéantir les résistances de la campagne en remplaçant les chefs dangereux par des hommes assouplis aux volontés du maître; mais il restait à compléter l'œuvre, c'est-àdire à discipliner Buenos-Ayres. Déjà les autorités, souvent exercées à leur rôle, savaient qu'à chaque désir qu'émettrait le dictateur de rentrer dans la vie privée, elles devaient le supplier de faire violence à sa modestie et de conserver le fardeau du pouvoir pour le bonheur de la république. Néanmoins Rosas voulait plus encore : il lui fallait les acclamations incessantes de la foule. Se posant aux yeux du monde comme l'élu de ses concitoyens et le dépositaire de leurs volontés, il tenait à ce que tous, sans exception, fussent prêts, en toute occasion, à sanctionner de leurs manifestations unanimes les actes de son gouvernement. Il fallait donc moraliser la population entière, la dresser à parler ou à se taire à volonté, à entrer spontanément en fureur ou à s'enthousiasmer, et cela sur un signe, suivant l'heure et le moment. Un pareil système d'éducation politique, appliqué à une ville de cinquante mille âmes, eût paru un problème insoluble à tout autre qu'à Rosas; mais le dictateur de Buenos-Ayres ne connaît pas d'obstacles; son esprit toujours fertile en expédiens ne lui fit pas défaut dans cette occasion. Il imagina de remettre la direction de l'opinion à une société populaire qu'il conduirait lui-même. A tout prendre, l'idée n'était pas précisément neuve, mais la suite prouva qu'elle était bonne.

Comme on l'a vu plus haut, l'avénement de Rosas au pouvoir avait complétement bouleversé la société argentine, en amenant à la surface la partie basse et infime de la population. Au milieu des gauchos qui l'entouraient, hommes incultes, ignorans et la plupart déjà souillés de crimes, il ne fut pas difficile au dictateur de choisir. C'est parmi eux qu'il prit les membres de la nouvelle association, qui se fonda sous le nom de Mashorca (1). Le résultat ne se fit pas attendre. A peine la Mas-

borca fut-elle à l'œuvre que l'effroi se répandit partout. Il n'y eut désormais de sécurité pour personne; chacun trembla pour soi et les siens. Plus redoutable que ne l'avaient jamais été en France le club des Jacobins et le tribunal révolutionnaire, la Mashorca décidait sans forme aucune de la vie des citoyens. Selon les circonstances et les besoins du moment, ses membres se répandaient dans Buenos-Ayres, parcouraient les rues le poignard à la main, en poussant des vociférations d'enthousiasme pour le dictateur, et immolaient sans pitié les victimes qu'il avait désignées. Une fois reconnue comme l'organe des décisions souveraines du maître, la Mashorca devint bientôt un point de ralliement impérieusement désigné à tous, et ses actes la règle inexorable des manifestations publiques. Ce fut à qui s'empresserait de déférer à l'arbitrage du terrible club, pour sauver sa tête et acheter la sécurité de sa famille.

Les membres de la Mashorca, ou plutôt les mashorqueros, comme on les a nommés depuis, s'étaient montrés dès le principe vêtus de rouge et portant, en guise de décoration, un ruban de même couleur, sur lequel était inscrite la devise suivante, rédigée par le dictateur : Rosas o muerte! Mueran los salvages, immundos, asquerasos unitarios (1)! Aussitôt le rouge devint la couleur adoptée par la population. Non-seulement les vêtements, mais les habitations, les meubles, les voitures, etc., tout, en un mot, fut de cette couleur. Le ville entière revêtit la livrée du maître. La féroce devise elle-même, l'expression de tous les crimes qui ensanglantaient le pays, éclata sur toutes les poitrines. Personne, dans quelque condition qu'il fût, n'osa s'y soustraire. L'acteur sur la scène, le prêtre à l'autel et jusqu'à l'enfant au berceau durent la porter! Les femmes, jusqu'alors respectées au milieu des excès de la guerre civile, essayèrent en vaîn de s'affranchir de la règle commune; poursuivies dans les rues par les mashorqueros, outragées avec la plus odieuse violence, elles se virent contraintes de céder. Après tant de scènes scandaleuses et de crimes, il ne restait plus rien à faire; l'épouvante avait gagné toutes les familles, la terreur était dans l'atmosphère; la ville entière, plongée dans la stupeur, courbait la tête. La Mashorca avait achevé l'œuvre du dictateur : Buenos-Ayres était disciplinée. Dès lors Rosas n'eut plus à envier aucun triomphe; partout l'ovation populaire se pressa sur ses pas. Pendant que les citoyens, guidés par la Mashorca et revêtus de ses couleurs, le saluaient de leurs acclamations, lui décernant les titres de héros du désert, sauveur de la patrie, restaurateur des lois, etc., les femmes les plus distinguées de la ville

aussi plusieurs citoyens bonorables. Ils s'y sont mis pour sauver leur tête, car, à Buenos-Ayres, il faut être avec Rosas ou n'être pas.

⁽¹⁾ Mashorea, épi de blé; on a depuis décomposé le mot, dont la traduction, mas horea, donne outre-potence. Nous devons dire néanmoins que dans cette société, à la tête de laquelle sont quelques misérables dont les crimes ne se comptent plus, figurent

⁽¹⁾ a Rosas ou la mort! Meurent les sauvages, immondes et dégoûtants unitaires! »

s'attelaient à un char et traînaient son portrait sur les places publiques.

Quoique la Mashorca fût pour Rosas un levier qui ne lui faisait jamais défaut pour soulever et mouvoir à son gré les masses, il voulut voir encore dans ses mains d'autres moyens d'action. A cet effet, il jeta les yeux d'abord sur le clergé, puis sur la population noire de Buenos-Avres.

Au temps de la domination espagnole, le clergé jouissait d'une prépondérance illimitée. Comme on le sait, le sentiment religieux était un des principaux instruments de la politique coloniale. Intolérant et absolu, ce sentiment, qui s'était trouvé mêlé aux troubles de la révolution, avait néanmoins cédé peu à peu aux réformes ecclésiastiques de Rivadavia. L'abolition des couvents, la dotation d'un clergé régulier, l'augmentation des curés de campagne, l'établissement de nouvelles églises, d'un collége spécial et d'un vicariat général des missions. avaient heureusement modifié l'action du sacerdoce, adouci les croyances, et épuré la foi religieuse, en la dégageant du fanatisme haineux de l'Espagne inquisitoriale. C'est ce fanatisme vaincu que Rosas songea à ressusciter pour en faire un ressort de son gouvernement. Effaçant d'un seul trait les sages institutions de l'homme célèbre qui l'avait précédé, il rétablit les communautés éteintes, corrompit ou effraya les ecclésiastiques, les assujettit à une classification de parti, proscrivit enfin et dépouilla ceux opposés à son système, pour enrichir et conserver seulement ceux qui se vendaient à lui et consentaient à faire rendre à son image les honneurs divins. Non content d'avoir ainsi la chaire et le confessionnal, Rosas voulut diriger encore l'éducation publique. En conséquence, il rappela les jésuites, dépossédés en 4767 par Charles III, paya leur voyage, et leur rendit l'ancien collége, qui devait rester à la charge du trésor de Buenos-Ayres. Mais cette mesure n'eut pas le succès qu'il en attendait. Les pères, ne montrant pas assez de docilité, furent bientôt déclarés, selon la coutume iuvariable, sauvages unitaires; l'effervescence populaire, c'est-à-dire la Mashorca, envahit un jour leur couvent, et tout fut dit pour eux.

Le dernier moyen réussit mieux.

Pendant la guerre avec le Brésil, la race noire de Buenos-Ayres, fort rare d'abord, s'était considérablement accrue. Les nombreux corsaires brésiliens qui sillonnaient la Plata et remontaient jusque dans le Parana avaient laissé sur le territoire argentin plusieurs milliers de nègres. Mêlés à la population, au milieu de laquelle ils étaient serviteurs ou esclaves, ces nègres avaient cependant conservé quelque reste de nationalité, et formaient entre eux une sorte d'association. Rosas était trop habile pour ne pas comprendre qu'il y avait là un double élément de force à exploiter. Il confia donc cette partie de son gou-

vernement à sa fille doña Manuelita, en la faisant son intermédiaire auprès des noirs et l'unique distributrice des faveurs qu'il leur accordait. En agissant ainsi, le dictateur obtenait deux résultats importants : d'une part, il trouvait dans les nègres enrégimentés un corps nombreux sur le dévouement duquel il pouvait compter; de l'autre, il avait, au moyen des négresses, un espionnage qui pénétrait dans chaque famille et lui révélait tous les secrets du foyer.

Nous ne terminerons pas ce court exposé des moyens de gouvernement de Rosas sans noter encore une idée assez originale mise à exécution par le dictateur : c'est celle d'opérer un recensement général de l'opinion du pays. Par ses ordres, des registres furent ouverts dans les provinces; on y inscrivit le nom de tous les habitants, en les classant, selon leur caractère et leurs idées, en unitaires ou fédéraux, en hommes froids ou exaltés, paisibles ou dangereux. Le dictateur voulut connaître, en outre, la fortune de chacun, ses ressources, ses habitudes, et jusqu'à son plus ou moins d'habileté comme cavalier. Ces registres, réunis ensuite à Buenos-Ayres, étaient consultés en toute occasion. Ils devenaient, suivant les circonstances, des tables de proscription qui servaient à exercer les vengeances du dictateur et le couteau de la Mashorca.

Après avoir ainsi établi partout son système de terreur, et consolidé par ce moyen une autorité que personne désormais ne pouvait lui disputer, Rosas était resté le maître absolu du pays. Rien ne semblait devoir le troubler dans son gouvernement. Avec cette habitude de s'incliner devant le plus fort, et cette résignation aux évênements, qui sont le propre des races espagnoles, il est peu probable que la population eût songé à secouer le joug qui pesait sur elle. A Buenos-Ayres, les habitants atterrés courbaient latête sous le poignard; dans la campagne, tous les Caudillós, tous les hommes à prestige, selon l'expression locale, avaient successivement disparu, égorgés ou mis en fuite, et avec eux s'étaient éteints les derniers éléments de résistance. Tout concourait donc à assurer à Rosas une domination paisible, au moins pour quelques années, quand, en 1838, sa rupture avec la France vint tout à coup compromettre l'édifice qu'il avait si laborieusement élevé. Sans revenir sur une affaire trop connue, nous en rappellerons les principaux faits.

A la suite de violences commises sur trois de ses nationaux, la France ne pouvant obtenir du gouvernement argentin les justes réparations qu'elle exigeait, mit le blocus devant les côtes de Buenos-Ayres. Cette mesure, que l'on croyait décisive, n'eut pas le résultat attendu. Bien que l'on y employât plus de quarante bâtiments de tout échantillon, la nature des lieux paralysait l'action des croiseurs, et Buenos-Ayres s'en apercevait à peine. Ce blocus durait depuis près de trois ans sans que

l'affaire eût fait un seul pas vers une solution, quand arriva le cabinet du 1er mars. La France, comme on le sait, se trouvait alors engagée dans de graves complications continentales; il devenait urgent pour elle d'en finir avec la Plata pour rappeler l'escadre de blocus. Ce fut alors qu'on envoya M. de Mackau en qualité de plénipotentiaire chargé de terminer la question. Or, en 1840, comme aujourd'hui, comme toujours, il n'y avait et il ne pouvait y avoir d'autre manière de terminer la question qu'en renversant le dictateur. A ce moment, d'ailleurs, l'entreprise présentait peu de difficultés. Sa rupture avec la France avait, en effet, fortement ébranlé Rosas : un instant il s'était vu sur le point de succomber. Les hostilités d'une grande puissance contre l'oppresseur du pays avaient ranimé les espérances depuis longtemps éteintes. Les haines amassées et contenues jusque-là avaient éclaté de partout, et les populations, ralliées à la voix des agents français, s'étaient soulevées dans la presque totalité des provinces, croyant voir briller déjà le jour de leur délivrance. En peu de temps, l'insurrection avait fait des progrès alarmants et s'était rapprochée de Buenos-Ayres. Pendant que, sur la rive gauche de l'Uruguay, le général montévidéen Rivera (1) se trouvait à la tête de forces nombreuses, le général Lavalle, combattant de nouveau pour la cause du pays, campait avec son armée à cinq lieues de Buenos-Ayres. La capitale n'avait d'autre garnison pour la défendre que deux cents noirs environ dont la fidélité, jusqu'alors inébranlable, semblait résister, cette fois, à l'ascendant même de la fille du dictateur. Telle était la situation désespérée de Rosas quand M. de Mackau résolut de traiter. Le dictateur était perdu, la convention d'octobre le sauva.

Sa paix avec la France, qui l'arrachait à un péril inévitable, rendit Rosas plus fort et plus menaçant que jamais. Débarrassé de son redoutable adversaire, et libre du côté de l'Europe, tout ennemi sérieux disparaissait pour lui. Il s'occupa donc aussitôt de raffermir son pouvoir reconquis et, surtout, d'empêcher le retour des circonstances qui l'avaient si gravement ébranlé. Pour cela, il comprit qu'il devait frapper doublement: à l'intérieur, en établissant une terreur plus grande encore que par le passé; à l'extérieur, en faisant disparaître en face de Buenos-Ayres, sur la rive gauche de la Plata, un gouvernement hostile à sa politique et qui servait de refuge à ses ennemis. La convention d'octobre avait, il est vrai, prévu les deux cas, en stipulant une amnistie en faveur des Argentins compromis, et en assurant, de la manière la plus formelle, la complète indépendance de l'État-Oriental. Mais les

traités n'ont jamais inquiété le dictateur, qui les signe tous sans difficulté, se réservant ensuite, à son gré, l'exécution. Il se mit donc à l'œuvre sans plus tarder.

Ce fut alors que Buenos-Ayres vit ces scènes horribles auxquelles on a refusé de croire en Europe, et qui semblent, en effet, défier la crédulité la plus complaisante. Nous n'entrerons pas dans cette longue histoire de sang; il serait impossible de faire la lugubre nomenclature des atrocités sans nombre qui désolèrent, à cette époque, la malheureuse République-Argentine. Nous dirons seulement que la capitale fut livrée tout entière à l'effervescence populaire de la Mashorca, et la campagne abandonnée aux fureurs des généraux proconsulaires envoyés pour y rétablir l'autorité dictatoriale. Tandis que les citoyens, arrachés de leurs habitations, étaient égorgés dans les rues de Buenos-Ayres, qu'un char, précédé de musiciens, parcourait la ville pour ramasser les cadavres, que l'on voyait, enfin, des têtes humaines exposées au marché (1), des bandes de soldats féroces, commandées par les généraux Echague, Costa, Maza et Oribe, sillonnaient le pays, surprenant les villes, décimant les habitants et semant partout sur leur passage le deuil et la ruine. Un long cri d'épouvante retentit bientôt d'un bout à l'autre des provinces; il annonçait l'exécution des arrêts du dictateur. L'ordre était rétabli dans la république (2).

Ce premier résultat obtenu, Rosas s'occupa de poursuivre ses projets,

⁽¹⁾ Quoique l'hésitation de Rivera dans ses mouvements ait conduit à douter de son empressement à agir, il est certain qu'on n'avait à craindre de sa part que l'inaction. Mais on pouvait aisément se passer de lui.

⁽¹⁾ Ces faits, niés encore aujourd'hui avec une andace incroyable par la presse de Buenos-Ayres, qui appartient toute à Rosas, peuvent être attestés par vingt mille témoins.

⁽²⁾ Voici, comme preuves à l'appui, quelques extraits des rapports faits à Rosas par ses agents; ils sont tous empruntés à la Gazette officielle de Buenos-Ayres. Nous traduisons sans rièn changer.

α Infâme et abominable race, le sang îmmonde de ces scélérats sauvages, assassins unitaires, aurait coulé à flots, sans qu'il en fût resté un seul de cette race de Lucifer qui n'eût été égorgé dans les rues. » (Du juge de paix d'Espoleta, 13 avril.)

^{«} Mon poignard sera infatigable pour faire couler à torrents, dans les rues, le sang immonde de ces Caraibes, » (Du colonel Cuiliño.)

^{«} Insensés! le peuple, hydropique de celère, vous cherchera dans les rues, dans vos maisons, dans vos champs, et sciera vos cous pour remplir de votre sang un profond bassin où se baigneront les patriotes, » (Lettre du curé-vicaire de Salto.)

a Le soussigné, agité des plus douces émotions, a la vive satisfaction d'annoncer à Votre Excellence que l'infâme Mariano Vera est resté mort, couvert de coups de lance, ainsi que son secrétaire..... Les lauriers sont d'autant plus glorieux, qu'ils sont trempés dans le sang sacrilège des unitaires. » (Signé Carlislo Vera, propre frère de la victime.)

[«] C'est avec la plus vive satisfaction que je vous envoie ci-jointe la tête du sauvage unitaire Pedro Castelli, pour que vous l'exposiez sur une perche bien haute et bien solide. Vous transmettrez copie de cet ordre à notre illustre restaurateur des lois, pour sa satisfaction. » (De Prudencio Rosas, frère du dictateur, au juge de paix de Dolorès.)

^{«} Enfin, mon ami, la force de ce tenace sauvage unitaire dépassait six cents

c'est-à-dire d'agir contre l'État-Oriental. Les forces disséminées sur tous les points furent réunies pour former une armée de douze mille hommes environ. Le général Oribe, ancien président de Montevideo, qui venait de servir avec tant de zèle la cause du dictateur, reçut le commandement en chef, avec l'ordre de passer les fleuves pour se transporter à la tête de toutes ses forces sur le territoire oriental. M. le comte de Lurde, ministre de France, et M. Mendeville, ministre d'Angleterre, protestèrent aussitôt contre cette invasion d'une république dont les traités garantissent l'indépendance (note du 16 décembre); mais Rosas ne tint aucun compte de ces représentations: l'armée continua sa marche. Après quelques succès obtenus par les Orientaux, le général Rivera, qui les commandait, perdit la bataille décisive de l'Arroyo-Grande. Oribe, s'avançant alors sur la capitale de la république, vint mettre le siége devant Montevideo.

IV.

RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY. — MONTEVIDEO. — LE GÉNÉRAL RIVERA.

— LE GÉNÉRAL ORIBE. — SIÉGE DE MONTEVIDEO. — ARMEMENT

DES ÉTRANGERS. — LA LÉGION FRANÇAISE.

Dès les premiers temps de l'indépendance, la rive gauche de la Plata (Bande-Orientale) avait été le sujet de contestations graves entre la Ré-

hommes, et ils ont tous été passés au couteau, ainsi que je le leur avais promis. » (Signé Maza.) — « L'armée, ajoutait le général Oribe, a dignement rempli sa glorieuse mission. » (6 décembre 1841.)

Pour en finir avec ces monstruosités, que l'on refuse de croire en Europe, nous donnerons encore deux fragments de décrets de Rosas. Cette fois c'est lui qui dicte.

- « 1º Le chef de la police est chargé de disposer une maison pour y enfermer tous les sauvages qu'il jugera les plus frénétiques.
- « 2º Aucun sauvage ne pourra disposer d'une valeur au-dessus de 10 piastres (3 ou 4 fr.) sans le consentement de la police.
- α 5º Seront déclarés sauvages unitaires tous les individus compris dans les classifications, etc., etc.
- « 8º Leurs dépositions ne feront pas foi en justice, à moins que le chef de la police le juge convenable, »

Enfin, voici qui est daté du 31 octobre 1840, c'est-à-dire deux jours après le traité de M. de Mackau. Rosas félicite la Mashorea des égorgements accomplis la veille :

« L'agitation populaire s'est manifestée par des vengeances naturelles, impossibles à contenir de la part d'un peuple indigné, sans mettre son héroisme à une épreuve incompatible avec son intérêt... Il EST LOUABLE de manifester son patriotisme comme l'a fait le peuple. »

publique-Argentine et le Brésil, et ces deux États, en se constituant librement, avaient réclamé sa possession avec une égale énergie. En effet, si le Brésil croyait les grandes limites de l'Amazone et de la Plata nécessaires à l'intégralité de son immense territoire, la République-Argentine, de son côté, voyait ses intérêts menacés si elle ne conservait les deux rives du fleuve et les anciennes frontières de la vice-royauté de Buenos-Ayres. Inflexible de part et d'autre, cette double prétention amena la guerre de 1826 dont nous avons parlé plus haut. La paix d'août 1828, conclue sous la médiation d'Angleterre, décida la question. Lord Ponsomby ayant proposé, comme terme moyen, l'indépendance de la rive contestée et l'impossibilité, pour le nouvel État, de s'incorporer à ses voisins, cet arrangement fut accepté. C'est de là qu'est sortie la république orientale de l'Uruguay, dont Montevideo est la capitale.

Parmi les nombreux États nés de l'émancipation sud-américaine, aucun ne se trouvait placé dans d'aussi belles conditions d'avenir. Prolongeant son territoire depuis l'embouchure de la Plata jusqu'en haut de l'Uruguay, la République-Orientale avait une admirable position géographique. Le port de sa capitale, le meilleur de la Plata, plus rapproché, d'un accès plus sûr et plus facile que celui de Buenos-Ayres, était désigné d'avance au commerce de ces contrées. Avec ce port, la ville de Montevideo ne devait pas tarder à devenir le débouché naturel du Parana, de l'Uruguay, du Paraguay, des nombreux cours d'eau qui descendent de la chaîne des Andes ou des provinces méridionales du Brésil, et à rester bientôt le point central des relations de l'Europe avec cette vaste partie du continent américain. Outre ces avantages matériels, la jeune république en avait un autre plus propre encore peutêtre à favoriser son rapide développement; c'était sa fondation récente. Elle naissait avec unité, libre des souvenirs dangereux du passé, et n'avait point à se défendre contre les luttes incessantes qui ajournaient autour d'elle toute stabilité. Placée d'ailleurs entre deux sociétés en révolution, elle profitait encore de leur état de crise qui faisait refluer dans son sein tous ceux qui fuyaient la guerre ou les discordes.

Aussi la République-Orientale prit-elle en peu de temps un accroissement remarquable. Montevideo, fortifiée successivement par les Espagnols et les Portugais qui l'avaient occupée, et enfermée d'abord dans une étroite enceinte, ne tarda pas à s'étendre. En dehors des anciennes murailles, une autre ville s'éleva bientôt, construite dans les plus belles proportions. Le commerce étranger, profitant des avantages qu'offrait la position de la nouvelle capitale, accourut en foule. Les comptoirs se multiplièrent, les relations devinrent plus importantes, les navires remplirent le port. Quelques années à peine s'étaient écoulées que déjà l'on pouvait entrevoir pour Montevideo une prospérité peut-être sans exemple en Amérique.

Si la capitale tendait rapidement à devenir une place de premier ordre, les villes secondaires et la campagne ne progressaient pas moins, grâce à l'émigration de l'Europe. Chaque mois, presque chaque semaine, des navires chargés d'émigrantsembarqués de tous les points, surtout des provinces basques de la France, arrivaient dans le port et jetaient sur le territoire oriental une population nouvelle, active et industrieuse. Cette population, lorsqu'elle était ouvrière, restait à Montevideo, où elle trouvait toujours un travail largement salarié. Quand elle était agricole, elle se répandait dans la campagne, allait fonder des établissements au milieu des plaines ou sur les bords de l'Uruguay, et rencontrait partout les sources d'une fortune rapide. L'ouvrier qui vivait à peine, en France, de son travail gagnait aisément, dans les villes, cinq et six francs par jour. Le pauvre laboureur, arrivé en devant encore son passage, se libérait promptement et améliorait nonseulement sa propre condition, mais encore celle de la famille qu'il avait quittée. Jamais colons n'avaient été plus riches ni mieux partagés; jamais l'émigration de l'Europe n'avait fécondé plus vite et plus heureusement une terre étrangère (1).

Cependant, bien qu'elle grandît chaque jour sous l'influence civilisatrice de ses relations croissantes avec le continent, la jeune république n'échappait pas aux oscillations inséparables des agitations du pays. Si elle ne renfermait pas, comme le Brésil et surtout comme la confédération argentine (2), les germes de dissolution légués par les souvenirs debout encore de l'autorité coloniale, elle avait à lutter contre l'anarchie des pouvoirs et les gouvernements éphémères, plaies communes à tous les pays espagnols. Si sa nationalité n'était pas menacée, les administrations étaient peu sûres et peu durables. L'antagonisme naturel entre la ville et la campagne, sans se manifester d'une manière aussi redoutable qu'à Buenos-Ayres, subsistait dans le nouvel État. Là aussi il y avait des hommes ralliés à la civilisation de l'Europe et des Gauchos ignorants, hostiles à toute réforme tentée contre l'indiscipline et la liberté de la vie des plaines. Sans être toujours frémissants et acharnés comme sur la rive gauche de la Plata, les partis luttaient pour dominer; sans être armées, les controverses se maintenaient avec obstination. Cette rivalité s'exerçant au sein d'une société nouvelle, éloignée du théâtre où s'étaient déchaînées les passions violentes de la révolution, ne pouvait produire des caractères aussi tranchés que dans les provinces argentines. Il n'y avait donc pas, dans les partis de Montevideo, des illustrations ou des individualités marquantes, telles que Rivadavia, Dorrego ou Rosas; mais, quoique d'une valeur très-secondaire, les chefs de ces partis étaient appelés, par leur influence, à jouer relativement un rôle égal dans leur pays. Parmi ces chefs, deux seulement méritent de fixer l'attention : ce sont les généraux Rivera et Oribe.

Le général Rivera, le premier, le plus important des deux, est l'homme considérable de l'État-Oriental. Depuis la fondation de la république, personne n'a pris une plus grande part à son administration, personne n'a conservé sur les événements une action aussi complète, aussi soutenue; action fatale, hâtons-nous de le dire, qui a défié toutes les fautes, tous les revers, et à laquelle se rattache une partie des malheurs du pays. De tous les chefs sortis de l'indépendance, Rivera est peut-être celui dont l'existence offre les traits les plus singuliers. A certains égards, nul ne saurait lui être comparé. Il serait difficile, en effet, de trouver dans aucun pays, dans les pays espagnols surtout, l'exemple d'une influence et d'une popularité aussi durables. Quant à sa vie, nous la croyons sans analogue nulle part. Jamais homme ne vit une fortune plus longue traversée de plus de vicissitudes. Tour à tour chef de l'État ou simple chef de partisans; vivant en prince à Montevideo ou en gaucho dans les plaines; maître de la république ou proscrit et en fuite; prodiguant des millions le matin, empruntant une once d'or le soir; tantôt trainant à sa suite des populations entières, tantôt errant abandonné dans les solitudes de la campagne; formant à chaque instant des armées, les perdant et en reformant d'autres; un jour défendant Montevideo, l'assiégeant le lendemain; livrant des batailles dans tous les endroits, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, mais recommencant toujours de la même manière; appelé par le gouvernement pour sauver le pays, renvoyé ensuite, puis appelé encore pour être exilé de nouveau; prêt à redevenir, selon les occasions, général en chef ou gaucho, président de la république ou contrebandier, telles ont été les phases continuelles de sa vie pendant près de quarante ans. L'histoire de Rivera, si on l'écrivait jamais, semblerait empruntée au roman.

Homme de la campagne, ainsi que l'était Rosas, gaucho comme lui, mais taillé dans des proportions moins fortes et moins énergiques, Rivera avait conquis rapidement dans la Bande-Orientale la même importance que le dictateur dans la province de Buenos-Ayres; seulement il était arrivé par des moyens différents. Rosas imposait à la foule par son audace, son adresse et toutes ses supériorités physiques. Despote dans ses volontés, implacable dans ses haines, il inspira de bonne heure

⁽¹⁾ Les sommes envoyées en France par les Basques français de Montevideo ne s'élevaient pas chaque année à moins de 2 millions de francs.

⁽²⁾ Nous employons ici le mot de confédération, dont on se sert vulgairement pour désigner les provinces argentines. Nous nous réservons, à la fin de ce travail, de prouver par des faits irrécusables que cette prétendue confédération argentine, reconnue du monde entier et indiquée sur toutes les cartes modernes, est une invention de Rosas et qu'elle n'a jamais existé un seul instant.

la crainte, et l'on se rangea autour de lui comme autour du plus fort. Rivera, au contraire, n'était redouté d'aucun de ses compatriotes: tout le monde l'aimait, même ses adversaires. Peu d'hommes, d'ailleurs, possédaient à un égal degré les qualités propres à subjuguer les esprits. Beau de sa personne, cavalier habile, chose fort appréciée dans le pays, séduisant par ses manières, aimable avec tous, avec les femmes surtout, plein de mouvement et d'originalité dans l'esprit, parlant assez bien à la foule, quand il le fallait, ce langage vantard et boursouflé qui plaît si fort aux peuples américains; avec cela, grand et généreux en toute occasion, sans haine pour ses ennemis, oubliant facilement leurs injures et peu soucieux d'en tirer vengeance, tel était Rivera. Aussi devint-il promptement le héros populaire de la campagne, « l'homme à prestige » de la république, selon l'expression locale. Enfant des plaines qu'il parcourait sans cesse, il en connaissait tous les habitants. Vivant au milieu d'enx, leur prodiguant son amitié, son or et ses services, il rencontrait dans leurs famille un dévouement sans bornes. Il n'y avait pas un propriétaire de l'intérieur qui ne se trouvât heureux, fier d'être le compère (compadre) du général Rivera et de lui tout sacrifier; il n'y avait pas un gaucho qui ne fût prêt à marcher à sa voix et à lui obéir aveuglément. D'un bout à l'autre du vaste territoire de la république, chaque habitation était une sorte de propriété personnelle, souvent un harem, où le prestigieux général régnait en maître absolu. A cet égard, nous le répétons, Rivera ne saurait être comparé à personne; Rosas lui-même, dans sa province de Buenos-Ayres, n'a jamais exercé un ascendant pareil.

Cette immense popularité du général Ribera devait naturellement le désigner au choix de ses concitoyens pour prendre part au gouvernement de la république. Lorsqu'on institua la présidence, en 1830, il y

fut unanimement porté.

L'élévation d'un gaucho au plus haut poste de l'État, poste essentiellement administratif, semblera peut-être étrange; mais dans les pays
espagnols rien n'est plus ordinaire. Malgré les organisations légales les
plus pompeuses, le pouvoir est toujours au chef militaire du moment,
et la force des constitutions s'efface sans difficulté devant la force matérielle. Président de la république, Rivera apportait nécessairement
dans sa nouvelle position les qualités et les défauts de son caractère.
Son prestige lui tenait lieu de talents. Général, comme on l'est dans ce
pays-là, en se faisant nommer par les siens, ou, mieux encore, en se
nommant soi-même, il commandait toutes les forces de l'État sans avoir
l'instruction d'un sous-officier européen. Il avait longtemps fait la
guerre, même contre les Espagnols, mais à la manière des caudillos
américains, c'est-à-dire en tenant la campagne avec des corps de gauchos irréguliers. Comme chef militaire, il était donc nul. Quant à son

administration, elle était aussi simple pour lui que pour les autres; il ne s'occupait de rien et laissait tout faire. Homme de la campagne, il n'avait abdiqué en prenant le pouvoir aucune des habitudes de sa vie passée, et sa haute position n'était qu'un moyen de plus de satisfaire ses penchants irrésistibles. Grâce aux caisses de l'État, où il puisait largement, il pouvait semer l'or à pleines mains, enrichir ses amis, doter les filles de ses compadres, et exercer dans toute la campagne cette générosité naturelle à laquelle il devait une partie de son prestige. Chaque retour du président à Montevideo était signalé par de nouveaux emprunts au trésor public. A peine chargé de piastres et de doublons, Rivera retournait dans l'intérieur, pour revenir une autre fois quand il n'avait plus rien et recommencer toujours de même. Peu soucieux de ce qui se passait à Montevideo, d'où ses goûts le tenaient presque toujours éloigné, étranger à toute idée d'ordre et d'administration, ce qui ne regardait personnellement ni lui ni les siens lui importait peu. Il considérait la République-Orientale comme une ferme dont l'exploitation devait être à son profit et à celui de ses amis, avec lesquels, du reste, il partageait sans compter.

Telle était l'administration de Rivera. Toutefois le président, il faut le reconnaître, avait les qualités de ses défauts. S'il ne faisait rien de bien, à certains égards il ne faisait rien de mal. Cette insouciance qu'il apportait dans son gouvernement avait même, on peut le dire, un résultat heureux pour les relations de Montevideo avec le continent. Le commerce étranger, souvent entravé dans les autres États américains par une foule de mesures vexatoires ou restrictives, jouissait dans la Bande-Orientale d'une latitude complète. A l'abri de cette latitude protectrice, il acquérait chaque jour un développement plus extraordinaire. Des entrepôts considérables se formaient autour du port de Montevideo, les arrivages d'Europe se multipliaient, et les revenus de l'État, malgré les incroyables dilapidations du président, allaient tou-, jours croissant par suite d'une augmentation presque sans exempl . dans le produit de la douane (1). D'un autre côté, l'émigration étra: 2gère, encouragée par les avantages qu'elle trouvait auprès d'un ge devernement qui lui offrait appui et protection, était de plus en plus considérable. Elle apportait à chaque instant de nouveaux bras a n

vaste et inculte territoire de la république.

Cependant, malgré cette immense popularité du président, popu' .arité qui, dans la campagne, allait jusqu'au fanatisme, le gouvernem ent de Rivera était loin de satisfaire tous les Orientaux. En face des rombreux amis que le président comptait à Montevideo et de ses compte adres,

⁽t) Dans les républiques américaines, la douane est ordinairement le principe de revenu de l'État.

plus nombreux encore, qui peuplaient les provinces, les uns et les autres comblés par lui de grades, de faveurs et de fortune, il y avait un parti qui ne partageait pas l'enthousiasme général. Ce parti, qu'on peut appeler le parti de la ville, se composait comme celui de Buenos-Ayres des hommes les plus éclairés et les plus instruits. Tout en rendant justice aux qualités généreuses de Rivera, les hommes de ce parti signalaient les désordres de son gouvernement, et blâmaient d'autant plus ses dilapidations qu'ils en partageaient moins les profits. Les quatre années de présidence du général devant bientôt expirer, ils songèrent à porter à sa place un citoyen pris dans leurs rangs et à former avec lui une administration plus régulière. Ce fut sur le général Oribe qu'on jeta les yeux. Rivera, avec sa facilité habituelle, appuya le nouveau candidat, alors même qu'il était son adversaire, et en 1834 Oribe fut proclamé président.

Cette nomination était une réaction complète. Don Manuel Oribe n'a vait aucune illustration, aucun prestige, mais il possédait les qualités que réclamaient les circonstances. D'abord colonel d'un régiment, puis nommé par Rivera aux fonctions importantes de commandant du port de Montevideo, il s'était montré fidèle à la défense de l'ordre dans une circonstance importante. Lorsque le général Lavallega était venu tenter une révolution, en 1832, Oribe, malgré peut-être ses secrètes sympathies, avait énergiquement défendu le pouvoir légal. Appartenant à la ville par sa naissance et son éducation, le nouveau président ralliait d'ailleurs autour de lui les citoyens éclairés de Montevideo. Jusqu'alors l'autorité, trop souvent dévolue aux mains inhabiles ou spoliatrices des hommes de la campagne, avait laissé se détendre tous les ressorts de l'administration; avec Oribe, elle passait au parti le plus capable et le plus probe. Malgré de nombreux intérêts personnels lésés par les changements qu'apportait le gouvernement, la nouvelle présidence fut en général bien accueillie. Quant à Rivera, dont l'importance , le pouvait être mise à l'écart, il fut nommé chef de la campagne.

Mais cet accord qui régnait entre la ville et la campagne ne pouvait de la re de longue durée. L'antagonisme, un moment apaisé par le nouvel or d're de choses, ne devait pas tarder à reparaître entre les deux éléme en le rivaux. Les élections furent le signal de la lutte. Oribe, pour con abattre l'influence des hommes du dehors et empêcher leur arrivée dant s le congrès législatif, recourut à des mesures violentes. Les esprits déjà peu tranquilles dans les départements s'aigrirent contre ces mesures , et bientôt le gouvernement eut toute la campagne soulevée contre lui. C'est à cette époque (1836) qu'il faut placer la première intervention de Ros as dans les affaires intérieures de la République-Orientale. Ami d'Oribe, qui appuyait sa politique contre les unitaires, le dictateur fut aussitôt son allié contre la révolution qui le menaçait. Cette occasion

d'ailleurs servait trop bien ses vues ambitieuses pour qu'il ne les mit pas à profit. Des troupes argentines passèrent l'Uruguay, et, après avoir laissé une garnison à Paysandu, elles se joignirent aux forces d'Oribe. Bien que Rivera fût maître de toute la campagne, Oribe, grâce au secours que lui donnait Rosas, pouvait résister longtemps dans Montevideo. Les choses vont lentement dans les pays espagnols, et la lutte se serait sans doute prolongée quelques années quand la France vint décider la question.

On était alors au commencement du blocus de Buenos-Ayres, dont nous avons parlé plus hant. L'escadre française n'avait d'autre base d'opérations que Montevideo, et ce port était le seul où les prises pussent être amenées et vendues. Mais Oribe, secondant Rosas de tout son pouvoir, refusait de les admettre. Les dispositions du président devenant chaque jour plus mauvaises à l'égard de la France, l'amiral Leblanc intervint dans la querelle des deux partis. Rivera, qui était sans moyens maritimes, fut secondé par les bâtiments de l'escadre ; il s'empara de l'île de Martin-Garcia, et ses forces se rapprochèrent de Montevideo. Bientôt contraint de céder, Oribe abdiqua et se rendit à Buenos-Ayres, auprès de Rosas, qui lui confia aussitôt un commandement pour marcher contre les provinces argentines. Nous avons dit ailleurs ce qu'était cette guerre. Soit qu'il cédât à l'irritation de sa défaite récente, soit qu'il voulût s'assurer par son dévouement un appui pour l'avenir, Oribe déploya dans sa mission la plus révoltante férocité. Les malheureuses provinces qu'il traversa forent mises à feu et à sang. L'ancien président de Montevideo, passé désormais au service de Rosas, préludait ainsi à l'œuvre de ruine et de dévastation qu'il devait bientôt accomplir dans son propre pays.

Oribe parti de Montevideo, Rivera fut proclamé président. Son retour au pouvoir fut salué par l'escadre française et les ennemis de Rosas comme un heureux événement. Montevideo devenaît en effet le centre des opérations du blocus. A la mauvaise humeur et aux entraves constantes apportées par le président déchu, succédaient l'empressement et le bon vouloir du nouveau gouvernement, qui ne tarda pas à faire cause commune avec la France. Celle-ci, qui trouvait dans la république un auxiliaire utile, soudoya les chefs, solda les troupes et fit organiser une armée destinée à seconder l'escadre et à agir contre Buenos-Ayres. Mais sur ces entrefaites arriva dans la Plata M. l'amiral de Mackau. La convention d'octobre intervint. On a vudans unchapitre précédent quelles en furent les suites pour la République-Orientale, qui restait seule engagée, et comment la bataille de l'Arroyo-Grande ouvrit aux troupes argentines le chemin de Montevideo.

La destruction de l'armée de Rivera à l'Arroyo-Grande laissait la République-Orientale à la merci de Rosas. La capitale, Montevideo, n'était par fortifiée. Les anciens remparts se trouvaient depuis longtemps enclavés dans une ville nouvelle qui s'était étendue bien au-delà, et dont les abords ne présentaient aucun obstacle à l'ennemi. Cependant, malgré la consternation générale, le gouvernement ne se laissa point abattre. Il y avait alors à Montevideo un général, réfugié argentin, dont nous aurons à parler plus tard et qui a toujours eu dans les événements du pays une part considérable : c'était le général Paz. Investi du commandement militaire de la ville, il se mit aussitôt à l'œuvre, et sous sa direction les travaux commencèrent sur tous les points. « Si j'ai vingt jours à moi, avait-il dit en apprenant la défaite de Rivera, la place ne sera pas prise. » Oribe lui en donna soixante-dix (1).

Quand l'armée argentine arriva devant Montevideo, la ville était sauvée. Enfermée dans un mur d'enceinte appuyé d'un fossé, elle se trouvait en outre protégée par une ligne extérieure de fortins armés de canons. Ces travaux n'étaient rien sans doute au point de vue de la fortification moderne, et ils n'auraient pas arrêté un instant des troupes européennes, mais ils suffisaient pour le pays. Exclusivement habitués à la guerre de chicane et d'embuscade, les gauchos sont étrangers aux combats réglés, et redoutent par-dessus tout les effets de l'artillerie. Cette muraille d'enceinte, élevée à hauteur d'appui, devant un fossé large de deux mètres à peine, était pour eux un obstacle à tout jamais infranchissable.

Toutefois Montevideo n'avait pas une garnison suffisante. Le gouvernement, en réunissant les quelques soldats dont il disposait et en armant les nègres, était bien parvenu à enrégimenter deux mille et quelques cents hommes; mais c'était peu pour une ligne de défense aussi étendue. Il songea aux étrangers. La population française, qui comptait environ dix-huit mille âmes, s'était vivement émue de l'approche d'Oribe. Dans la prévision d'une prise d'assaut, les agents francais avaient arrêté des mesures pour protéger leurs nationaux. Une organisation armée avait été préparée, des postes désignés en cas de péril, enfin des signaux, établis avec l'escadre mouillée dans la rade, devaient assurer le concours des marins pour la défense des personnes et des propriétés. Ce premier armement était un secours trop précieux pour que le gouvernement montévidéen ne cherchât pas à l'exploiter à son profit. Il voulut donc former aussitôt une légion française. A des insinuations faites auprès de tous les hommes influents, on joignit des promesses d'argent, des récompenses territoriales, etc.; rien, en un mot, ne fut négligé pour rattacher les Français à la cause de la ville.

Cependant les justes protestations du consul de France et ses démarches énergiques pour empêcher un armement illégal auraient probablement paralysé ces efforts d'un gouvernement aux abois, si une circonstance ne fût venue décider la question. Le 1^{er} avril, Oribe lança une proclamation dans laquelle il déclarait qu'il « ne respecterait ni dans leurs biens ni dans leurs personnes les étrangers qui prendraient parti pour les sauvages unitaires. » Cette proclamation, justement qualifiée par le commodore anglais d'acte de pirate, eut un effet contraire à celui qu'attendait Rosas. Indignés de ces menaces barbares, les Français n'écoutèrent plus rien et résolurent de se défendre. La légion française se forma aussitôt.

On a cherché plusieurs fois, en Europe, à présenter la légion francaise de Montevideo comme une réunion d'aventuriers et une minorité turbulente. Rien n'est moins exact : cette légion, qui comptait environ 3,400 hommes (1), représentait, au contraire, la grande majorité de la population française de Montevideo. Elle se composait non-seulement des colons et des ouvriers, mais encore de la presque totalité des marchands établis depuis longtemps dans la ville. Sans doute il se trouvait parmi ces Français quelques hommes pour lesquels l'armement n'avait été qu'une occasion d'intrigues ou de spéculations personnelles; ces exceptions étaient inséparables des circonstances. Néanmoins, si un petit nombre avait cédé aux suggestions de meneurs intéressés, l'immense majorité n'avait fait qu'obéir à l'instinct de la défense et de la conservation. L'amiral Massieu de Clerval avait offert, il est vrai, à ses nationaux de les transporter sur le territoire brésilien; mais une population aussi considérable pouvait-elle émigrer en masse? Ces colons pouvaient-ils abandonner tout à coup leur nouvelle patrie, leurs intérêts de fortune, leur foyer domestique, tout leur avenir enfin et celui de leur famille, pour aller demander l'existence à une autre terre? Or, obligés de rester à Montevideo, les Français n'avaient que deux partis à prendre : ou s'en rapporter à la bonne foi bien connue de Rosas et livrer la ville à l'armée d'Oribe, qui avait mis à feu et à sang les plus belles cités argentines; ou bien se défendre et attendre les événements. L'alternative ne pouvait être douteuse. Certains d'avance que leur union constituait une force invincible, ils préférèrent rester euxmêmes la garantie de leur propre salut. Telle a été la véritable raison de l'armement. Si cette raison ne justifie pas en principe la conduite des Français, elle l'explique du moins en fait.

Les actes du général Oribe étaient peu propres, d'ailleurs, à modifier cette résolution de défense. Non-seulement des cris de mort, poussés par les assiégeants, venaient retentir jusqu'aux abords de la ville,

⁽t) La distance qui séparait Oribe de Montevideo n'était que de quatre-vingts lieues; mais les armées du pays se meuvent très-lentement, par suite d'une immense quantité de chevaux et de charrettes qui marchent toujours avec elles.

⁽¹⁾ Et non pas quinze cents, comme l'affirmait un article de la Revue nouvelle.

mais encore ils remplissaient les colonnes d'un journal écrit sous l'inspiration du général argentin, et imprimé dans son camp. Ce journal, qui était parvenu à dépasser en violence ceux de Buenos-Ayres, ne se bornait pas aux déclamations les plus extravagantes contre les défenseurs de Montevideo; il y ajoutait chaque jour des menaces de vengeance contre les barbares étrangers, et leur annonçait le sort réservé aux sauvages unitaires. A cette conduite si impolitique et provocatrice d'Oribe, se joignirent bientôt des faits plus graves et d'une nature plus odieuse. Quatorze Français étant restés aux mains des assiégeants, à la suite d'une sortie malheureuse faite par la garnison, le jour suivant, leurs cadavres, horriblement mutilés, furent apportés près des lignes extérieures et exposés à la vue des habitants. Ces actes de barbarie sauvage, employés par Oribe comme moyens d'intimidation, devaient produire sur les Français un effet contraire; ce fut ce qui arriva. La légion devint, à partir de ce moment, inaccessible à toute transaction. Vainement l'amiral Lainé, arrivé en 1844 avec les instructions les plus pressantes, renouvela-t-il les tentatives de son prédécesseur; il échoua comme lui. S'adressant alors au gouvernement de Montevideo, l'amiral lui demanda formellement de dissoudre lui-même la légion française; mais cette sommation, qui semblait devoir réduire la ville à toute extrémité, demeura sans résultat. Par une résolution spontanée, les légionnaires renoncèrent à la qualité de Français, et, quittant aussitôt la cocarde et le drapeau tricolores, ils arborèrent les couleurs orientales. Dans cette situation, l'amiral ne pouvait plus rien : il devait se borner à attendre. C'est ce qu'il fit (1).

Assuré désormais du côté des Français, le gouvernement de Montevideo restait sans crainte pour la sûreté de la ville. Outre la légion française, il s'était formé, sous le nom de légion italienne, un camp de volontaires, Sardes ou Génois pour la plupart, composé de six cents hommes déterminés et commandés par un officier d'un haut mérite, le colonel Garibaldi (2). Ces deux légions, réunies à quatre bataillons de noirs, à un corps d'Argentins réfugiés, enfin à un certain nombre de gauchos démontés auxquels on donnait le titre de dragons. formaient un effectif de six à sept mille hommes. La ville, ainsi défendue, pouvait défier tous les efforts de Rosas.

dans toute la République-Orientale. Si le désir de protéger leurs per-

parti pour le gouvernement, des considérations analogues avaient déterminé les Français du dehors à se jeter dans une voie contraire. De part et d'autre, l'intérêt personnel avait dicté les résolutions. Des huit à dix mille Français répandus sur la surface de la campagne, la moitié à peu près se trouvaient établis dans le voisinage de la ville. Résidant sur un territoire où l'armée de Rosas dominait sans autre loi que la force, vivant au milieu des chefs et des soldats argentins, il y avait urgence pour eux de se rallier, au moins en apparence, au général Oribe. A ce prix seulement ils pouvaient espérer de sauver leurs propriétés. A cette nécessité de prendre en quelque sorte part à la querelle, se joignaient d'autres circonstances propres à exciter encore les esprits. Parmi ces Français se trouvaient un certain nombre d'émigrés de Montevideo. Les uns avaient quitté la ville par suite de débats personnels nés à l'occasion de l'armement, les autres pour se livrer à des spéculations avec l'armée assiégeante, d'autres, enfin, pour attendre auprès d'Oribe une victoire qui leur paraissait prochaine et dont ils espéraient partager les profits. Irrités de la résistance de la ville, ces émigrés travaillaient chaque jour à exaspérer leurs compatriotes contre les légionnaires de Montevideo. Ils représentaient ceux-ci comme les auteurs de tous les maux du pays et comme le seul obstacle au rétablissement de la paix.

Peu soucieux du prix auquel pouvait s'acheter cette paix momentanée, oubliant le péril que couraient la politique et le commerce de la France dans la Plata, ils sacrifiaient volontiers tous les intérêts à venir pour leurs intérêts du moment. Liant enfin leur cause à celle du dictateur, ils en étaient venus, comme lui, à qualifier d'usurpatrices les autorités légales de Montevideo, et à ne voir d'autre gouvernement oriental que celui qui fonctionnait sous la tente du général assiégeant. Les mobiles étaient donc les mêmes des deux côtés. Dans l'intérieur de la ville et au dehors, chacun avait obéi à la nécessité et marchait avec le parti qui servait ses intérêts. Ainsi s'était dessinée la double attitude que présentait à cette époque la population française de la République-Orientale. Nous ne parlons pas des Français établis sur les bords de l'Uruguay; momentanément éloignés des événements, ils n'y prenaient aucune part (1).

Le siège de Montevideo se prolongeait ainsi depuis longtemps sans que rien n'en fit prévoir le terme, quand une nouvelle vint jeter tout à coup la consternation dans la ville et faire pousser des cris de triomphe

Néanmoins l'attitude de la population française n'était pas la même sonnes et leur fortune avait porté les Français de Montevideo à prendre

⁽¹⁾ Nous n'avons pas besoin de justifier ici la conduite tenue à cette occasion par l'honorable amiral Lainé, à qui l'on a été jusqu'à reprocher de n'avoir pas fait usage de ses canons contre la population française!

⁽²⁾ Depuis général et aujourd'hui en Italie.

⁽¹⁾ Il faut remarquer toutefois que les Français résidant aux environs de Montevideo ne formaient qu'une faible minorité de l'émigration française. Les protestations qu'ils ont plusieurs fois signées, par suite d'une contrainte incessante exercée sur eux, n'étaient que l'œuvre des meneurs les plus intéressés.

au camp d'Oribe. Elle annonçait que l'armée de Rivera n'existait plus, et qu'elle avait été détruite à India-Muerta, au lieu même où jadis Artigas avait succombé sous les Portugais.

Après la bataille de l'Arroyo-Grande, l'ancien président de Montevideo, échappé avec quelques cavaliers, n'avait pas tardé, comme à son ordinaire, à reparaître sur un autre point. Entraînant, avec son prestige irrésistible pour les Orientaux, tous les gauchos qu'il rencontrait, il s'était fait rapidement une nouvelle armée qui ne comptait pas moins de 6,000 hommes. Cette armée, à laquelle s'étaient réunies un grand nombre de familles, composait une véritable population nomade. Plusieurs centaines de charrettes portant les femmes, les enfants, les vieillards et les provisions, marchaient avec elle, suivies de troupeaux considérables. Selon l'usage, chaque cavalier menait en outre plusieurs chevaux. Bien inférieure d'ailleurs aux troupes de Rosas, l'armée de Rivera ne conservait dans ses mouvements ni ordre ni discipline. Confiante dans la connaissance admirable que son chef avait de la campagne, elle le suivait aveuglément, certaine de n'être jamais surprise. Chaque soir, dans les haltes, les charrettes, dételées et rangées sur une vaste étendue, formaient une sorte de ville ambulante, et chacun retrouvait sous ce toit mobile sa famille et ses habitudes. Le jeu et la débauche, dont le général enseignait si bien l'exemple, se rencontraient sans freins partout.

Bien que cette armée ne pût menacer les forces d'Oribe qui occupaient la campagne, elle ne laissait pas d'être pour Rosas un sujet d'inquiétude. Si, en effet, elle cût pu se rapprocher de Montevideo, Oribe, attaqué à la fois par Rivera et par la garnison de la ville, courait le risque d'une position critique. Le dictateur résolut donc de ne pas attendre cette éventualité, et le général Urquiza fut détaché avec sa division, forte de cinq mille hommes, à la poursuite des Orientaux. Rivera se trouvait alors dans le nord du département de Maldonado. La campagne fort accidentée à cet endroit, coupée de bois et de monticules, lui était favorable pour se dérober à son adversaire; il pouvait s'y maintenir longtemps sans engager une action. Mais Rivera ne compte plus avec les batailles. Il en avait tant livré sans que, vainqueur ou vaincu, le péril arrivât jusqu'à lui, qu'il voulut tenter une fois encore de ressaisir la fortune. Il attendit donc l'ennemi à India-Muerta.

Comme on le sait, les batailles en Amérique, bien que suivies invariablement de longs et pompeux bulletins énumérant les plus savantes dispositions stratégiques, ne durent jamais qu'un instant. Elles se bornent, presque toujours, à un choc plus bruyant que redoutable, dans lequel les premiers qui prennent peur et tournent bride sont les vaincus, souvent sans avoir perdu personne. Les gauchos de Rivera, mal montés, mal équipés et à peine armés, n'étaient pas en état de se

mesurer avec les cavaliers d'Urquiza, relativement disciplinés et aguerris. Dès la première charge, l'armée montévidéenne étaiten pleine déroute. Comme à l'ordinaire, la bataille n'avait pas été sanglante; mais, selon l'usage introduit par Rosas, les suites en furent terribles. Fidèle aux traditions du dictateur de détruire « l'abominable race des sauvages unitaires,» le général Urquiza n'épargna personne. Les prisonniers, au nombre de mille environ, furent impitoyablement massacrés aux cris de Vive Rosas! vive le restaurateur des lois (1)! Il va sans dire que Rivera avait pris la fuite un des premiers et se trouvait en sûreté.

Tant que le gouvernement de Montevideo avait eu son armée, et que son prestigieux général s'était maintenu dans la campagne, il avait conservé l'espoir de continuer la lutte. La défaite d'India-Muerta le terrifia. La campagne entière était désormais au pouvoir de Rosas, ses troupes occupaient tous les points du littoral, et Montevideo seul restait comme le dernier boulevard de l'indépendance orientale. Mais ce boulevard lui-même ne pouvait résister longtemps. Le dictateur avait hâte de recueillir les fruits de sa victoire. Des bruits d'intervention européenne commençaient d'ailleurs à se répandre au Brésil; il fallait donc en finir au plus tôt avec les sauvages unitaires. Des ordres furent envoyés à Oribe pour concentrer davantage ses forces sur Montevideo, et à l'amiral Brown, chef de la flottille argentine, pour resserrer le blocus de la place.

Ce blocus, dont nous n'avons pas encore parlé, était fait par cinq ou six petits bâtiments achetés au commerce et armés en guerre. Jusqu'alors il n'avait été que partiel. Il prohibait l'entrée des munitions de guerre et des bestiaux, mais il laissait passer les farines, les vins, les légumes secs, etc. Quoique la plupart des stations navales étrangères fissent elles-mêmes rigoureusement observer par les bâtiments naviguant sous leurs pavillons les clauses du blocus, Montevideo n'en souf-ffrait que médiocrement. Outre les navires qui trompaient souvent la croisière argentine et entraient avec des bœufs chargés sur la côte du Brésil, le petit port de Buceo, situé à quelques milles de Montevideo et appartenant à Oribe, fournissait suffisamment le marché de la ville, et la viande n'y manquait pas. La station portugaise, qui s'y approvisionnait chaque jour comme les autres, avait organisé sur une vaste échelle une contrebande fort lucrative, en revendant un franc cinquante centimes le soir aux assiégés ce quelle avait payé le matin dix

⁽¹⁾ Ce fait odieux, démenti comme tous les faits de ce genre par des journaux de Rosas, a été confirmé par la déposition signée d'un capitaine du commerce français, témoin oculaire, et par le rapport officiel du commandant Sullivan, du brick de guerre anglais Philomet, envoyé sur les lieux par l'amiral Inglefield,

centimes aux assiégeants. Enfin l'hôpital recevait gratuitement de l'escadre française la quantité de bœuf nécessaire aux malades. Les personnes aisées et le commerce étranger payaient donc seulement plus cher qu'à l'ordinaire leur consommation quotidienne; quant à la classe pauvre, elle trouvait dans le poisson excellent de la baie une nourriture facile et très-abondante.

Mais un blocus absoluet sans conditions, tel que le voulait désormais Rosas, devait promptement décider la question. Avec ce blocus Montevideo était réduit. Le chargé d'affaires de France à Buenos-Ayres. M. de Bourboulon, et l'amiral Lainé, chef de la station, se fondant sur ce que l'acceptation par la France d'nn blocus partiel n'entraînait pas la conséquence qu'elle en admit un plus complet, refusèrent de le reconnaître jusqu'à ce qu'ils eussent reçu des instructions nouvelles, Sur ces entrefaites, un autre chargé d'affaires était arrivé de Paris. Soit qu'il envisageât autrement la question, soit qu'il crût mieux interpréter les intentions de la France, ce nouvel agent fut d'une opinion contraire. Il reconnut officiellement le droit de Rosas d'établir son nouveau blocus, et il écrivit au chef de l'escadre de n'y mettre aucun obstacle (1). Obligé de déférer à cette injonction, l'amiral Lainé fit aussitôt savoir à l'amiral argentin qu'il admettait le blocus absolu. Seulement il prit un délai pour la sûreté des opérations faites par le commerce français sous l'empire des conditions précédentes. C'en était donc fait de Montevideo, et la question de la Plata touchait à une solution désastreuse, quand un événement vint tout à coup changer la face des choses. Cet événement était l'intervention de la France et de l'Angleterre.

V.

L'INTERVENTION FRANCO-ANGLAISE. — M. DE MACKAU ET LE TRAITÉ DE 1840. — NÉGOCIATIONS DE BUENOS-AYRES EN 1845. — DÉCLARATION DE BLOCUS. — EXPÉDITION DU PARANA. — COMBAT D'OBLIGADO.

Depuis longtemps le Brésil supportait impatiemment la guerre qui ensanglantait les rives de la Plata. La prolongation des hostilités compromettait en effet gravement tous ses intérêts. D'une part, la province de Rio-Grande du sud, insurgée contre le gouvernement impérial, et

limitrophe de la Bande-Orientale, servait à chaque instant de refuge aux belligérants, qui venaient y encourager et aider même la rébellion. D'une autre part, l'issue probable de la lutte en faveur de Rosas était également menaçante pour l'avenir, en amenant sur la frontière brésilienne un voisin dangereux. Maître de Montevideo et de l'État-Oriental, le dictateur pouvait vouloir plus encore, et dès-lors il devenait peut-être difficile de le contenir. Aussi longtemps que le gouvernement de Rio-de-Janeiro avait eu son armée employée contre les rebelles de Rio-Grande, il s'était habilement tenu à l'écart, en affectant, à l'égard de Rosas, une neutralité complète; mais, en 1844, les choses changèrent. Cette vaste insurrection, qui durait depuis huit ans et absorbait les forces et les ressources de l'empire, se termina enfin par des transactions inespérées. Les chefs rebelles se soumirent, Débarrassé aussi heureusement d'une affaire intérieure qui avait touché si longtemps à sa stabilité, le Brésil voulut rentrer aussitôt dans la question de la Plata. Au mois d'octobre 1844, le vicomte d'Abrantès partit de Rio-de-Janeiro pour l'Europe.

Cet agent avait une double mission. Ostensiblement il était envoyé auprès des États allemands du Zollverein pour y traiter des intérêts commerciaux du Brésil; mais secrètement d'abord il avait ordre de se rendre en Angleterre et en France, afin d'y sonder les dispositions des gouvernements à l'égard de Montevideo, et, dans le cas où ces dispositions seraient conformes à celles du cabinet impérial, il devait provoquer les deux grandes puissances à s'unir au Brésil pour une triple intervention dans la Plata.

Les premières ouvertures du vicomte d'Abrantès furent assez favorablement écoutées à Londres. Le commerce anglais, celui de Liverpool surtout, se plaignait depuis longtemps de la prolongation d'une guerre qui entravait ses affaires et lui faisait éprouver des pertes considérables. Après quelques pourparlers, lord Aberdeen déclara donc à l'envoyé brésilien que le consentement de la France déciderait probablement celui de l'Angleterre. Fort de cette déclaration, le vicomte d'Abrantès partit pour Paris. La politique adoptée par le cabinet du 29 octobre, et l'attitude encore plus marquée qu'il avait prise récemment en exigeant le désarmement de la légion française, semblaient faire craindre que l'envoyé brésilien ne vînt se heurter à Paris contre une résolution bien arrêtée de neutralité quand même. Il n'en fut cependant point ainsi. Autant le ministère, se souvenant des longues et coûteuses erreurs du premier blocus, répugnait à rentrer seul dans une question dont il conservait l'illusion de se croire à tout jamais sorti par le traité de 1840, autant il céda facilement devant l'idée d'une intervention commune avec l'Angleterre. Ainsi posée, la question prenait, en effet, une double face. En intervenant de concert avec la

⁽¹⁾ Sans doute, tout belligérant a le droit parfait d'établir un blocus comme il l'entend, mais nous verrons plus tard que cette position même de belligérant, prise par Rosas, constituait une complète violation des traités.

Grande-Bretagne, on servait à la fois deux intérêts, dont l'un surtout avait une haute importance d'actualité. D'une part, on mettait fin aux plaintes incessantes des Français de Montevideo et aux attaques qu'elles suscitaient contre le gouvernement; de l'autre, on répondait victorieusement au défi jeté chaque jour par l'opposition de renouer l'entente cordiale brisée en 1840. Quel témoignage plus éclatant le ministère pouvait-il donner de ses bonnes relations avec l'Angleterre qu'en montrant les agents et les marines des deux nations unis dans un effort commun pour pacifier les rives de la Plata? La médiation armée fut aussitôt résolue. Toutefois plusieurs considérations déterminèrent les deux cabinets à refuser la coopération du gouvernement brésilien. Ils objectèrent qu'il était plus prudent de ne pas engager le Brésil dans une lutte contre ses voisins, et d'éviter ainsi pour l'avenir de nouveaux motifs de rivalité entre l'empire et les républiques belligérantes (1).

C'est ici le lieu d'expliquer en peu de mots ce qu'était exactement l'intervention franco-anglaise, car, soit dans la presse, soit à la tribune, on l'a rarement présentée sous son véritable jour. En fait, rien n'était plus utile, d'une politique plus sage; en droit, rien n'était plus juste, mieux fondé que cette intervention. Un court examen des faits

suffit pour s'en convaincre.

Les puissances médiatrices disaient à Rosas : « Le gouvernement de Buenos-Ayres a solennellement reconnu l'indépendance absolue de la République-Orientale par deux traités : le premier, passé avec le Brésil sous la médiation de l'Angleterre, en août 4828; le second, avec la France, en 1840. Or, la guerre que vous faites en ce moment à Montevideo constitue la violation flagrante de ces traités. De deux choses l'une : ou vous agissez pour votre propre compte, et alors vous outrepassez les droits de belligérant en voulant renverser le gouvernement oriental pour lui substituer votre domination dans la personne de l'ancien président Oribe, devenu général argentin; ou bien vous combattez comme allié du général Oribe, et alors vous vous immiscez dans les affaires intérieures de la République-Orientale. Dans les deux cas, vous attaquez l'indépendance de cet État, car vous venez à main armée lui imposer un chef. Pour respecter cette indépendance, laissez les Orientaux s'arranger entre eux. Les étrangers, dites-vous, ont pris les armes pour la défense du gouvernement de Montevideo. Oui, sans doute; mais ils n'ont pris ces armes qu'à l'arrivée de vos troupes et

pour protéger leurs personnes et leurs propriétés. Retirez vos troupes, et nous nous engagerons à désarmer aussitôt les étrangers de Montevideo. Que les Orientaux, affranchis de toute influence extérieure, choisissent librement le chef qui leur convient, et, quel qu'il soit, nous le reconnaîtrons. Depuis trois ans cette guerre, dont les sanglantes représailles déshonorent l'humanité, entrave les relations de l'Europe avec ce pays et fait éprouver au commerce des pertes irréparables. L'intérêt de tous veut le rétablissement de la paix. Quant à vos droits de belligérant, nous sommes prêts à vous en garantir la conservation et à vous assurer les indemnités et avantages qui vous seraient dus. Médiateurs impartiaux, nous ne réclamons que la paix et l'exécution des traités. » Telles étaient en substance les instructions des deux gouvernements. Il est donc facile de voir que les puissances ne venaient pas, ainsi qu'on l'a souvent répété, prendre parti pour Montevideo contre Rosas, pour Rivera contre Oribe, pour les unitaires contre les fédéraux. Les intérêts de personne ou de localité étaient soigneusement mis à l'écart pour l'intérêt général, celui d'une paix durable basée sur le maintien des traités existants. En fait et en droit, nous le répétons, rien n'était mieux fondé, moins discutable que l'intervention.

L'Angleterre avait choisi pour son agent dans cette affaire M. Gore Ouseley, nommé récemment ministre de la reine à Buenos-Ayres, et qui se rendait précisément à son poste. Comme la France n'avait alors dans la Plata qu'un chargé d'affaires, et qu'il était nécessaire d'envoyer un représentant d'un rang égal à celui du ministre d'Angleterre, le gouvernement désigna M. le baron Deffaudis. Ce choix était excellent. Ancien directeur aux affaires étrangères, successivement ministre de France au Mexique et près la diète de Francfort, M. Deffaudis était plus que personne propre à une mission de ce genre. Habitué aux négociateurs espagnols, ferme et conciliant à la fois, inflexible sur le but, facile sur les moyens, le plénipotentiaire de France présentait toutes les garanties que peuvent offrir la haute expérience des affaires et la longue pratique des hommes unies au caractère le plus honorable.

Mais, tandis que l'on posait ainsi sagement les bases de l'intervention, en l'appuyant sur des ordres excellents remis à un agent des plus capables, on s'interdisait d'avance tout succès par la plus fâcheuse complication. M. Deffaudis était encore dans le port de Brest qu'un autre agent, envoyé dans le même but, faisait voile vers la Plata. Quoique cette double mission ait été plusieurs fois le sujet de discussions publiques à la tribune et dans les journaux, nous croyons devoir en faire connaître ici la cause.

Parmi les membres du cabinet français, un seul avait obstinément protesté contre l'intervention : c'était M. le vice-amiral de Mackau. Envoyé subitement à Buenos-Ayres, en 1840, M. de Mackau n'avait sé-

⁽¹⁾ Ce refus d'adjoindre le Brésil à l'intervention, dû principalement à l'entente peu complète qui subsistait alors entre l'Angleterre et le cabinet de Rio-de-Janeiro, est une faute regrettable. Soit que l'on agit seulement par la voie diplomatique, ou que l'on fût contraint de recourir à la force, la coopération du gouvernement brésilien était d'une incontestable importance, et offrait toutes les garanties de franchise et de loyauté.

journé dans la Plata que le temps nécessaire pour y recevoir, sur les hommes et les choses, les impressions premières, impressions toujours incomplètes et fausses trop souvent, dans les pays espagnols surtout. A cette époque, les esprits étaient fatigués par trois années de guerre, et chacun désirait la paix. Tout le monde, ceux-là surtout qui voulaient un arrangement à tout prix, saluaient d'avance le nouvel envové comme le pacificateur du pays, et le bâtiment où flottait son pavillon comme l'arche d'où allait s'envoler la colombe chargée de porter le rameau d'olivier dans toutes ces malheureuses provinces. M. de Mackau ne savait rien de la question de la Plata; il apprit à la connaître par le général Rosas lui-même. A peine débarqué, l'amiral fut logé au Château-fort de Buenos-Ayres et défrayé par le trésor public. Tous les honneurs lui furent rendus. Environné des agents du dictateur, toujours escorté de deux généraux argentins chargés de veiller avec un soin particulier sur sa personne, rien ne pouvait venir du dehors qui dérangeât le programme arrêté d'avance pour recevoir dignement l'hôte du maître. Tout cela, d'ailleurs, n'empêchait pas la négociation de suivre son cours. De fréquentes entrevues avaient lieu entre l'amiral et le général Rosas ou son ministre don Felipe Arana. Cette fois, le dictateur trouvait enfin un agent français qui n'était pas vendu à ses ennemis! il pouvait donc parler sans réserve et s'épancher librement! C'est ce qu'il fit.

Avec cette habileté de langage commune aux négociateurs espagnols, et qui est développée chez lui à un degré merveilleux, le général Rosas déroula devant M. de Mackau le sombre tableau des événements de la Plata. Qui avait allumé ces longues guerres et couvert les provinces argentines de sang et de deuil, si ce n'était les sauvages unitaires réfugiés à Montevideo? Leurs crimes n'excitaient-ils pas encore chaque jour, dans les rues mêmes de Buenos-Ayres, une effervescence populaire impossible à réprimer? Ces immondes incendiaires ne persistaient-ils pas à méconnaître le pardon généreux et les garanties que leur offrait le général Rosas? Car enfin, que voulait-il, lui, le général Rosas, sinon le bonheur de tous? Élu contre sa volonté par le peuple, n'était-il pas toujours rappelé au pouvoir malgré ses constants efforts pour rentrer dans l'obscurité? Et cependant de quelle poire ingratitude ne le payaient pas ses ennemis? etc., etc. Telles étaient les thèses quotidiennes sur lesquelles s'abandonnait avec amertume le dictateur de Buenos-Ayres. Qui eût pu l'écouter froidement et refuser un écho à ses douleurs?

Cependant il était un aveu que le général Rosas n'osait faire à M. de Mackau, dans la crainte sans doute que son émotion ne le trahît; il en chargea don Felipe Arana. Celui-ci, qui développait chaque jour, avec une faconde intarissable, les thèmes de son maître, profita de la pre-

mière occasion pour éclairer M. de Mackau sur les intentions du gouverneur. « Le traité que vous allez signer, lui dit-il, va combler, du reste, tous les vœux de Son Excellence, car il lui permettra de réaliser enfin un projet dont elle m'entretient souvent. Après avoir assuré la paix de la république, l'illustre général compte abdiquer le fardeau du pouvoir. Seulement il veut demander une récompense à son pays; la seule désormais qu'il ambitionne, c'est la faveur d'aller le représenter à Paris, pour y admirer de plus près les vertus du roi des Français. » L'émotion de don Felipe, en prononçant ces derniers mots, s'était communiquée à son interlocuteur qui, se levant pour sortir, lui prit les mains avec attendrissement et l'assura qu'il allait faire connaître en France ce nouveau trait de grandeur d'âme du gouverneur de Buenos-Ayres (1).

C'est sous ces impressions, fortifiées chaque jour davantage dans son esprit, que M. de Mackau avait quitté Buenos-Ayres. Le traité d'octobre, qui n'était que la consécration de toutes ses idées sur le dictateur, assurait à tout jamais, selon lui, la paix et le bonheur dans la Plata. Le général Rosas ne restait-il pas le seul maître? A quelles mains plus dignes pouvait-on confier les destinées du pays? Il est donc facile de concevoir le bouleversement qu'apportait dans les convictions de M. de Mackau l'idée d'une intervention nouvelle dans la Plata, de nature à y compromettre un pouvoir qui lui apparaissait comme l'idéal des gouvernements. Néanmoins, quelle que fût sa répugnance à voir revenir sur l'œuvre dont il s'était tant félicité, le négociateur de 1840 dut se réunir à ses collègues et céder surtout à une volonté devant laquelle s'inclinait son dévouement. Toutefois il y mit une condition. Il voulut que son aide-de-camp, M. le capitaine Page, se rendit de sa part auprès de Rosas. Indépendamment de l'expression des sentiments personnels de M. de Mackau dans cette affaire, M. Page devait porter au dictateur une lettre écrite par M. Guizot à son collègue de la marine. Cette lettre, suffisamment connue, déclarait que « la France n'avait pas un instant l'idée de porter la moindre atteinte au pouvoir du général Rosas; que la médiation n'avait absolument rien qui lui fût hostile; qu'on ne voulait que la paix, qu'on désirait conserver avec lui les bonnes relations établies en 1840; enfin, que M. Page, mieux que personne, était en état d'expliquer les véritables intentions du gouvernement français. » Sans doute, M. Page, homme d'esprit et écrivain distingué, était fort propre à remplir une mission quelconque; mais que dire de celle qu'on lui confiait? Comment qualifier cette idée d'envoyer, à côté d'un agent officiel dépositaire des ordres de son gouver-

M. Arana se plaît encore aujourd'hui à citer souvent cette preuve de sensibilité de M. de Mackau.

nement, un autre agent subalterne chargé d'expliquer confidentiellement « les véritables intentions » de ce même gouvernement?

Quoi qu'il en soit, la mission particulière de M. de Mackau entraînait avec elle un résultat inséparable qui ne se fit pas attendre. L'arrivés de M. Page à Buenos-Ayres suffit pour déterminer la conduite de Rosas En apprenant les « véritables intentions » du ministère, le dictateur ne douta pas un instant que la France n'eût résolu de l'aider à finir la guerre à son profit, en donnant une seconde édition au traité de 1840 Une autre circonstance, d'ailleurs, venait encore raffermir cette conviction; c'était l'attitude du ministre d'Angleterre. Arrivé quelque temps avant son collègue, M. Ouseley attendait sans prendre position. Esprit fin et rompu à la diplomatie, mais caractère extrêmement donx et facile, il écoutait tout et laissait faire autour de lui sans jamais protester. Il n'y avait donc plus d'obstacles, et la négociation s'arrangeait à merveille. Les puissances livraient Montevideo à l'armée argentine, on en finissait avec les sauvages unitaires, et les deux rives de la Plala ne reconnaissaient plus qu'un maître. Tout était réglé d'avance, il N'i AVAIT PLUS QU'A SIGNER. Les choses en étaient là le 28 mai, jour où le plénipotentiaire de France mouilfait devant Buenos-Ayres.

Certes, si jamais Rosas avait osé rèver un complet triomphe, il dut croîre que la fortune le lui donnait. Les deux premières puissances du monde venant l'aider à écraser ses ennemis et couronnant ses victoires en reconnaissant sa souveraineté dans toute la Plata! Quelle plus éclatante consécration pouvait recevoir sa politique? Mais, hélas! l'illusion fut courte. M. Deffaudis était à peine débarqué et réuni à son collègue, M. Ouseley, que tout l'édifice construit sur les « véritables intentions » envoyées par M. de Mackau croulait devant les instructions formelles données aux plénipotentiaires. Loin de reconnaître le blocus absolu de Montevideo, les puissances médiatrices voulaient une suspension d'hostilités et la levée du blocus partiel. Au lieu de livrer la ville à Oribe, elles exigeaient, comme mesure préalable à toute négociation, la retraite immédiate des troupes argentines. Toutefois ce brusque renversement de ses espérances ne déconcerta point Rosas. Habitué aux difficultés, il attaqua résolument celle qui se présentait.

La première idée que lui fournit son esprit toujours fertile fut de semer la désunion entre les deux ministres, en les prenant séparément pour les opposer ensuite l'un à l'autre. Mais cette idée n'aboutit pas. Autant M. Deffaudis se déclarait empressé d'aller présenter ses devoirs au gouverneur, chaque fois que celui-ci voudrait bien le recevoir, autant il refusait d'entrer en conférence sans son collègue, et M. Ouse-ley ne se montrait pas plus traitable. Quelle différence avec M. de Mackau! Désespérant de briser l'entente cordiale par ses propres éléments, le dictateur songea dès-lors à y introduire un élément étranger. A cet

effet, il jeta les yeux sur le ministre des États-Unis, M. W. Brent. Cet agent s'adaptait merveilleusement au rôle de comparse qu'on lui destinait. Élevé à l'école puritaine la plus radicale, propagateur ardent de la tempérance du père Mathew, esprit philosophique dans l'acception la plus nébuleuse, vieillard fort honorable d'ailleurs, M. Brent s'ouvrit avec empressement à l'idée d'intervenir dans l'intervention. Quelques mots d'américanisme, semés dans son imagination confuse, suffirent pour décider une initiative de sa part. Mais une fois encore le dictateur n'avait pas rencontré. Ce moyen dilatoire, dont il espérait beaucoup, était à peine formulé, que les plénipotentiaires en faisaient aisément justice dans une note très-courte, très-nette, et sans réplique (1).

Cependant il restait encore à Rosas, pour gagner du temps, une dernière ressource qu'il emploie toujours avec succès. C'était de déplacer incessamment la question et de l'embrouiller tellement qu'on ne pût en sortir. Jusqu'alors, selon son expression, il était venu à bout de tous les diplomates français avec «une rame de papier», et il n'y avait aucune raison pour que M. Deffaudis échappât au sort de ses prédécesseurs. Quand on lui citerait, à propos du blocus de Montevideo, tous les blocus modernes; quand on discuterait le traité de 1840 au moyen des traités d'Utrecht et de Westphalie; quand on lui parlerait tour à tour de l'Europe, de l'Amérique, du Brésil, du Mexique, d'Alger, de la Confédération, d'Oribe, de Rivera, du droit des gens, du droit des nations, du droit public, etc., etc., tout cela accompagné de citations de Vattel, de Grotius, de Puffendorf, etc., il serait bien obligé de s'expliquer. Or, le temps était évidemment contre les médiateurs. Tandis que l'on discuterait à Buenos-Ayres, on pouvait les dénoncer à l'Europe et les faire rappeler; Montevideo, réduite à toute extrémité, pouvait ouvrir ses portes à l'armée argentine; enfin, l'entente cordiale elle-même pouvait se briser d'un moment à l'autre, soit par la désunion des agents, soit par quelque collision fortuite entre les deux marines. Certes, tout cela était possible, presque probable; il fallait donc avant tout gagner du temps en prolongeant la discussion. Mais là encore le dictateur devait échouer. Pour la première fois, il se heurtait contre une diplomatie qui défiait son habileté; les beaux jours de la mission de M. de Mackau étaient passés; la «rame de papier» elle-même faisait defant.

Les plénipotentiaires écrivaient peu et parlaient moins encore. Vainement don Felipe Arana, cherchant à les attendrir sur les malheurs de

⁽t) Le gouvernement de Washington, en apprenant l'équipée diplomatique de son agent, le rappela aussitôt.

la Bande-Orientale, gouvernée par les sauvages unitaires, leur exposait en regard les vertus fédérales du général Oribe; ils restaient froids à ses récits, et se bornaient à déclarer que tout cela était très-vrai sans doute, mais que les affaires intérieures de Montevideo ne les regardaient pas, ni le général Rosas non plus, et qu'il fallait d'abord retirer l'armée argentine. Les notes écrites n'avaient pas plus de succès. Fermement retranchés dans leurs instructions, MM. Deffaudis et Ouse-ley persistaient à refuser toute discussion étrangère au débat. Malgré ses efforts multipliés pour échapper à une réponse formelle, Rosas fut bientôt contraint d'y arriver. Inexorablement ramené à la question, c'est-à-dire au rappel de ses troupes et de son escadrille, exigé par les puissances, il dut enfin s'expliquer, et refusa.

Ce cas, prévu par les instructions, obligeait les deux plénipotentiaires à prendre leurs passe-ports. Le 30 juillet, en présence de la population de Buenos-Ayres assemblée sur le rivage, ils s'embarquèrent avec le personnel de leurs missions. Quelques jours après, les forces navales franco-anglaises capturaient devant Montevideo l'escadrille argentine pour la mettre sous séquestre, et le blocus de Buenos-Ayres était déclaré (1).

La déclaration de blocus, qui ouvre la seconde phase de l'intervention, restera comme l'un des actes importants de la diplomatie moderne dans l'Amérique du Sud. Jamais la question qui s'agite depuis quinze ans entre l'Europe et la Plata n'avait été posée avec autant de netteté et dans une circonstance aussi solennelle. Pour la première fois, le dictateur de Buenos-Ayres était publiquement démasqué, et cela par deux agents diplomatiques à la fois parlant au nom de la France et de l'Angleterre. Ce manifeste, modèle de logique et de vigueur, résumait complétement le débat. Après avoir établi le droit des puissances médiatrices et dévoilé les projets ambitieux de Rosas sur la malheureuse République-Orientale, ruinée et dévastée par les

armées argentines, les plénipotentiaires dénonçaient à l'indignation de l'Europe tous les actes odieux commis par le dictateur. Ils rappelaient que, par ses ordres, on avait arrêté et incorporé dans l'armée des résidents étrangers, dont on avait préalablement déchiré les papiers de sûreté; fait interner par la violence ceux qui habitaient la côte; expulsé le consul de France de Montevideo; brisé les phares pour multiplier les dangers de la navigation; dépouillé et fait prisonniers les équipages de bâtiments naufragés; accablé d'outrages et de mauvais traitements les étrangers de la Colonia, après avoir pillé et brûlé leurs maisons, etc., etc. Enfin, ils signalaient dans toute leur iniquité les mesures violentes prises contre le commerce par la brusque fermeture des fleuves intérieurs, mesures adoptées au mépris de toute justice et dictées par le seul dessein de nuire.

Certes, quand un despote américain, ressuscitant au xix siècle la politique des régences barbaresques, se livre à des actes de cette nature, et quand la France et l'Angleterre dressent son acte d'accusation, il semble invraisemblable que le châtiment ne suive pas aussitôt. Malheureusement il devait en être ainsi. Les plénipotentiaires étaient arrivés aux limites de leurs instructions. Après avoir établi le blocus, ils avaient ordre d'attendre les résolutions ultérieures de leurs gouvernements.

Cependant cette attitude d'expectative commandée aux médiateurs leur imposait des devoirs. Envoyés pour protéger l'indépendance de la République-Orientale, alors que la totalité de son territoire, Montevideo excepté, se trouvait au pouvoir de Rosas, ils devaient assurer avant tout la conservation du dernier rempart où flottait encore l'étendard libre du pays. Or, à cette époque, la situation de Montevideo était désastreuse. D'abord, par suite du long blocus de la ville qui avait empêché les arrivages d'Europe, les habitants, les commerçants surtout, se trouvaient à peu près ruinés. En second lieu, l'occupation de tous les points de la côte par les troupes argentines ne permettant aucun embarquement des produits du pays, toujours amenés à Montevideo pour l'exportation, enlevait au gouvernement le revenu de sa douane, c'està-dire sa dernière ressource; car il avait tout vendu, édifices, terrains, eglises, et jusqu'aux places publiques. Si l'on songe que ce gouvernement, outre les frais de guerre occasionnés par une lutte quotidienne et la nourriture de la garnison, devait encore fournir chaque jour plusieurs milliers de rations aux habitants, on comprendra la position difficile des médiateurs, obligés de soutenir une ville littéralement réduite aux abois. Sans doute, des bons tirés sur les trésors de Paris et de Londres auraient aisément fait face à la situation; mais les gouvernements n'avaient point autorisé ces dépenses, et d'ailleurs on se fût engagé par là dans une voie peut-être imprudente.

⁽¹⁾ Nous n'avons fait que résumer ici les négociations de Buenos-Ayres. Pendant leur durée, c'est-à-dire pendant deux mois, les plénipotentiaires ont épuise tous les moyens de conciliation. Dans leur désir d'une issue pacifique, non-seulement ils ont abandonne complétement la forme pour le fond, en laissant à Rosas de motiver comme il le voudrait la retraite de ses troupes, mais encore ils ent pris sur eux, malgré les instructions anglaises qui excluaient Oribe et Rivera de la présidence, de déclarer que, si Oribe était librement étu par les Orientaux, ils s'empresseraient de le reconnaître, offrant même d'aller plus loin et de traiter directement avec lui, si on leur garantissait le succès. Rosas a tout refusé, jusqu'à une simple suspension d'hostilités pendant qu'on discutait à Buenos-Ayres! Ces faits que nous citons, aussi bien que tous ceux qui ressortent des notes échangées (publiées par Rosas lui-même), répondent surabondamment aux accusations aussi injustes que violentes dont MM. Deffaudis et Ouseley ont été plusieurs fois l'objet.

Toutefois, bien que l'adoption de ce moyen, à la rigueur justifiée par les circonstances, n'eût pas entraîné d'abord à un chiffre considérable, les plénipotentiaires résolurent de l'écarter et de créer, à l'aide des propres éléments du pays, les ressources nécessaires au salut de Montevideo.

La première mesure à prendre était la subsistance de la garnison. Il y fut aussitôt pourvu. Par l'entremise des médiateurs, le gouvernement contracta un nouvel emprunt avec le commerce étranger. Les revenus de la douane, en 1848, devaient être affectés au paiement de cet emprunt, et l'exécution du contrat restait placée sous la garantie diplomatique des deux puissances. Cette mesure, qui paraît aux exigences du moment, allait être bientôt suivie d'une autre plus importante et de nature à modifier considérablement la situation.

Ce n'était pas seulement dans la Bande-Orientale, dont les troupes argentines occupaient tous les points, que le commerce se trouvait arrêté; les ports de l'Entre-Rios, de Corrientes et du Paraguay, éprouvaient aussi le même sort. L'interdiction mise par Rosas à l'entrée et à la sortie des fleuves pour tout bâtiment sous pavillon étranger avait depuis longtemps suspendu les arrivages de Parana, opérés ordinairement au moyen du cabotage. Par suite de cet empêchement, les produits du pays, achetés en grande partie par le commerce européen, s'étaient accumulés dans tous les entrepôts du littoral. La seule ville de Corrientes, outre les laines, graisses et crins, renfermait plus de 600,000 cuirs appartenant aux négociants de Montevideo. Détenus ainsi au Ioin, non-seulement ces produits manquaient pour les chargements de retour des navires d'Europe, mais, de plus, ils couraient le risque de devenir d'un jour à l'autre la proie du dictateur. Dans cet état de choses, les plénipotentiaires déciderent qu'une expédition armée entrerait dans le Parana et remonterait jusqu'à Corrientes, pour rétablir la libre navigation du fleuve et assurer ainsi le transport à Montevideo des marchandises réunies sur tous les points. Les amiraux Lainé et Inglefield, par leurs habiles dispositions, eurent bientôt achevé les préparatifs. Au mois d'octobre, tandis que l'escadrille montévidéenne, partie quelque temps auparavant, remontait l'Uruguay, l'expédition combinée quittait Montevideo, faisant voile pour le Parana. Cette exploration d'un fleuve immense, où les pavillons de France et d'Angleterre allaient flotter pour la première fois, excitait chez tous un ardent enthousiasme. Rarement les circonstances avaient ouvert à l'esprit aventureux et à l'émulation des marins un champ aussi vaste et aussi attravant.

L'escadre combinée se composait de huit bâtiments à voile et trois à vapeur. Les forces françaises étaient sous les ordres de M. le capitaine Tréhouart (depuis contre-amiral), et le capitaine Hotham commandait la division anglaise. Les premiers jours de navigation furent

difficiles. Après avoir donné, non sans effort, dans les passes de l'île de Martin-Garcia (située au confluent de l'Uruguay et du Parana, qui se réunissent pour former la Plata), l'escadre s'engagea dans les bouches du Parana. Ces bouches, nombreuses, longues et étroites, parsemées d'îles et de bas-fonds, présentaient les plus grands obstacles. Les pilotes du pays, habitués à conduire des goëlettes de quelques tonneaux, étaient impuissants à guider les bricks et les corvettes de l'expédition. Il fallait donc marcher le jour à la sonde en mouillant chaque soir, interroger les différents canaux qui se montraient, revenir sur ses pas en changeant souvent de direction et chercher laborieusement une route que n'indiquait aucune carte ni la moindre balise. Obligés de lutter incessamment contre le courant et de manœuvrer presque sur place malgré lui, les bâtiments s'échouaient à chaque instant ou étaient portés en dérive les uns sur les autres. Enfin, après plusieurs jours d'efforts et de persévérance, l'expédition parvint à triompher de ces difficultés sans nombre. Grâce à l'habileté des deux commandants, grâce surtout à l'entente parfaite et à l'émulation des deux marines, l'escadre combinée déboucha le 17 novembre dans le grand fleuve sans avoir perdu ni un bâtiment ni un matelot. Le lendemain, elle mouillait à trente lieues de là, en face de la pointe d'Obligado.

A cet endroit, les eaux profondes et majestueuses du Parana se resserrent tout-à-coup, pour ne laisser qu'un passage de huit à neuf cents mètres environ. Sur la rive gauche, la côte de l'Entre-Rios étend sans accidents ses bords tristes et marécageux; mais en face, sur la côte argentine, s'élève un large mamelon dont le plateau prolongé assez avant dans la plaine, domine le fleuve presque à pic, sauf dans une partie étroite, où le terrain légèrement découpé s'abaisse graduellement vers le rivage. C'est dans ce lieu, déjà si bien fortifié par la nature, que Rosas avait réuni tous ses moyeus de résistance à ce qu'il appelait l'invasion de son domaine. La position était formidablement défendue. Quatre batteries armées de gros calibre et décelant une main européenne avaient été construites. La première se trouvait sur l'angle de la falaise, les deux autres rasantes étaient au bas du plan incliné, et la quatrième, dominant tout, s'élevait sur la crête du plateau, et plongeait au loin ses feux dans la direction du courant. Le fleuve lui-même était barré par une estacade formée de vingt-quatre bâtiments amarrés et relies entre eux par trois fortes chaînes de fer. A l'une des extrémités, sur la rive droite, se trouvaient dix brûlots prêts à être lancés , et à l'autre extrémité , au delà de l'estacade, était mouillé, en guise de batterie flottante, un gros brick fortement armé et destiné à croiser ses feux avec ceux de la rive opposée. Enfin, outre les batteries et plusieurs pièces volantes, toutes servies par des déserteurs européens, composant les équipages de la

flottille argentine capturée devant Montevideo, un camp se trouvait adossé à un petit bois couronnant le mamelon. Ce camp, dernier effort de Rosas, comptait environ 4,000 hommes, représentant la totalité des hommes valides de quinze à soixante ans, levés par force dans les malheureuses provinces argentines, et enrôlés à coups de bâton jusque dans les rues de Buenos-Ayres. Rassemblées, depuis deux mois, à Obligado sous les ordres du général Mancilla, beau-frère du dictateur, ces forces s'exerçaient chaque jour à la lutte qu'elles devaient engager contre l'expédition.

Le 30 au matin, des que la brume eut disparu, l'escadre combinée appareilla, en trois divisions d'attaque, pour venir se placer en face des batteries, et le feu s'ouvrit aussitôt de part et d'autre. Nous ne redirons point ici les détails de ce glorieux combat, longuement raconté par les journaux de France et d'Angleterre. Nous rappellerons seulement qu'après une canonnade de sept heures consécutives, la journée fut décidée par une manœuvre anssi habile qu'audacieuse du capitaine Tréhouart. Cet intrépide officier, dont le brick avait été le matin criblé de boulets et mis hors de combat, rallia ses trois autres bâtiments et les fit échouer contre le rivage, à portée de pistolet des batteries. Tandis que les derniers canonniers rosistes étaient écrasés sous la mitraille, les marines anglais, débarquant avec beaucoup d'ensemble et de vigueur, attaquaient l'infanterie argentine ralliée dans le bois, et la culbutaient, malgré les efforts du général argentin, qui la faisait charger à coups de lance par ses gauchos pour la ramener au combat. Les compagnies françaises de débarquement, sautant à terre sur un autre point, acheverent la déroute de l'ennemi, qui se retira en désordre et gagna la plaine, laissant environ cinq cents morts sur le champ de bataille.

Depuis Navarin les marines de France et d'Angleterre n'avaient pas uni leurs pavillons, et jamais elles n'eurent occasion de déployer plus de dévouement, de bravoure et de fraternité. Pour la première fois peut-être on vit des bricks et des goëlettes s'embosser à demi-portée de batteries armées de gros calibre, protégées d'épais retranchements, et forcer un fleuve formidablement défendu, encombré de brûlots et traversé de chaînes (1). Le lendemain, de nouvelles forces descendirent à terre pour achever la destruction des batteries commencée la veille. On brûla les affûts; les canons, cassés ou encloués, furent jetés dans le fleuve; dix pièces de bronze ainsi que des muni-

tions considérables furent seules conservées et embarquées à bord de l'escadre. Après avoir rendu les derniers devoirs aux victimes de ce glorieux combat, expédié à Montevideo les nombreux blessés et réparé les avaries des bâtiments, dont plusieurs avaient recu plus de cent boulets. l'escadre se remit en marche remorquée par la vapeur, et accompagnée de quelques navires de commerce arrivés dans l'intervalle. Aucun obstacle sérieux ne pouvait désormais l'arrêter ; le vaste courant du Parana était ouvert jusqu'au Paraguay. Un vif et saisissant intérêt s'attachait à cette expédition, qu'allaient suivre bientôt les riches cargaisons de l'Europe. Véritable croisade commerciale, elle s'avançait comme à la découverte sur les eaux presque vierges du grand fleuve, et la colonne de fumée, jadis le symbole de la pérégrination biblique, aujourd'hui l'expression de la civilisation moderne, la précédait dans ces parages ignorés au xixº siècle. A ce spectacle si nouveau pour elles, les populations accouraient partout au rivage. Seulement les deux bords du fleuve présentaient un aspect bien différent. Dans la province de Corrientes, les habitants, si longtemps opprimés, se pressaient en foule pour saluer comme des libérateurs ces pavillons qui venaient flotter devant leur territoire. Sur la côte argentine, quelques rares familles, composées de femmes, d'enfants et de vieillards, seuls restes des longues guerres de Rosas, contemplaient d'un œil ébahi ces Européens que le dictateur les enseignait à haïr comme « d'immondes sauvages. » Enfin , après une marche de trois cents lieues, le terme du voyage arriva. Au mois de janvier, le vapeur français Fulton, seul bâtiment qui pût remonter aussi haut, mouillait près de la sainte et mystérieuse ville de l'Assomption.

Mais, tandis que le canon d'Obligado ouvrait ainsi glorieusement le Parana, les événements avaient marché dans la Bande-Orientale. Comme l'avaient prévu les plénipotentiaires, la situation s'était promptement modifiée. Les troupes argentines qui occupaient, deux mois auparavant, le territoire entier de la république, avaient cédé aux premiers efforts tentés contre elles. Après avoir repris, avec l'aide des marines combinées, l'importante position de la Colonia et l'île de Martin-Garcia, l'escadrille montévidéenne avait aussitôt fait voile pour l'Uruguay. Commandée par un officier d'une intelligence et d'une bravoure remarquable (le colonel Garibaldi), elle s'était rendue maîtresse de toutes les petites ville du littoral : Mercedes, le Rincon, le Salto, etc., avaient été rapidement enlevés et mis en état de défense. De nombreux Orientaux, désertant les rangs argentins où on les retenait, s'étaient joints à leurs compatriotes, ainsi que beaucoup de gauchos; bientôt il s'était formé un corps de troupes capable de reprendre l'offensive et de dominer toute la côte de l'Uruguay.

Une opération semblable, tentée dans le sud, avait donné des ré-

⁽¹⁾ Les commandants français qui ont si glorieusement combattu sous les ordres du capitaine Trébouart sont MM. Mazères, du Parc, de Miniac et La Rivière, montant le Fulton, le Pandour, l'Expéditive et le Procida. La brillante conduite du capitaine Mazères a particulièrement été admirée de toute l'escadre anglaise.

sultats aussi complets. Emportée par un coup de main, la ville de Maldonado, située à l'embouchure de la Plata, était devenue le centre d'une insurrection qui s'étendait chaque jour davantage. Un certain colonel Silveira, officier de l'école de Rivera, était à la tête de ce mouvement et tenait la campagne contre l'armée argentine. A l'aide de ses gauchos, il inquiétait les troupes de Rosas, leur enlevait leurs chevaux, leur bétail, les forçait incessamment à se replier vers Montevideo et faisait une guerre de partisan à laquelle se prêtait aisément le département de Maldonado, coupé de bois et de coteaux.

Du reste, ces diversions entreprises sur les points importants du territoire n'avaient pas eu seulement pour résultat de restreindre la domination jusqu'alors absolue de l'armée argentine et de relever le drapeau national dans la campagne. Le contre-coup de ces premiers succès avait promptement réagi sur la capitale. Montevideo renaissait de ses deux années de ruine. Les relations commerciales, si longtemps interrompues avec l'Europe, avaient repris tout à coup, grâce au blocus de Buenos-Avres. Tous les bâtiments en destination de ce port refluaient dans celui de Montevideo, et venaient imprimer aux affaires une activité nouvelle. Des deux bords de l'Entre-Rios et du fond de l'Uruguay, les produits indigènes arrivaient en foule pour les chargements de retour et augmentaient en proportion les recettes de la douane. D'un autre côté, sous l'influence des événements, la ville avait vu s'organiser dans son sein la plus vaste expédition commerciale dont l'Amérique du Sud offre l'exemple. A la nouvelle du combat d'Obligado et de l'affranchissement du Parana, un convoi de quatrevingts bâtiments marchands s'était mis en route et suivait les traces de l'escadre combinée. Ces bâtiments allaient porter les produits de l'Europe à Corrientes, au Paraguay, dans les provinces centrales du Brésil, jusqu'en Bolivie, et ouvrir au commerce du monde plus de cinq cents lieues de fleuves et de rivières. Eufin, une dernière circonstance était venue consolider encore cette heureuse situation. Deux détachements de régiments anglais, passant à Rio-de-Janeiro, avaient été successivement détournés et envoyés à Montevideo, qui restait désormais à l'abri de tout danger du côté de l'armée argentine.

D'ailleurs, cette armée elle-même venait d'éprouver un échec considérable. La plus forte de ses divisions se trouvait engagée dans l'Entre-Rios et gravement compromise. Voici à quelle occasion. VI.

LA PROVINCE DE CORRIENTES. — TRAITÉ ENTRE CORRIENTES ET LE PARAGUAY.

— LE GÉNÉRAL PAZ. — ÉVÉNÉMENTS DE L'ENTRE-RIOS. — SOLUTION
FACILE DE LA QUESTION AU COMMENCEMENT DE 1846.

La province de Corrientes, qui est encore aujourd'hui l'un des États belligérants de la Plata, occupe, comme on le sait, le haut de la vaste presqu'île formée par le Parana et l'Uruguay. Cette position d'isolement, en développant chez les Correntinos un ardent esprit de provincialisme et d'indépendance, les avait longtemps maintenus en dehors des luttes du pays. Jusqu'en 1839, ils échappèrent aux commotions incessantes qui bouleversèrent les provinces argentines. Mais, à cette époque, la violation des traités par Rosas et ses exigences tyranniques les avant obligés à une rupture ouverte avec Buenos-Ayres, ils prirent les armes pour la défense de leurs droits. Le dictateur, les qualifiant aussitôt de sauvages unitaires, fit marcher contre eux une armée qui passa le Parana, et envahit leur territoire sous les ordres du général Échague. Les malheureux Correntinos tentèrent vainement de résister. Après une courageuse défense, ils furent écrasés à la bataille de Pago-Largo; tous les prisonniers furent égorgés, et leur infortuné gouverneur, Béron de Astrada, devint un exemple de plus des vengeances de Rosas (1). Toutefois cette victoire n'assura point au dictateur la domination de Corrientes; il ne put jamais y établir que momentanément le régime de terreur qu'il appliquait aux provinces argentines. Fermement résolus à maintenir leur indépendance, les Correntinos ne perdaient aucune occasion de se relever de leurs défaites. Après la bataille de l'Arroyo-Grande, quand toutes les forces de Rosas marchèrent sur Montevideo, ils se préparèrent à une lutte nouvelle. Tous les habitants furent appelés à prendre les armes; un corps de six mille hommes se forma aussitôt, et le général Paz fut invité à venir en prendre le commandement. Il était impossible de remettre en plus dignes mains la cause du pays.

Si les événements avaient donné au général Paz la haute fortune

⁽i) Il fut écorché, et de sa peau découpée en lanières on fit une bride de cheval dont le dictateur s'est longtemps servi.

vers laquelle semblaient devoir le porter ses talents et son caractère. sa vie pourrait être mise en parallèle avec celle de Rivera, car elle n'est pas marquée de moindres vicissitudes. Homme de la ville, et formé à la noble et généreuse école de Rivadavia, Paz est sorti de la révolution unitaire en 1828, et seul, depuis lors, il n'a cessé de la justifier par ses victoires et de combattre pour son parti. Dès le premier jour, Rosas l'a vu armé contre lui; aujourd'hui encore, il le retrouve debout, défendant les dernières libertés du pays. Tacticien distingué, par exception aux militaires sud-américains, esprit droit et loyal, caractère généreux et modeste, le général Paz occupe une place à part entre tous les chefs de la Plata. On dit de lui qu'il a gagné toutes ses batailles, et qu'il n'a jamais fait de mal à personne. Les ennemis qu'il a combattus sont sans haine contre lui, et, tandis que l'usage attache invariablement au nom des autres généraux quelque épithète rappelant un de leurs exploits sinistres, on ne désigne Paz que par le surnom d'El buon manco (le bon manchot). Une sorte de prédestination semble d'ailleurs attachée à son existence.

Quand, à la fin de 1830, le tigre des pampas, le terrible Quiroga, marche avec ses bandes féroces sur Cordova, Paz veut sauver sa ville natale. Une nuit, l'armée de Cordova disparaît subitement, et bientôt, sous l'habile direction du général, quarante petites divisions croisent et enveloppent de toutes parts l'ennemi. La bataille d'Oncativo, qui suivit de près, eut un résultat plus grand encore. D'un seul coup, Paz reconquiert neuf provinces, affranchit toute la région des Andes de la féroce domination des caudillos, et proclame l'unité de Rivadavia en réunissant un congrès à Cordova. Boulé (1) plus tard à la tête de son armée, il tombe dans les mains de Rosas, qui l'épargne, espérant s'altacher le premier homme de guerre de la Plata. Mais Paz reste inébranlable; il garde ses fers, et pendant dix ans on le traîne de prison en prison. Échappé comme par miracle, la nuit, au milieu d'un orage, il passe les fleuves et atteint la rive orientale. Traqué et poursuivi de nouveau, on lui remet à la fin les forces exténuées d'une province qui a déjà vu succomber deux armées. De ces débris Paz organise de nouveaux moyens de résistance, et, quand les troupes du dictateur ont triomphé partout, il proteste seul, en criant des marais de Caguazu : « La république vit encore! » et il gagne une de ses plus belles batailles. Dépouillé bientôt des fruits de sa victoire par ceux-là même qu'il avait sauvés, et arraché à la tête de l'armée, l'infortuné général est de nouveau contraint de fuir, et il se réfugie à Montevideo. Mais une fois de plus il doit sauver son parti. Quand, après la défaite de

Rivera, l'armée argentine s'avance sur Montevideo, la ville, fortifiée en quelques jours, s'est hérissée de canons. C'est encore Paz qui enlève au dictateur sa dernière proie.

Montevideo était imprenable; Paz n'avait plus rien à y faire. Il accepta donc l'offre du gouvernement de Corrientes et partit pour se mettre à la tête de l'armée. Tontefois les forces de la province n'étaient pas les seules qui devaient obéir à l'habile général. Les événements lui réservaient bientôt un commandement d'une plus haute importance. Las de solliciter en vain de Rosas la reconnaissance de son indépendance et la libre navigation du Parana, le Paraguay était depuis quelque temps en pourparlers pour s'unir à Corrientes. En novembre 1845, un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu entre les deux États. Le but de cette alliance était d'arrêter l'exercice du pouvoir despotique, illégal et tyrannique de Rosas. Aux termes du traité, les deux alliés s'engageaient à réunir leurs forces et à ne déposer les armes qu'après avoir obtenu la reconnaissance de leurs droits. Le Paraguay levait vingt mille hommes, dont la moitié seulement devait se joindre aux Correntinos. Enfin, le généraz Paz était nommé comman-

dant en chef et directeur de la guerre.

Néanmoins cette alliance, qui mettait ainsi dès le début seize mille hommes aux mains du premier général de la Plata, n'était pas encore dangereuse pour Rosas. Si les troupes de Corrientes, relativement disciplinées et exercées, équivalaient à un nombre égal d'Argentins, les recrues du Paraguay étaient absolument incapables d'entrer en lutte. Par suite du calme profond dans lequel le terrible docteur Francia avait si longtemps maintenu son pays, il ne s'y était rien propagé du mouvement belliqueux de la révolution. Soumis à un régime sans exemple, même chez les peuples conquis, exclusivement condamnés à la vie pastorale et vivant en dehors de toute idée militaire, les Paraguayos, malgré leur nombre, n'étaient pour le moment que d'un secours contestable. Il fallait d'abord les faire soldats. Avec son habileté ordinaire, Paz vit aisément la situation : il comprit qu'il devait attendre sans attaquer, et que le temps était pour lui. Il concentra donc ses forces et vint prendre position à Villa-Nueva, sur la limite de l'Entre-Rios, où il établit son camp de manœuvres. Il était alors maître absolu de l'immense presqu'île, et les deux fleuves le séparaient de

Cependant, pour n'être pas imminent, le péril qui menaçait le dictateur ne pouvait manquer de l'alarmer. Trois obstacles nouveaux, en effet, s'étaient depuis peu dressés entre lui et son armée de la Bande-Orientale. L'escadre franco-anglaise sillonnait le Parana et en gardait 128 passages; Paz occupait la presqu'ile de l'Entre-Rios; enfin, la flottille montévidéenne croisait dans l'Uruguay, appuyée sur les points

⁽¹⁾ Boleado, atteint par les bolas on boules de fer liées par une courroie, que les gauchos lancent à une grande distance.

importants de la côte. Le dictateur résolut aussitôt de conjurer le danger avant qu'il ne grandît, en détruisant à tout prix le corps du général Paz. Des ordres furent en conséquence expédiés à Oribe pour renforcer la division d'Urquiza et la diriger en toute hâte sur l'Uruguay. Quelques jours après, cette division, forte de six mille hommes environ, l'élite de l'armée argentine, passait le fleuve, marchant contre le général Paz.

Mais déjà celui-ci était sur ses gardes. Trop sage pour engager les troupes nouvelles contre les soldats d'Urquiza aguerris par leurs victoires passées, et trop prudent pour remettre le sort des États allies aux hasards d'une bataille qui pouvait tout perdre, Paz avait préparé son mouvement de retraite. Cette retraite, d'ailleurs, devait avoir un résultat qui entrait dans ses plans, celui d'attirer son adversaire. Persuadé que l'ennemi fuyait en désordre devant lui, et qu'il suffirait de l'atteindre pour l'écraser, Urquiza se mit vivement à sa poursuite. Mais cette poursuite allait bientôt lui être fatale. Suivant toujours la direction que lui traçait Paz, s'engageant dans des terrains friables et marécageux où l'entraînait incessamment l'habile général, l'armée argentine fut bientôt harassée. Enfin, après une course de quatre-vingts lieues, Urquiza se rapprocha de Corrientes, où il espérait entrer aisément et faire reposer ses troupes. Mais le vainqueur d'India-Muerla avait compté sans la tactique du général Paz. Au moment où il croyait toucher au but, l'armée libératrice parut tout à coup devant lui. Elle se développait de partout, appuvée sur des hauteurs couronnées d'artillerie et dans une position inexpugnable. Les choses avaient marché comme l'avait prévu Paz; il avait vaincu l'ennemi sans combat. L'armée argentine exténuée, avant perdu tous ses canons et la moitié de sa cavalerie dans les marais, ne pouvait faire un pas de plus. Contraint de rétrograder, Urquiza se mit précipitamment en retraite, et, quelque temps après, il arrivait en désordre, toujours harcelé par l'armée libératrice, au point d'où il était parti.

A cette époque, le théâtre des événements dans la Plata présentait donc la situation suivante : d'une part, sur la rive droite du Parana, Rosas, resté dans Buenos-Ayres, ne possédait aucune armée; deux ou trois mille soldats, échappés au désastre d'Obligado, formaient la totalité de ses forces. Les provinces argentines, épuisées par quinze ans de guerre, étaient hors d'état de fournir un bataillon de plus. Des douze ou quinze mille hommes comprenant son armée d'invasion de la Bande-Orientale, six ou sept mille restaient devant Montevideo imprenable, ou étaient disséminés dans la campagne. Le reste, comme on vient de le voir, se trouvait engagé dans l'Entre-Rios et dans la position la plus périlleuse. D'une autre part, tous les points importants de la côte orientale, depuis Montevideo, à l'entrée de la Plata, jusqu'au

Salto, en haut de l'Uruguay, en y comprenant l'île de Martin-Garcia, qui commande l'entrée des fleuves, étaient au pouvoir des Montévidéens, et l'insurrection s'étendait chaque jour davantage dans les départements. Enfin, les forces anglo-françaises occupant militairement le Parana, et l'escadrille montévidéenne dominant dans l'Uruguay, coupaient toute communication entre Buenos-Avres et l'armée argentine. La position des belligérants avait donc complétement changé. De vainqueur qu'il était d'abord sur tous les points, Rosas se trouvait contraint partout à la défensive; le gouvernement oriental, naguère réduit aux abois, avait successivement reconquis tous ses ports, et Montevideo, centralisant depuis quelque temps le commerce de la Plata, retrouvait ses premiers jours de prospérité (1). Tels étaient les résultats obtenus en six mois par les ministres et les amiraux de France et d'Angleterre. Au moyen de simples mesures coercitives, sans commettre aucun acte agressif sur le territoire argentin, ils avaient conduit les événements vers une prompte solution. Rosas pouvait encore transiger en cédant devant le blocus, ou, s'il résistait, l'emploi de la force devait aisément le réduire (2).

A ce moment, en effet, la fin de cette longue guerre et la pacification du pays semblaient prochaines à tous sur les deux rives de la Plata. Instruits par leurs agents des refus de Rosas, de son invincible résistance à toute transaction, de ses attentats renouvelés contre les étrangers, les cabinets de Paris et de Londres avaient dù prendre une détermination rigoureuse, la seule possible désormais, et se mettre en mesure d'obtenir par la force la juste réparation de leurs griefs contre le dictateur. Or, rien n'était alors plus facile. Sans nous arrêter aux chiffres de vingt mille et même trente mille hommes, dont on a parlé, au parallèle établi entre les provinces argentines et l'Algérie, etc.; sans réfuter, en un mot, toutes les exagérations produites à ce propos dans la chambre et dans les journaux, nous dirons qu'une expédition de 6,000

⁽¹⁾ La recette mensuelle de la douane, qui n'était que de 12,000 piastres au moment de l'intervention, s'était successivement élevée à plus de 260,000.

⁽²⁾ Un blocus et les poursuites qu'il nécessite souvent jusque sur la côte bloquée ne sont pas des actes de guerre. Quant au Parana, il ne saurait, ni en fait ni en droit, appartenir à Rosas, non plus que l'Uruguay, dont il s'arroge la souveraineté. Les provinces argentines, en admettant que leur confédération existât, et nous prouverons qu'elle n'existe pas, ne possèdent que le bord méridional du Parana; l'État de Corrientes et le Paraguay occupent l'autre, et partagent avec la République-Orientale et le Brésil les droits au cours de l'Uruguay. Il est établi d'ailleurs en principe que les riverains inférieurs d'un fleuve ne peuvent en défendre l'usage aux riverains supérieurs. Les décisions du congrès de Vienne sont formelles à cet égard. Enfin, l'expédition qui s'est rendue dans le Parana pour sauvegarder les propriétés européennes ne devait toucher à lucuu point de la rive argentine. Si on l'eût laissé passer librement, elle n'aurait pas tiré un coup de canon.

hommes, suffisante dans tous les cas, se fût encore trouvée, au point où en étaient les choses, trop forte de moitié. Si, en effet, l'on ajoute à ce chiffre les deux régiments anglais casernés à Montevideo, la garnison française de la ville et les troupes de débarquement des deux escadres, il est aisé de voir que la France et l'Angleterre, avec cette expédition, auraient aussitôt disposé dans la Plata de forces européennes supérieures à celles de Rosas, et d'une armée capable, s'il l'eût fallu, de se promener partout sans se heurter à rien. Mais, nous le répétons, la question n'était point ainsi posée. Il ne s'agissait ni d'une guerre intérieure comme celle d'Afrique, ni d'une expédition semblable à celles de l'Inde anglaise, qui entraînent avec elles d'immenses difficultés d'approvisionnement et de transport. Dans la situation, le facile débloquement de Montevideo par une attaque sur le camp de l'armée assiégeante était même d'une utilité contestable. C'est dans l'Entre-Rios qu'il fallait frapper un coup plus facile encore, et par ce coup seul Rosas était inévitablement perdu. L'élite de l'armée argentine, ramenée en désordre par Urquiza, se trouvait alors, on s'en souvient, au bas de la presqu'île; le général Paz l'observait et la tenait enfermée entre les deux fleuves. Le plan était donc aussi simple à concevoir que facile à exécuter. En débarquant trois mille hommes avec une batterie d'artillerie à la pointe de l'Entre-Rios, et en attaquant Urquiza par derrière, pour le mettre entre deux feux, tandis que l'armée de Paz, forte en cavalerie, et les croiseurs de l'Uraguay lui fermaient toute retraite, la division argentine était non pas battue, mais anéantie dans quelques heures. En transportant ensuite, avec les vapeurs, sur la rive droite du Parana, l'armée de Paz, renforcée du petit corps européen et en marchant sur Buenos-Ayres, éloignée seulement de trente lieues, tout était fini. Sans armée, ni simulacre d'armée dans la campagne, sans autre force dans sa capitale, ouverte de tous côtés, que deux ou trois cents noirs et une milice bourgeoise enrôlée par la violence, quelle résistance pouvait essayer Rosas contre Paz amenant une armée de douze mille hommes avec de l'infanterie et surtout de l'artillerie d'Europe? Aucune évidemment. Au dire de tous, il n'eût même pas attendu dans Buenos-Ayres, et il se fût non point jeté dans la campagne, mais embarqué sur un navire américain, préparé depuis longtemps à cet effet. Nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'après l'installation d'un nouveau gouvernement à Buenos-Ayres, les troupes argentines de la Bande-Orientale, désormais sans chef ni direction, se seraient dispersées d'elles-mêmes, et que l'escadre, en revenant à Montevideo, n'y eût plus trouvé l'armée assiégeante. Ainsi pouvait se terminer, en quelques jours, sans lutte sérieuse et sans efforts, cette longue question de la Piata, à laquelle bientôt sept ans de blocus et dix années de diplomatie n'ont pu assigner encore un terme.

Mais, hélas! il devait en être tout autrement. Tandis que la population étrangère, si longtemps opprimée, attendait de l'Europe les secours nécessaires à sa délivrance; tandis que, sur les deux escadres impatientes de terminer la lutte qu'elles avaient si glorieusement engagée, les vigies interrogeaient chaque matin l'horizon pour y découvrir une flotte de Brest ou de Portsmouth, les gouvernements médiateurs en étaient encore à leurs illusions premières. La résistance absolue de Rosas à leurs justes demandes, son refus d'une simple suspension d'hostilités, ses prétentions exorbitantes formulées avec une insolence sans exemple, n'avaient point éclairé les cabinets de France et d'Angleterre. Bien que le théâtre de la guerre s'élargît chaque jour davantage, ils croyaient à la paix. Malgré tant de faits récents qui expliquaient la question, ils se refusaient à la comprendre; malgré la lumière, ils ne voulaient pas voir. Une fois de plus, le dictateur était sauvé; s'il était battu dans la Plata, il l'emportait à Paris et à Londres.

Fidèle à son système, Rosas n'avait pas, en effet, perdu de temps pour calomnier et diffamer en Europe les ministres des deux puissances. Soit par ses agents diplomatiques parlant officiellement, soit au moven de correspondances officieuses rédigées dans son cabinet et perfidement communiquées aux journaux sous forme de lettres particulières. il présentait MM. Deffaudis et Ouseley comme les seuls instigateurs de la guerre dans la Plata. Ils avaient refusé, disait-on, toutes les propositions de paix du général Rosas, qui ne formait d'autre vœu que l'indépendance de Montevideo et qui était prêt à en retirer ses troupes (1). Mais les ministres, vendus aux sauvages unitaires, persistaient à méconnaître les généreuses intentions du gouverneur de Buenos-Avres, et à se livrer contre lui aux actes les plus odieux, etc., etc. A l'appui de ces faits, le dictateur envoyait des protestations de Français habitant la campagne, dont la signature avait été arrachée par la violence. Enfin, d'autres pièces semblables, obtenues de la même manière ou à prix d'argent de quelques résidents anglais de Buenos-Avres, se colportaient à Londres. Certes, tout cela était propre à jeter la confusion dans les esprits et à provoquer le doute chez les hommes habitués à n'entrevoir les questions qu'à travers les débats de la tribune ou de la presse. Mais comment expliquer l'erreur des gouvernements qui avaient en main des pièces surabondamment concluantes et la correspondance d'agents que leur expérience, leur talent et leur caractère placaient au-dessus de tout soupçon? Quoi qu'il en soit, cette erreur fut complète. Les deux cabinets persistèrent à vouloir négocier quand même. A Paris, d'ailleurs, les résolutions pacifiques trouvaient un

⁽¹⁾ Rosas se montrait en effet très-disposé à retirer ses troupes, aussitôt que le prénisent Oribe, rentré dans Montevideo, déclarerait n'en avoir plus besoin.

intraitable champion dans M. de Mackau, qui menaçait toujours de sa retraite, si l'on envoyait un soldat dans la Plata. D'une autre part, le ministère anglais, regrettant de s'être engagé dans une affaire qui se prolongeait au-delà de ses prévisions, et dont le côté français l'empèchait peut-être de bien voir les autres faces, avait hâte d'en finir au plus tôt (1). Les deux gouvernements décidèrent donc l'envoi d'un nouvel agent commun pour renouer les négociations. Le 10 juillet, au lieu de régiments et de canons, l'on vit arriver à Montevideo M. Hood, ancien consul d'Angleterre dans la Plata, homme tout dévoué à Rosas et défenseur ardent de son système. Le dictateur triomphait, Lui-même n'aurait pu mieux choisir.

Nous arrêterons là le récit des événements de l'intervention francoanglaise. La mission de M. Hood ouvre, dans l'histoire des relations diplomatiques de l'Europe avec l'Amérique, des pages que nous laisserons à d'autres le soin de remplir. A dater de ce moment, il se dit, il se fait et il s'écrit de telles choses, que nous ne nous sentons pas le courage de les raconter. Jamais, à aucune époque de l'histoire, pas même aux plus mauvais jours de la monarchie et dans aucun pays, les circonstances n'avaient fait descendre aussi bas la politique de la France. Après avoir, au moyen d'égards et de ménagements inexplicables, grandi et fortifié, dans la Plata, un pouvoir ennemi de l'Europe et de la civilisation, un gouvernement basé sur les crimes de toute sorte et dont le couteau est l'unique législation, la France s'était tout à coup souvenue que 25,000 de ses nationaux étaient menacés par ce gouvernement et que 15,000 d'entre eux se trouvaient traqués depuis deux ans dans une ville aux abois. Puis, après les avoir secourus près de succomber, en leur donnant de nouvelles forces pour ressusciter une lutte près de s'éteindre; après avoir, par sa seule présence, fourni de nouveaux aliments à la guerre, ravivé les haines en relevant les espérances, elle se retirait du combat au moment de s'y engager, abandonnant les vaincus à la bonne foi d'un vainqueur irrilé qui n'a jamais respecté ni convention, ni traité, ni droit des gens, ni aucun droit quelconque! La part de l'Angleterre dans cette incroyable affaire n'est pas moindre. Après avoir entraîné la France dans l'intervention, au nom de la paix, du commerce et de l'humanité, le jour où il fallait agir, elle désertait la lutte, sacrifiant ainsi les intérêts de l'Europe et la cause de la civilisation. Les deux premières puissances du monde sollicitant la paix d'un petit État américain après l'avoir menacé de la guerre, et acceptant humblement ses propositions rejetées d'abord avec hauteur; des agents honorables revêtus du plus haut caractère, abreuvés d'outrages et assiégés deux ans sans secours par une armée qui compte plus de bandits que de soldats; des amiranx et des escadres condamnés à l'inaction en présence de bravades et d'insultes quotidiennes; des officiers assassinés sous pavillon parlementaire; de paisibles résidents européens dépouillés, enchaînés et égorgés dans la campagne; tout cela fait avec une impunité complète et par les ordres d'un despote obscur, transformé en gouvernement, et qui n'a jamais eu un seul instant pour lui ni le droit ni la force : tel est le triste et honteux spectacle que devaient donner à l'Amérique étonnée la France et l'Angleterre (1).

Mais ce n'est point tout encore. A ces longues humiliations devait se joindre une humiliation nouvelle, l'insuccès. Malgré la reconnaissance d'Oribe comme président de Montevideo, malgré la concession de la souveraineté des fleuves au dictateur, malgré l'abandon de tous leurs droits, les deux gouvernements n'ont pu réussir à traiter. Les choses ont suivi leur cours prévu, logique, inévitable. La faiblesse de l'Europe n'a fait qu'accroître davantage l'insolence de Rosas, qui aujourd'hui exige tout. Au moment où nous écrivons ces lignes, les deux derniers agents envoyés, MM. Gros et Gore, ont échoué comme leurs prédécesseurs, MM. Hood, Howden et Waleski. Seulement trois années de plus se sont écoulées. Elles marquent pour l'humanité de nouvelles victimes, pour le commerce de nouvelles ruines (2).

VII.

LE GÉNÉRAL ROSAS ET LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE. — LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY. — ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION EUROPÉENNE DANS LA PLATA. — CONCLUSION.

Si les événements ont pu modifier la position des belligérants de la Plata, la question européenne est encore la même à présent qu'en 1845. L'enseignement fourni par trois années d'une triste et coûteuse

⁽¹⁾ Dans son but de désunir les deux puissances, Rosas a toujours cherché à persusder à chacune d'elles qu'elle était dupe de l'autre. Cette insinuation, à laquelle le cabinet anglais paraît avoir cédé alors, était absurde. Les intérêts que la France et l'Angleterre ont à protéger dans la Plata, sont identiquement les mêmes.

⁽¹⁾ Ce n'est pas nous qui concluons, ce sont les faits.

⁽²⁾ Quoique M. le comte Waleski ait succédé à M. Hood, il est loin d'avoir suivi la même voie que l'agent anglais. Comme le baron Deffaudis et l'amiral Lainé, M. Waleski à laissé dans la Plata les plus honorables souvenirs.

expérience, c'est là ce qui reste de l'intervention. Tout est encore à faire. Mais, avant de résumer le débat, nous devons, pour le poser sur toutes ses faces, examiner quelle est la véritable situation de Rosse vis-à-vis des États engagés dans la lutte, et rectifier à cet égard plusieurs idées fausses généralement admises en Europe.

L'on croit assez volontiers partout qu'il y a une confédération formée par la libre association des provinces argentines; que l'assemblée représentative de Buenos-Ayres est un congrès national; que le généra Rosas, élu par cette assemblée, est légalement le chef de la confédération; que la province de Corrientes est en rébellion contre le pouvoir légal; enfin que Rosas, comme organe de cette confédération, exerce un droit territorial sur la navigation du Parana et de l'Uruguay. Or, rien de tout cela n'existe et ne saurait avoir en droit le plus léger foudement (1).

Nous avons rapidement analysé, dans les premiers chapitres, le phases diverses que traversèrent les provinces argentines durant le premières années de l'indépendance. Unies d'abord sous le nom de vice-royauté de Buenos-Ayres, la révolution les sépara. Le lendemain de cette révolution, elles combattirent, soit isolément et pour leur propre compte, soit à l'aide d'alliances partielles, soit enfin les une contre les autres, selon que les intérêts de localité ou les caprices de caudillos dictaient leurs déterminations. Il résulta de là une rupture de tout lien général entre elles, et leur unité nationale disparut entièrement. Les réunions successives et éphémères d'une junte conservatrice en 1811, d'une assemblée générale en 1813, d'une junte d'observation en 1815, d'un congrès général en 1816, enfin d'un autre congrès général en 1821, ne purent arrêter cette dissolution. Bien qu'elles eusent adopté quelques résolutions remarquables, ces assemblées ne conclurent à rien pour l'organisation du pays; elles se contredirent même sur plusieurs points importants. Il faut remarquer également que les deux derniers congrès n'eurent point lieu à Buenos-Ayres, mais le premier à Tucuman et le second à Cordova. Ces faits significatifs laissaient déjà prévoir la lutte qui devait éclater, et qui dure encore entre les provinces et leur ancienne capitale.

En 1824 enfin, eut lieu la première tentative sérieuse d'organisation complète. Le 16 décembre, un congrès, se déclarant constituant, sui installé à Buenos-Ayres. Le 25 janvier 1826, il rendit une loi appelée fondamentale, à la suite de laquelle Rivadavia sut élu président, et

préciser la question et en finir une fois avec l'échafaudage que Rosas s'est construit dans

la diplomatie de l'Europe.

l'année suivante il décréta la constitution. Mais les provinces, l'on s'en souvient, refusèrent cette constitution. Elles la qualifiaient d'unitaire, c'est-à-dire tendant à fortifier outre mesure le pouvoir central et à donner à Buenos-Ayres une prépondérance qu'elles ne voulaient point lui accorder. Elles déclarèrent leur ferme résolution de n'accepter qu'une constitution fédérale qui conserverait aux provinces, à l'égard de Buenos-Ayres, une liberté, une indépendance et une égalité parfaites. Cette inflexibilité dans la défense des droits provinciaux amena la démission de Rivadavia et fit disparaître tout gouvernement central.

L'administration de Dorrego vint encore fortifier les organisations provinciales, en s'efforçant d'arriver par des traités au système fédératif. Les traités qui furent signés par Buenos-Ayres l'année même de la dissolution du congrès, savoir : le 27 septembre avec Cordova, le 2 octobre avec Santa-Fé, le 27 avec Entre-Rios, et le 11 décembre avec Corrientes, établissaient clairement la situation des provinces. Ils stipulaient « qu'elles étaient parfaitement égales entre elles et possédaient les mêmes droits; qu'une convention, où chacune d'elles enverrait deux députés, serait chargée de régler les affaires générales du pays; enfin, qu'en attendant, et par mesure provisoire, le gouvernement de Buenos-Ayres dirigerait les affaires extérieures. » Cette dernière stipulation, uniquement déterminée par des circonstances géographiques. n'était nullement en contradiction avec les premières, et n'entraînait aucune idée de suprématie au profit de Buenos-Ayres. Outre que l'esprit du moment ne saurait permettre la supposition contraire, plusieurs faits manifestent la vérité à cet égard. D'une part, le lieu désigné pour la convention n'était pas Buenos-Ayres, mais bien Santa-Fé; d'une autre part, le gouvernement de Buenos-Ayres ayant voulu introduire quelques changements dans son traité de décembre, la salle des représentants refusa de les admettre. Il faut ajouter, enfin, qu'avant la conclusion de ce traité, Corrientes et Entre-Rios avaient déjà signé séparément, le 24 septembre, une alliance offensive et défensive.

La révolution de Lavalle, en 1828, ne changea rien à cette indépendance des provinces, et les alliances partielles continuèrent. A la suite de trois conventions préliminaires signées en 1830 par Corrientes avec Santa-Fé, Buenos-Ayres et Entre-Rios, les parties contractantes décidèrent l'envoi de quatre commissaires à Santa-Fé; de nombreuses conférences eurent lieu dans cette ville. On y parla longuement d'un projet de fédération, de l'établissement d'une représentation nationale, de la libre navigation du Parana et de l'Uruguay, etc.; mais aucune de ces questions ne fut résolue. Le commissaire de Buenos-Ayres, qui avait ses instructions pour cela, se refusait à rien conclure. Les discussions à cet egard devinrent si vives que l'agent de Corrientes se retira. Toute-fois la négociation, un moment interrompue, reprit entre les trois com-

installé à Buenos-Ayres. Le 25 janvier 1826, il rendit une loi appeire fondamentale, à la suite de laquelle Rivadavia fut élu président, el (1) Nous demandons pardon de revenir encore un instant sur les événements passes, mais un court examen des actes légaux intervenus entre les provinces est nécessaire pour

missaires, et, le 4 janvier 1831, ils signèrent ensemble un traité d'alliance. Corrientes y ayant bientôt après adhéré, le traité devint ainsi quadrilatéral. Or, ce traité et celui conclu entre Buenos-Ayres et Cordova le 27 octobre 1829 forment absolument tout le droit public écrit de ce qu'on veut bien appeler la confédération argentine. Il suffit d'examiner les principales clauses de ces traités pour se convaincre que cette prétendue confédération argentine n'a jamais existé un seul instant et qu'elle est, comme le reste, une invention de Rosas.

L'article 1et stipulait expressément « la liberté, l'indépendance, la représentation et les droits de toutes les provinces. » L'indépendance provinciale était en outre protégée par l'art. 14, d'après lequel les forces auxiliaires envoyées dans une province par ses alliés devaient rester sous les ordres du gouvernement local. Les art. 3 et 13, prévoyant la possibilité d'une guerre avec les provinces argentines qui ne faisaient point partie de l'alliance, attestaient clairement ce fait, qu'il n'existait point encore de confédération générale et que cette confédération était à créer. L'article 8, enfin, assurait à tous les habitants des provinces alliées la liberté la plus complète pour le commerce et la navigation des fleuves.

Qu'a fait Rosas de ces conventions, seul et unique fondement légal sur lequel il pouvait asseoir son gouvernement?

Il a d'abord trouvé moyen de dissoudre la commission représentative de Santa-Fé, par ce motif qu'aux termes de l'article 15 du traité, elle ne devait subsister que jusqu'au rétablissement de la paix, et que cette paix était rétablie. Puis, quand les provinces, arguant de cette déclaration, ont demandé la formation d'un congrès général, il a répondu avec la même facilité que l'état de guerre pendant lequel ce congrès devait être différé n'avait pas cessé. Bientôt il a employé les arguments plus décisifs dont nous avons parlé dans un chapitre précédent. Il a affublé de ce titre absurde de sauvages unitaires tous ceux qui voulaient des institutions fédérales, et les a traités en conséquence, c'est-à-dire les a fait proscrire et égorger. Quoique des quatorze provinces argentines cinq seulement fussent liées par des traités avec Buenos-Ayres, il les a toutes comprises dans son système d'extermination en les faisant mettre à feu et à sang par ses soldats. Enfin, à l'aide de ces pouvoirs extraordinaires qu'il s'était fait conférer par les représentants de Buenos-Avres sous le coup de la terreur, et qui n'étaient valables tout au plus que pour cette province, il a conclu des traités avec l'Europe el l'Amérique, comme s'il était délégué pour cela par le pays; il a entrepris des guerres de tous les côtés; il a usé et abusé des revenus publics et particuliers: il a ouvert ou fermé les fleuves, en a interdit ou permis la navigation, selon son intérêt ou son caprice; en un mot, il a établi dans ces malheureuses provinces la tyrannie la plus effrénée, sous le

nom de confédération argentine, titre, il faut le répéter, qui n'a aucun fondement légal, même apparent, qui n'est pas seulement indiqué comme projet dans aucun traité, et qu'il a inventé uniquement pour jeter la confusion dans les esprits de l'Europe et faire croire que son gouvernement ressemble à un gouvernement quelconque.

Nous avons dit ailleurs ce qu'est ce gouvernement, quels ressorts le font mouvoir à Buenos-Ayres, les tentatives violentes continuées ensuite pour l'appliquer à Corrientes et à la République-Orientale. Il nous reste à parler du Paraguay, dernière proie convoitée par le dictateur.

Aucun État de l'Amérique du Sud n'a eu d'aussi singulières destinées que le Paraguay. Engagé d'abord avec les autres provinces dans l'insurrection contre l'Espagne, puis retranché brusquement de la lutte avant que la révolution ne fût accomplie, le Paraguay a été séparé du reste du monde depuis 1814 jusqu'à nos jours. Pendant que toutes les colonies espagnoles étaient en feu autour de lui, déchirées par les maux de la guerre et de l'anarchie, un calme profond régnait dans cette sombre république. Les barrières élevées par la politique de son terrible dictateur, en interceptant toute communication avec le dehors, avaient en même temps empêché la contagion des idées qui bouleversaient alors le Nouveau-Monde. Seule parmi les capitales des provinces hispano-américaines, l'Assomption offrait toujours le même aspect qu'au siècle dernier. A l'absolutisme de la métropole avait succédé sans efforts et presque sans interruption une tyrannie plus redoutable encore. Le docteur Francia remplaçait à lui seul les vice-rois et l'inquisition. et ses arrêts sans appel avaient toujours un bourreau prêt à les exécuter. Une parole, un signe, un soupçon, étaient punis de mort. La place qu'habitait le dictateur semblait un lieu maudit, et, lorsque les tambours de son escorte se faisaient entendre au loin, les portes et les fenêtres se fermaient partout à ce bruit sinistre, et chacun restait glacé de terreur (1).

Cet état de choses qui, pour l'Europe, avait fait du Paraguay une sorte de Japon américain, où nul ne pénétrait, un pays absolument inconnu, presque fantastique, a duré jusqu'à la mort de Francia, arrivée à la fin de 1842. A cette époque seulement, le Paraguay s'est réveillé de ce sommeil de trente années, secouant les liens d'une servitude plus longue encore. Cette servitude, en effet, datait de la conquête, car, au moment de la révolution, les premiers germes de liberté, étouffés aussitôt sous la compression de Francia, n'avaient effleuré le sol qu'un instant sans le marquer. Aussi, lorsque le jour de l'affranchissement a lui pour eux, les habitants du Paraguay se sont-ils trouvés sans éduca-

⁽t) Encore à présent, beaucoup d'habitants de l'Assomption ne passent qu'en tremblant et le chapeau à la main devant l'ancienne demeure de Francia.

tion civile, sans écoles, sans commerce, sans industrie, sans aucun des éléments qui constituent la vie sociale, et fatalement réduits à l'inévitable héritage d'un asservissement séculaire qui les laissait encore presque à l'état primitif.

C'est dans cette situation que le Paraguay, après avoir renouvelé les anciennes déclarations d'indépendance et constitué son gouvernement, vient aujourd'hui solliciter du monde entier la consécration de sa nouvelle existence et demander à prendre place parmi les nations américaines. Étranger jusqu'ici aux dissensions du pays, libre de tout engagement au dehors, comme aussi de discordes intérieures ou de querelles de parti, il se présente avec une unité sans exemple en Amérique. Ouvrant libéralement ses ports et ses marchés au commerce de l'Europe, il offre à l'émigration la plus large hospitalité sur son territoire, et appelle sans réserve les étrangers au secours de sa civilisation naissante. Mais cet affranchissement du Paraguay, admis déjà par la plupart des États comme le complément nécessaire de l'indépendance américaine, rencontre un adversaire intraitable. Nous n'avous pas besoin d'ajouter que c'est encore le dictateur de Buenos-Ayres.

Déjà nous avons signalé dans l'Amérique du Sud deux systèmes en présence, deux partis hostiles procédant d'éléments opposés. Le premier de ces partis, personnifié jadis dans Rivadavia et les unitaires. représenté aujourd'hui par le Brésil, le Paraguay, l'État oriental, le Chili, Venezuela et tous les gouvernements éclairés, est celui des idées nouvelles. Il veut pour tout le continent l'expansion, la liberté, la colonisation, des rapports constants avec l'Europe, enfin la pacification par le commerce et l'industrie. Le second, dont Francia reste encore l'expression la plus complète, malgré les efforts de Rosas pour l'atteindre, est au contraire le parti rétrograde, celui des anciennes idées coloniales. S'inspirant du principe formulé il y a plus de vingt ans par un président des États-Unis : « que l'Europe n'a pas à se mêler des al faires d'Amérique, et que toute influence exercée par elle est un abus intolérable, » il met l'Europe à l'index, repousse ses mœurs, son éducation, et prétend tranquilliser en reconstituant le passé, c'est-à-dire en fermant les voies au commerce et en retournant à l'isolement du siècle dernier. Mais, outre ces deux partis, on voit se dessiner encore en Amérique deux intérêts politiques bien marqués : les Élak qui occupent l'intérieur des terres, et ceux placés sur les bords ou portée de l'Océan. Les premiers font force pour s'ouvrir un passage et atteindre cet Océan par leurs fleuves et leurs rivières; les autres résistent et leur en défendent l'abord, car ils craignent d'être pris à revers ou engagés dans une voie qui ne serait pas la leur, et ils séquestrent derrière eux et paralysent toute action qu'ils ne dirigent pas exclusivement. Buenos-Ayres et le Paraguay offrent en ce moment l'exemple de

ces deux intérêts en lutte. Or, c'est précisément ce double mouvement de la réaction indigène combattant l'Europe et sa civilisation, de la suprématie riveraine enclavant les autres intérêts territoriaux, que représente le système de Rosas.

Les résultats produits par ce système, depuis son application dans la plata, démontrent les conséquences qu'entraînerait son triomphe. Il suffit de les résumer.

A l'intérieur, dix-huit ans de guerres civiles, de scandales, de haines, de proscriptions des classes élevées, d'abattement des classes laborieuses, d'exaltation des classes infimes avec leurs vices, d'anéantissement de toute industrie, profanation de l'Église, avilissement de ses ministres, la terreur pour base de gouvernement, le poignard à la place des codes, dépopulation des villes et des campagnes, destruction matérielle du pays, violent retour à l'ignorance et à la barbarie, pas un seul instant de repos.

A l'extérieur, guerre avec la Bolivie, la province de Corrientes, la République-Orientale (plus de dix ans), le Paraguay, état d'hostilité permanent avec le Brésil, la France, l'Angleterre, complications sérieuses avec les intérêts de l'Europe entière, fermeture du Parana et de l'Uruguay, les marchés intérieurs enlevés an commerce du monde, pas un jour, un seul jour de paix.

Tel est le résumé exact de l'œuvre qui s'est consommée pendant dix-huit aus dans la Plata sous la protection de l'Europe! Tel est l'inexorable bilan fourni par l'homme que des écrivains représentent encore aujourd'hui comme le défenseur de l'ordre, le protecteur du commerce, de la paix et de la civilisation en Amérique!

Est-il besoin d'expliquer à présent comment ce système se complète?

Le plan fermement arrêté par Rosas, et qu'il poursuit de son invincible opiniâtreté, se trouve accompli déjà dans sa pensée. Le dictateur a rêvé dès le principe de reconstruire l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres et de la confisquer à son profit, en ressuscitànt sur une vaste échelle l'œuvre de Francia, c'est-à-dire en isolant le pays entier du commerce et des rapports internationaux, en soumettant les étrangers au régime local, en asservissant, en un mot, tous les intérêts de l'Europe à son caprice. Les provinces argentines sont enchaînées depuis longtemps dans une confédération fantastique; Corrientes et le Paraguay sont séquestrés; reste la République-Orientale ou plutôt Montevideo, dont la chute doit achever de clore la Plata.

La question actuelle ne saurait donc être circonscrite dans les faits subalternes sur lesquels reposait l'intervention franco-anglaise en 1845. Croire, d'un autre côté, que la France pouvait s'abstenir des événements, qui se seraient accomplis sans que la nécessité l'y appe-

lât, ou bien qu'un traité conclu entre Buenos-Ayres et Montevideo. sous la médiation des deux puissances, eût rétabli la paix dans la Plata. constituerait une double et grave erreur. D'une part, les réclamations nouvelles à exercer contre Buenos-Ayres, par suite des faits récents, jointes à d'autres réclamations anciennes, dont il a été impossible jusqu'ici d'obtenir justice (1), amenaient inévitablement la France à un débat sérieux avec Rosas; d'une autre part, en admettant que le dictateur eût pour la première fois exécuté de bona fide un traité quelconque, et que les troupes argentines eussent réellement évacué le territoire oriental, il est parfaitement certain qu'elles marchaient aussitôt contre Corrientes, de là contre le Paraguay, puis en Bolivie, une autre fois contre Montevideo, enfin contre le Brésil, dans l'hypothèse où celui-ci eût attendu jusque-là de prendre l'initiative. Cet ordre d'événements, rigoureux, nécessaire, ne saurait laisser subsister le moindre doute. Avant comme après, c'était toujours la guerre; un traité pouvait tout au plus la déplacer un instant. Il ne s'agit donc, dans le débat actuel, nous le répétons, ni d'unitaires et de fédéraux, ni d'Oribe et de Rivera, ni de Montevideo et de Buenos-Ayres, etc.; tous ces faits secondaires, qui prennent place tout au plus comme futurs contingents, s'effacent devant l'importance de la question et la grandeur des intérêts qui s'y rattachent. Cette question se résume à présent dans les trois points suivants :

La France et l'Angleterre toléreront-elles plus longtemps sur la rive droite de la Plata un gouvernement ouvertement dressé contre elles, dont les actes sont autant d'attentats au droit des nations, et le langage un appel constant à la haine et aux passions violentes contre les étrangers?

Permettront-elles au chef de ce gouvernement de fermer à son gré, sous prétexte d'une confédération qui n'a jamais existé, et qui, si elle existait, n'aurait, aux termes du droit public de l'Europe, aucun droit absolu ni apparence de droit, lui permettront-elles de fermer, au préjudice de tous et sans avantage pour personne, le Parana, le Paraguay, l'Uruguay, avec leurs nombreux affluents, et d'interdire ainsi au commerce du monde plus de cinq cents lieues de cours d'eau et tous les marchés intérieurs qui en dépendent?

Laisseront-elles enfin un despote audacieux, qui n'a jamais eu pour lui ni le droit ni la force, violer scandaleusement les traités, détruire la République-Orientale, s'emparer de Corrientes et du Paraguay, s'établir en maître absolu sur les deux rives de la Plata et confisquer tout ce magnifique bassin du versant oriental des Andes qui s'étend de l'Océan aux Cordilières, des frontières du Brésil à la Patagonie?

La question de la Plata est cela, pas autre chose; et chercher à la voir autrement ou à s'en dissimuler la gravité, serait une faute de plus à joindre aux fautes sans nombre du passé. Dans la situation actuelle, après dix ans de vaine diplomatie, sept ans de blocus ridicules et six missions récentes demeurées sans succès, malgré des concessions toujours plus excessives, il n'y a pas trois moyens, il n'en reste que deux, de résoudre la question. Ou bien, les puissances mettront franchement au ban des nations un gouvernement intraitable qui lasse, depuis dixhuit ans, la patience de l'Europe et de l'Amérique, et alors elles agiront au plus tôt et sans ménagement; ou bien, elles abandonneront le débat et, dans ce cas, elles doivent rappeler leurs agents diplomatiques, leurs consuls, leurs stations navales, devenus inutiles, et laisser les événements s'accomplir, en déclarant à leurs nationaux qu'elles cessent de les protéger et qu'ils n'ont plus désormais à compter que sur euxmêmes. La question n'a pas d'autre issue; des transactions nouvelles seraient insensées; car il est indiscutable aujourd'hui que l'existence du gouvernement actuel de Buenos-Ayres et la paix de la Plata sont deux faits rigoureusement incompatibles.

Un dernier point reste à examiner : la force matérielle de Rosas. Cette force, transformée en puissance redoutable, a la même réalité que la confédération argentine.

Pour quiconque a vu froidement les hommes et les choses dans la Plata, il est évident que Rosas n'y représente absolument que luimême. Bien que son système serve les instincts barbares et violents du parti indigène rétrograde, ce parti n'est pas devenu le sien, et le dictaleur est demeuré seul au milieu des ruines de son pays. Les ambitions personnelles et les intérêts de localité ne se sont point effacés; ils subsistent prêts à rentrer en lutte sur tous les points, dès que le moment sera venu. Il n'y a pas une province qui n'attende la chute de l'oppresseur commun, pas un chef qui ne la désire. La terreur seule soutient cet édifice dont toutes les pierres tendent invinciblement à se séparer. Colosse pour les siens, aux yeux desquels l'Europe l'a grandi par ses égards inexplicables, mais colosse aux pieds d'argile, Rosas doit tomber à la première secousse; car sa force est dans son prestige, et le jour où les puissances cesseraient de voir en lui un chef de gouvernement, ce prestige disparaîtrait. La seule épithète de brigand, jetée du haut de la tribune française, l'a frappé plus violemment que le combat d'Obligado.

Quelles sont d'ailleurs les ressources matérielles de Rosas? Les malheureuses provinces argentines, aux trois quarts dépeuplées par bientôt vingt ans de guerre et de proscriptions, se trouvent réduites à un tel

⁽¹⁾ Ces réclamations, énergiquement, mais toujours en vain poursuivies par M. de Bourboulon, chargé d'affaires à Buenos-Ayres, s'élevaient, avant l'intervention, à vingt-sept. Aujourd'hui nous doutons qu'en puisse compter les réclamations nouvelles.

état d'épuisement qu'elles ne sauraient fournir un homme de plus. Une poignée de misérables compromis dans la cause du dictateur, et mécanisme unique de son gouvernement dans sa capitale terrifiée; quelques centaines de gauchos, conservés dans le sud de la province de Buenos-Ayres, c'est là tout ce qui constitue sa force et ses partisans; l'armée de la Bande-Orientale est toute aux divers chefs qui la commandent, Oribe excepté. On s'est plu quelquefois à transformer Rosas en nouveau Jugurtha, prêt à faire voler tous les sables du désert sous les pas belliqueux de ses cavaliers insaisissables! Ceci est la mise en scène de la fantastique confédération. Depuis longtemps, chez Rosas, le gaucho a disparu sous l'homme de cabinet. Déjà courbé par l'âge et lourd dans ses mouvements, habitué à la vie sédentaire, concentré dans sa famille, véritable résurrection d'Atrides, dont l'histoire suspend la plume, presque toujours renfermé, pour obéir à cette surexcitation cérébrale qui le porte à continuer seul contre tous une lutte insensée et à frapper sans relâche ses ennemis au moyen de décrets, de menaces, d'interminables articles de journaux. Rosas ne saurait redevenir le terrible commandant de la campagne de 1830. Si, contre l'opinion générale, il essayait un retour vers ses exploits passés, les pampas le rejetteraient bientôt vaincu et abandonné. Deux fois déjà la présence seule de la diplomatie armée de l'Europe a mis ce pouvoir factice à deux doigts de sa perte. Quand on le voudra sérieusement, il disparaîtra sans efforts (1).

La politique de la France dans la Plata n'a été, on doit le reconnaître, qu'une longue erreur, erreur qu'on peut avouer, hâtons-nous de le dire, car elle fut longtemps généreuse. Aux froids dédains de la Restauration pour des États sortis de la révolte contre les Bourbons d'Espagne, succédérent les promptes et faciles sympathies de 1830. Ce qui avait été refusé quinze ans avec hauteur, la France de juillet se hâta de l'accorder. Elle reconnut sans conditions l'indépendance de Buenos-Ayres, lui toléra une marine militaire, alors même que le pays ne put construire une goëlette ui fournir un matelot, et consacra son existence politique en laissant ses représentants s'asseoir dans la diplomatie de l'Europe. A

cette époque, d'ailleurs, l'enthousiasme pour les jeunes nationalités sudaméricaines, éteint depuis longtemps, se trouvait encore une fois à l'ordre du jour, comme l'avait été, quelques années auparavant, la cause de la liberté grecque. On connaissait à peine ces nationalités nouvelles; mais on savait les exploits de Bolivar, de Sucre, de Santa-Cruz, de toutes les illustrations militaires de l'indépendance, et c'en était assez pour exciter momentanément les esprits. Les doctrines professées en Angleterre par M. Canning avaient fait écho dans les chambres françaises, et le parti libéral, triomphant alors, n'avait pas assez d'applaudissements pour saluer l'émancipation des provinces espagnoles. Certes, celui qui alors eût essayé de faire entendre une voix prévoyante et d'arrêter cet élan peu réfléchi, en parlant de prudence et de réserve, aurait été mal venu. Et pourtant, qu'a produit cette générosité de la France?

Depuis le refus d'admission et les outrages gratuits adressés aux deux premiers agents français envoyés à Buenos-Ayres, jusqu'aux faits qui ent amené l'intervention actuelle, les actes du gouvernement argentin n'ont été qu'une suite d'attentats et d'insultes. Son audace s'est accrue de la modération de la France. Après des violences et des spoliations sans nombre commises, dans tous les temps, contre les Européens, eette marine, qu'on avait tolérée par une condescendence exceptionnelle, asile ouvert aux déserteurs de toutes les escadres et aux bannis de tous les pays, est venue bloquer pendant trois ans et ruiner quinze mille Français dans Montevideo. Ceux qui résidaient sur la côte ont été internés par la violence au moment du blocus, leurs propriétés ont été saccagées; dans une seule circonstance, trente-quatre, habitant la campagne, ont été égorgés. Récemment enfin, ce gouvernement a donné sa mesure. Des décrets ont paru qui assimilent aux incendiaires, passibles des peines qu'il plaira d'infliger, les officiers et marins faisant le blocus, et qui punissent comme pirates les matelots du commerce naviguant paisiblement dans les fleuves! Les anciennes régences barbaresques n'avaient jamais été jusque-là. De l'ingratitude d'abord, des iniquités, des outrages ensuite, puis des difficultés incessantes, des dépenses considérables, des blocus répétés, la ruine de son commerce et de ses nationaux, c'est là tout ce qu'a recueilli la France à Buenos-Ayres avec Rosas, c'est là toute la liquidation de sa politique.

Il ne faut pas se le dissimuler, le grand acte de l'affranchissement des colonies espagnoles est encore aujourd'hui peu compris de l'Europe. Elle l'a vu s'accomplir presque sans le regarder. Après l'enthousiasme est venu l'oubli, après l'admiration le dédain. Et pourtant, quel spectacle était plus digne d'attention que celui offert alors par le Nouveau-Monde, remué de fond en comble et se transformant sous l'écho lointain des idées libérales de la France! Quoi de plus intéressant que d'as-

⁽¹⁾ Nous avons eutendu plusieurs personnes considérables du pays, en 1846, émettre l'opinion que l'arrivée seule ou même l'annonce d'une expédition cût aisément résolu la question, en faisant aussitôt abandonner Rosas par tous ses généraux, intéressés chacun à conserver le pouvoir dans leurs provinces. Nous ne sommes pas éloigné d'admettre cette opinion, si nous la rapprochons surtout du fait suivant. Tandis que l'escadre remontait le Parana, un homme vint à Montevideo, de la part du chef argentin le plus important, prier les plénipotentiaires de vouloir bien répondre à cette simple question : La France et l'Angleterre sont-elles décidées à aller jusqu'au bout, et peut-on compter sur elles? Malbeureusement on ne pouvait rien répondre. Du reste, la nouvelle seule du passage de l'expédition préparée pour Madagascar avait suffi pour jeter aussitôt la confusion dans le camp d'Oribe et y provoquer de nombreuses désertions.

sister, au xix' siècle, à cette dernière lutte du moyen-âge succombant en Amérique dans le dernier asile que lui avait donné l'Espagne? Mais, à cette époque, le continent, si long-temps ébranlé lui-même par des luttes plus grandes encore, se reconstituait trop laborieusement pour donner une attention sérieuse aux jeunes nationalités américaines. Les commotions qui frappaient sans relâche ces sociétés nouvelles ne retentissaient que faiblement à travers l'Océan, et les nombreux Etats qui surgissaient incessamment de cette terre bouleversée laissaient à peine dans les esprits le souvenir d'une nouveauté géographique valant d'être enregistrée. Cependant cette question de l'indépendance américaine, si longuement débattue, intéressait au plus haut degré les puissances continentales. Il s'agissait, en effet, de savoir si ce monde qu'avait trouvé l'Espagne, et qu'elle s'était toujours réservé pour elle seule, s'ouvrirait désormais à l'Europe, ou bien s'il relèverait contre elle les anciennes barrières de l'isolement colonial. Mais qui songeait à se préoccuper d'une question si grave en présence de l'anarchie universelle qui désolait l'Amérique? Cette anarchie elle-même, état normal des peuples espagnols, n'était pas comprise. On oubliait qu'elle n'avait rien de redoutable, qu'elle favorisait, au contraire, l'expansion des idées, et qu'elle était préférable, dans tous les cas, à un despotisme qui, sous l'apparence de l'ordre, ne faisait que paralyser le mouvement progressif et organiser la résistance jalouse et violente des passions de la race indigène.

Aujourd'hui, les républiques hispano-américaines, après avoir conquis leur affranchissement, achèvent de se constituer. La crise actuelle est celle où leur avenir s'élabore, car elle décidera probablement la grande question qui les agite. Le système américain, c'est-à-dire celui de l'isolement, de l'enclave, du retour au passé, tend à s'effacer chaque jour davantage: malgré ses efforts pour comprimer les idées nouvelles, il n'a pas abouti. Son impuissance à rien fonder s'est manifestée surtout d'une manière tristement éclatante dans les malheureuses provinces argentines soumises depuis bientôt vingt ans à son application. Les dissensions civiles, la guerre extérieure, la ruine et la dépopulation du pays, c'est là tout ce qu'a produit ce système, dont les dècrets de Rosas et ceux du sénat de Nicaragua, véritables lois japonaises, selon l'expression d'un publiciste américain (1), résument toute la théorie.

En face de ces dernières protestations d'une barbarie défaillante et qui n'a plus que Buenos-Ayres pour citadelle, s'élève, au contraire, et se développe de partout le système européen si courageusement arboré en 1825 par Rivadavia. Les États qui déjà l'ont adopté, et à la tête desquels nous devons placer le Chili et Venezuela, sont franchement entrés dans les voies nouvelles. Ils ont compris qu'il fallait briser les reliques du passé, anéantir les restes impurs du moyen-âge, et abdiquer les traditions haineuses légüées par l'Espagne inquisitoriale, pour inaugurer une politique généreuse, progressive et conciliatrice. Cette politique est aujourd'hui l'unique salut des républiques américaines. L'isolement où elles ont vécu jusqu'ici ne leur a donné que l'appauvrissement au lieu de richesses, et leur population a été frappée d'une décroissance marquée. Après avoir stérilement possédé, durant tant d'années, d'immenses territoires, il est temps qu'elles les occupent. Ces belles savanes attendent l'émigration, et ces magnifiques cours d'eau appellent le commerce. A quel degré d'opulence et de prospérité ne pouvait prétendre l'Amérique du Sud, si elle eût suivi l'exemple des Élats-Unis du Nord, et si les peuples qui l'habitent avaient appliqué à s'enrichir l'énergie qu'ils ont mise à se déchirer!

Le commerce de l'Europe, et avec lui la richesse et la civilisation, se présentent aux deux extrémités du continent sud-américain, cherchant à se frayer une double voie, au moyen de l'Amazone et de la Plata, pour pénétrer dans les contrées centrales et leur donner une vie nouvelle. Or, ces deux grands fleuves, que séparent sur l'Océan plus de douze cents lieues de côles, s'enfoncent dans les terres, en décrivant une courbe immense, et, après avoir laissé partout dans leur cours d'innombrables affluents, ils vont confondre leurs eaux dans le milieu de la Bolivie, par la jonction du Madeira avec le Pilcomayo. Nulle part sur le globe la main du Créateur n'a livré aux hommes un plus vaste et plus admirable réseau de communications fluviales. Ces communications, en s'ouvrant, sont appelées à changer les destinées actuelles des peuples américains. Les États que la grande Cordilière rejette vers l'ouest, séparés de l'Europe par le cap Horn et l'isthme de Panama, ont conservé jusqu'ici une autre existence que les États du versant oriental. La navigation de l'Amazone et de la Plata, en les reliant à l'Atlantique, les assimilera dans une émancipation nouvelle. Le Brésil, qui se présente comme l'anneau rompu de la chaîne des républiques américaines, exerce, il est vrai, sur l'embouchure de l'Amazone une souveraineté territoriale; mais les voies généreuses et progressives suivies en tout temps par son gouvernement assurent sa coopération future à une œuvre qui se rattache d'ailleurs si étroitement à son avenir. Quant aux eaux de la Plata (le Parana et l'Uruguay), elles sont libres de plein droit; nous avons démontré ailleurs que les prétentions du dictateur de Buenos-Avres à cet égard ne méritent aucune discussion.

Cette question si considérable, de l'affranchissement des fleuves, complément de la pacification de la Plata, est en ce moment dans les mains de la France et de l'Angleterre. Ajournée jusqu'ici par les

sombres calculs d'une ambition que la raison cesse, depuis longtemps, d'expliquer, elle se résoudra d'elle-même le jour où les provinces argentines et les états riverains de la Plata seront délivrés de cette domination monstrueuse qui n'a pour base unique et nécessaire qu'une guerre sans terme et sans merci. L'Europe, au congrès de Vienne, a proclamé la liberté des fleuves; l'Amérique offre immédiatement à la consécration de ce grand principe cinq cents lieues de rivières ouvertes par le canon d'Obligado. Le premier convoi marchand qui a remonté la Parana comptait quatre-vingts bâtimens; six mois après, cent vingt voiles, venues du haut des fleuves, mouillaient à Montevideo et apportaient des chargemens immenses pour le Hâvre et Liverpool. Ce magnifique résultat, éclatante justification de leur initiative médiatrice, la France et l'Angleterre voudront-elles l'abandonner? Persisteront-elles à se retirer quand même et à tout prix d'un débat dans lequel se trouvent si gravement engages leur commerce, la fortune, la vie de leurs nationaux, et en même temps la cause généreuse de l'humanité et de la civilisation? Nous ne pouvons le croire. Ce ne serait pas seulement la ruine de tous les intérêts étrangers dans la Plata, et celle de la Plata elle-même, ce serait encore la ruine de la politique de l'Europe dans l'Amérique entière, et, par conséquent, le signal de difficultés et de complications incessantes qui naîtraient bientôt de partout. Enfin, quant à la France, l'abandon de la population française de Montevideo constituerait un acte odieux et surtout impolitique, dont l'histoire demanderait compte à ses auteurs. Est-ce à dire pour cela que la chute de Rosas doive rétablir aussitót l'ordre dans les États de la Plata et inaugurer pour eux une ère nouvelle de calme et de bonheur? Non sans doute. Cette terre, sur laquelle l'Espagne n'avait semé aucun germe de liberté, el qui, après le premier vertige de la révolution, a traversé vingt années d'agitations cruelles, renferme encore pour l'avenir de nombreuses luttes en réserve. Mais de ces luttes mêmes sortira le triomphe des idées modernes, destinées à pacifier un jour le Nouveau-Monde et à décider l'organisation des sociétés sud-américaines. Ce sont ces luttes qui appellent toute l'attention de l'Europe et qui doivent diriger désormais sa politique transatlantique.

Un dernier mot.

Les idées que nous avons émises sur la question de la Plata ne sont pas, nous le savons, les idées de tous; elles différent notamment de celles qui ont dominé jusqu'ici dans les conseils de l'Europe et dicté leurs résolutions; mais nous avons la confiance de nous être fait l'organe de tous les hommes sérieux et éclairés qui ont vu le pays impartialement et sans se mêler aux discordes qui l'agitent. Trop souvent,

en Amérique peut-être plus qu'ailleurs, les esprits se laissent aisément gagner à l'influence irrésistible des dissensions locales. C'est ce qui a lieu dans la Plata, dont les deux rives, soumises à cette influence, se dressent hostilement en face l'une de l'autre, avec leurs intérêts et leurs passions du moment. De là cette divergence profonde qui sépare quelquefois des hommes également honorables, mais presque toujours enchaînés à des partis qui favorisent leur ambition ou servent leur fortune. Ainsi s'expliquent également les longues erreurs de l'Europe, qui, en présence de deux opinions contradictoires sur le dictateur de Buenos-Ayres, adoptait comme vraie celle qui atténuait les actes de son gouvernement, et repoussait au contraire comme injuste et passionnée la dénonciation de ces actes dont le récit lui semblait un défi permanent offert à sa crédulité. De tout temps il a été facile de dissimuler la vérité sous une modération factice.

Jeté par les circonstances au milieu des événements de la Plata, nous les avons suivis attentivement et sans partialité; libre de toute préoccupation locale, comme de toute sympathie personnelle, nous n'avons écrit qu'au point de vue des intérêts de l'Europe et de l'Aménque, intérêts étroitement liés, quoi qu'on en dise. La presse et la tribune ont plusieurs fois retenti, sans les éclaircir, de débats assez tristes dont la Piata n'a été que trop féconde et qu'il nous cût été facile d'expliquer ; nous les avons laissés à l'écart. Les hommes d'hier sont tombés, nous ne les mettrons point en cause; nous ne les avons accusés que d'erreur. Quant à Rosas, nous l'avons jugé à la lumière des faits inexorables qui l'écrasent. On peut nier ces faits, on ne les effacera pas, car ils sontempreints sur le sol, et partout l'aspect les raconte. Peut-être cet aspect ne nous a-t-il pas toujours laissé froid? Nous ne chercherons point à nous en défendre. En voyant l'émigration française, naguere si riche, si heureuse, si intéressante, aujourd'hui ruinée et décimée dans Montevideo, la ville de Buenos-Ayres courbée sous la terreur, et les populations fuyant partout devant le poignard; en errant dans ces vastes plaines sans habitants, dont aucune trace de civilisation n'interrompt la solitude, sur ces grands fleuves sans navires, dont les rives désertes et silencieuses semblent appartenir à un autre âge; en contemplant enfin cette splendide nature américaine, partout si prodigue de richesses, là si fatalement condamnée à se fermer au monde. nous nous sommes demandé s'il était possible que l'Europe assistât plus longtemps à un pareil spectacle, et si elle comprenait bien l'œuvre qui s'accomplit sous ses yeux.

Nous avons essayé de l'éclairer.

Paris, août 1848.

P. S. Des considérations que chacun appréciera nous ont empêché, dans un travail destiné à la publicité, d'aborder franchement la question des intérêts français de Montevideo. Ces intérêts, malheureusement trop révélés par les débats parlementaires, ont éveillé déjà l'attention jalouse de l'Angleterre, et sont la principale cause du revirement de sa politique en 1846.

Au point de vue commercial et maritime, Montevideo valait mieux pour la France que toutes ses colonies ensemble, si onéreuses pendant la paix, si compromises pendant la guerre. Avant l'invasion actuelle de la République-Orientale, la population française s'y élevait à vingtcinq mille âmes, et le commerce français s'y était accru, en dix ans, du chiffre énorme de trois cent soixante-quinze pour cent! En septembre 1842, l'on a vu dans le port de Montevideo jusqu'à 116 navires français de haute mer, dont 21 sont partis chargés le même jour; enfin, la ville seule consommait, entre autres produits français, MILLE BARRI-QUES DE VIN DE BORDEAUX PAR MOIS! Ces faits sont sans analogue nulle part. Si l'on avait su maintenir la paix, ce qui était facile en appuyant la note du 16 décembre, l'État-Oriental, dont la population indigène s'élève à peine à soixante-dix mille âmes (quoique les géographies disent deux cent mille), compterait aujourd'hui plus de quarante mille Français, et nous chargerait 300 navires. Or, en suivant la progression logique, inévitable, des choses, il est certain que, dans un avenir peu éloigné, cette république, qui commande toute la Plata, devait se transformer en terre française et donner bientôt à la France le commerce entier du grand bassin central sud-américain. Cette magnifique colonie, qui grandissait d'elle-même sans engager la métropole, qui l'enrichissait au lieu de lui être à charge, qui, enfin, lui destinait un jour, par l'étonnant accroissement de sa navigation, des milliers de matelots et un immense commerce d'exportation, était, sans contredit, le point du globe le plus indiqué à l'attention de la France. Une politique aveugle a pu seule méconnaître la grandeur de pareils intérêts. Cependant la colonie de Montevideo, malgré tant de fautes inqualifiables, tient encore au sol par ses ruines; avec de l'énergie et quelque habileté, on peut la sauver.

At 5 Descendal rentons que dimenta approprier actual empleado de properties de la politica de distribute de describation de la politica de distribute de describation de la politica del la politica de la politica del la politica de la politica del la politica de la politica de

remain to be a problem of the proble

Brownste 1956 Impelmerie do GEMDES, rue Saint-Germain-des-Pres, to